

SEANCES DU MERCREDI 28 JANVIER 1987
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 28 JANUARI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 et les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: M. Paque, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Trussart, De Bremaeker, Van Ooteghem, Pécriaux, J. Van Eetvelt, Kenzeler, Luyten, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 864.

Discussion et vote d'articles:

A l'article 2bis (nouveau): *Orateurs*: M. Trussart, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, M. Van In, p. 877.

A l'article 8: *Orateurs*: MM. Kenzeler, Van Ooteghem, De Bremaeker, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 880.

A l'article 10: *Orateurs*: M. Van Ooteghem, Mme De Pauw-Deveen, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 884.

A l'article 12: *Orateurs*: MM. De Bremaeker, Van Ooteghem, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 886.

A l'article 14: *Orateurs*: Mme De Pauw-Deveen, M. Trussart, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 888.

A l'article 17: *Orateurs*: M. De Bremaeker, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 889.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962 en van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980.

Algemene beraadslaging (hervatting). — *Sprekers*: de heer Paque, mevrouw Tyberghien-Vandenbussche, de heren Trussart, De Bremaeker, Van Ooteghem, Pécriaux, J. Van Eetvelt, Kenzeler, Luyten, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 864.

Bespreeking en stemming over artikelen:

Bij artikel 2bis (nieuw): *Sprekers*: de heer Trussart, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, de heer Van In, blz. 877.

Bij artikel 8: *Sprekers*: de heren Kenzeler, Van Ooteghem, De Bremaeker, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 880.

Bij artikel 10: *Sprekers*: de heer Van Ooteghem, mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 884.

Bij artikel 12: *Sprekers*: de heren De Bremaeker, Van Ooteghem, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 886.

Bij artikel 14: *Sprekers*: mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Trussart, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 888.

Bij artikel 17: *Sprekers*: de heer De Bremaeker, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 889.

A l'article 35: *Orateurs*: M. Van Ooteghem, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 893.

A l'article 40: *Orateurs*: M. Kenzeler, M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, p. 894.

A l'article 41: *Orateur*: M. Van Ooteghem, p. 895.

Bij artikel 35: *Sprekers*: de heer Van Ooteghem, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 893.

Bij artikel 40: *Sprekers*: de heer Kenzeler, de heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie, blz. 894.

Bij artikel 41: *Spreker*: de heer Van Ooteghem, blz. 895.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Nicolas, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Nicolas, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 5 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 5 m.

PROJET DE LOI MODIFIANT LES LOIS SUR LA MILICE, COORDONNÉES LE 30 AVRIL 1962, ET LES LOIS PORTANT LE STATUT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE, COORDONNÉES LE 20 FÉVRIER 1980

Reprise de la discussion générale et vote d'articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE WIJZIGING VAN DE DIENSTPLICHTWETTEN, GECOORDINEERD OP 30 APRIL 1962, EN VAN DE WETTEN HOUDENDE HET STATUUT VAN DE GEWETENSBEZWAARDEN, GECOORDINEERD OP 20 FEBRUARI 1980

Hervatting van de algemene beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, et les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van wet houdende wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, en van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980.

La parole est à M. Paque.

M. Paque. — Monsieur le Président, les raisons invoquées par le gouvernement pour réformer les lois sur la milice ne me paraissent pas valables. En effet, après les premières déclarations d'intention du gouvernement de novembre 1985, nous avons discuté, en commission de l'Intérieur, du projet concret de réforme des lois sur la milice du 30 avril 1962.

Cette réforme, nous le savons maintenant, n'a qu'un seul but: celui de récupérer un maximum de jeunes gens pour les enrôler dans le contingent de l'armée. Il en résulte une conséquence importante qui est de supprimer pratiquement le principe qui prévalait jusqu'ici du service militaire d'un fils par famille.

Ce principe avait été mis en place par la réforme des lois de milice en 1974 et en 1976. Il faisait jusqu'ici, parmi nous et dans l'opinion de ce pays, l'objet d'un large consensus qu'il est difficilement admissible de voir supprimer aujourd'hui.

Le gouvernement emploie le plus mauvais des motifs pour justifier sa volonté de restreindre le régime des exemptions et des dispenses. Ce motif est d'astreindre à l'obligation du service militaire un nombre accru de jeunes gens.

Actuellement, et surtout dans l'avenir, le gouvernement ne propose aucune autre solution pour adapter le régime des dispenses et exemptions aux réalités sociales de plus en plus dures de notre époque. Sans doute est-il nécessaire d'adapter les lois actuelles sur la milice car de nombreuses voix se sont fait entendre ces dernières années, principalement parmi la jeunesse. Ce n'est évidemment pas une pareille réforme, faisant table rase du système des exemptions, que souhaitaient les jeunes et leurs représentants.

En matière de suppression de dispense, je voudrais, monsieur le ministre, vous citer quelques exemples frappants.

Sous le régime actuel des libérations, les jeunes gens ne voient leur exemption soumise à aucune condition lorsqu'ils ont au moins un enfant à charge avant l'âge de vingt-quatre ans. Dans le projet du gouvernement, pour être exempté, il faudrait dorénavant être l'indispensable soutien du ménage et n'être pas porteur du diplôme de candidat en sciences médicales. Dans la situation du marché de l'emploi, compte tenu de la faiblesse des revenus des jeunes, du poids que représente aujourd'hui le fait d'avoir tôt des charges d'enfants, il est devenu souvent nécessaire que les deux conjoints contribuent aux ressources du ménage. En effet, la perte de revenus que de tels couples subiront à cause du service militaire du père, se reporterait le plus souvent sur le bien-être des enfants, quelle que soit la situation professionnelle de la mère.

De plus, il n'existe aucune raison particulière de pénaliser, de surcroît, les porteurs d'un diplôme de candidat en sciences médicales.

Nous constatons, dès lors, un nouveau paradoxe de la politique gouvernementale: d'une part, le gouvernement prétexte la dénatalité pour justifier un allongement du service militaire et, d'autre part, il mène précisément en matière militaire une politique qui décourage le jeune ménage d'avoir rapidement des enfants alors qu'il est nécessaire de remédier à cette dénatalité.

Une autre disposition du projet s'attaque aux familles nombreuses. En effet, une dispense serait seulement accordée à celui qui appartient à une famille qui compte au moins quatre enfants. Cette disposition exclut annuellement du bénéfice de la dispense plus de 2 000 jeunes appartenant à des familles comptant deux ou trois enfants en vie. Vous êtes-vous interrogé, monsieur le ministre, sur les conséquences de votre réforme, dont la jeunesse sera directement la victime ?

L'exemple français nous a montré que la jeunesse d'aujourd'hui prend de plus en plus son sort en mains. Elle est capable, nous l'avons vu, de constater, toutes tendances politiques confondues d'ailleurs, les réformes inadéquates qui la touchent profondément. Lorsque la jeunesse est informée des atteintes portées à ses droits, sa réaction peut être suffisamment radicale pour contraindre le gouvernement à faire marche arrière, à ouvrir le dialogue et à envisager d'autres solutions.

Vous prenez, monsieur le ministre, ainsi que le gouvernement auquel vous appartenez, la responsabilité d'allonger, en l'espace de quelques mois, le service militaire et vous ne donnez même pas à nos jeunes gens la garantie qu'un seul allongement de deux mois suffira pour assouvir le besoin de main-d'œuvre à bon marché de nos militaires.

En outre, les jeunes miliciens sont actuellement astreints, dans leur immense majorité, à effectuer des tâches totalement inintéressantes, voire abrutissantes.

Dans un pareil contexte, votre projet de loi parvient à cumuler les deux inconvénients que voici : l'allongement du temps du service militaire et la réduction exagérée des dispenses et exemptions.

Certes, le ministre de la Défense nationale a promis de revaloriser le temps du service militaire mais il s'agit là d'un argument classique, utilisé chaque fois qu'il fut proposé d'en augmenter la durée. C'est un argument fallacieux car l'armée se trouve, le plus souvent, dans l'impossibilité d'assurer une formation extra-militaire.

En outre, les miliciens sont éparpillés en Allemagne ou en Belgique. Beaucoup sont harassés par les tâches peu intéressantes qu'ils doivent accomplir.

Par ailleurs, il faut remarquer que, malgré vos déclarations, les miliciens concernés attendent toujours les résultats des premières mesures de revalorisation.

Une prétendue revalorisation du service militaire, ou une hypothétique formation à l'armée, ne semble qu'un prétexte pour tenter de rendre l'allongement du service militaire moins inacceptable aux yeux de l'opinion publique. Il y a tout lieu de croire qu'il ne s'agit là que de poudre aux yeux. Jusqu'à présent, cette formation à l'armée, malgré les promesses, est laissée à la bonne volonté des chefs de corps. Une réelle réforme en profondeur dans ce domaine n'existe pas.

Puisque les forces armées prétendent avoir tant de difficultés à honorer nos engagements à l'égard de l'Otan, pourquoi ne pas renégocier directement ces engagements plutôt que de reporter arbitrairement le poids des difficultés sur notre jeunesse ? Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que les jeunes sont déjà assez sacrifiés sur le plan de l'emploi du fait de notre politique excessive d'austérité ?

Je ne voudrais pas qu'on me comprenne mal. Il n'est pas question de remettre en cause les réelles obligations internationales de la Belgique à l'égard de l'Otan. Toutefois, la manière dont nos engagements et nos missions doivent être remplis pourrait facilement faire l'objet d'une rationalisation. Cela permettrait de ne pas modifier les lois sur la milice comme vous le faites présentement, monsieur le ministre.

Il faut remarquer qu'au sein de l'Otan, la Belgique fournit un effort considérable, supérieur à celui de beaucoup d'autres pays. Qu'il s'agisse de la qualité des services rendus, des efforts financiers relatifs à l'équipement et, surtout, du nombre élevé de soldats affectés aux missions Otan, notre participation est supérieure à celle des pays de la même taille que la Belgique et proportionnelle aux efforts consentis par des pays plus importants.

Il est regrettable que nous n'ayons pas au Parlement sur cette question un vaste débat qui vous permettrait de nous éclairer objectivement sur la participation de la Belgique à la défense commune et surtout sur les contraintes réelles que celle-ci impose. Ouvrez avec nous une discussion franche et sincère sur la participation de la Belgique à l'effort de défense occidentale, de même que sur les moyens, tant humains que financiers, qu'elle implique, et vous pourrez ainsi nous expliquer en détail pourquoi nous sommes, dans l'Alliance, le second pays, après la France, en ce qui concerne le pourcentage de la population active sous les armes. Nous pourrions apprécier, sous un angle d'ailleurs nouveau, la politique à mener à propos du contingent et de l'aménagement du service militaire.

En ce qui nous concerne, nous ne participerons pas à une politique d'embrigadement gratuit de la jeunesse, que vous la meniez en allongeant la durée du service militaire ou en sabrant dans les dispenses et les exemptions. De même, nous trouvons inacceptable que vous désiriez affecter maintenant des miliciens à la gendarmerie. Si vous voulez vraiment vous occuper de la jeunesse, concentrez-vous sur le problème essentiel de son emploi et de son avenir professionnel. Cessez de lui offrir, pour le prix d'une solde de misère et sous un statut indécent, de participer à un service militaire plus long qui affecte des jeunes gens de plus en plus nombreux à la fin de leur scolarité.

C'est pour ces raisons que nous ne voterons pas votre projet, auquel nous sommes radicalement opposés. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Tyberghien.

Mevrouw Tyberghien-Vandenbussche. — Mijnheer de Voorzitter, de hervorming van de dienstplichtwetten was één onderdeel van het regeerakkoord in 1985. De bedoeling was zowel de dienstplicht als de inhoud van de militaire dienst aan te passen aan de gewijzigde behoeften van deze tijd. Wij kunnen niet ontkennen dat er een malaise heerst rond de legerdienst. Deze malaise is fundamenteel, omdat zij het gevolg is van structurele elementen, dat wil zeggen zoals de evolutie van ons maatschappijmodel en de essentie van het militaire systeem.

De minister kondigde dus een hervorming aan, zowel op technische als op fundamentele basis. Dit ontwerp van militiewet bevat duidelijk een gevoelige structuurverandering, doch met als enige doelstelling: meer miliciens recruter. Dit is prioritair ten aanzien van alle andere aspecten die bij deze bespreking automatisch op tafel komen en nu ook in het regeerakkoord stonden vermeld. De minister heeft hierover geen enkele twijfel laten bestaan en heel eerlijk dit standpunt in de commissie verdedigd tot en met het laatste artikel van het ontwerp.

Wat het standpunt van de commissieleden betreft, werden drie wensen geformuleerd.

Ten eerste, een oplossing van het tekort aan miliciens in de toekomst, ten tweede, een rechtvaardig gespreide inzet voor de gezinnen in onze maatschappij die de miliciens leveren en ten derde, de zorg om de motivatie van de opgeroepen jongens.

De derde wens is geheel in de mist verdwenen en komt in dit wetsontwerp zelfs niet aan bod. Ook over de inhoud van de dienstplicht werd in het ontwerp weinig opgenomen. Alleen over de inschakeling van dienstplichtigen in overtuiging voor de civiele bescherming en voor andere taken van openbaar nut, wordt in de artikelen 28 en 29 van het ontwerp gerept. Het blijft prioritair het aantal dienstplichtigen te verhogen door afschaffing van ontheffingen en door het opleggen van strengere normen voor vrijlatingen.

Wij kijken dus uit naar een initiatief van de minister van Landsverdediging omtrent de inhoud van de militaire dienst en een ernstig statuut voor de milicien, want in het regeerakkoord wordt hierover gesproken. Ieder lid van de commissie voor de Binnenlandse Zaken zal het er wellicht over eens zijn dat er een intense en geanimeerde bespreking is gevoerd die toch wel enkele resultaten heeft opgeleverd.

Het doel van de minister was geen enkele wijziging te aanvaarden die een vermindering van het aantal miliciens tot gevolg zou hebben. Dit is een zeer duidelijk geformuleerd standpunt gebaseerd op een nota over de evolutie van het contingent dienstplichtigen. Vanaf 1991 zal er duidelijk een tekort zijn dat verder zal toenemen. Het gaat om cijfers die door sommigen betwist worden en waarvoor vragen blijven bestaan.

Volgens onze berekeningen zouden er in 1987 een overtuiging van 1 692 jongens ter beschikking zijn, mede door de verlenging van de dienstplicht die het contingent verhoogt met 8 370 miliciens. In 1986 was de behoefte 41 128 functies. Er waren er 38 900 beschikbaar, dus was er een tekort van 2 228 eenheden. In 1987 is er ongeveer een zelfde aantal beschikbaar. Dus zoals in 1986 vertrekken wij met een tekort, onder de voorwaarden van 1986, van 2 228 functies. In 1987 verhoogt de behoefte met 400 eenheden voor de rijkswacht. De afvloeit van beroepsvrijwilligers bedraagt 1 450 eenheden.

De reserveofficieren en -onderofficieren worden bij vaststelling van de legersterkte bij de dienstplichtigen gerekend. Ook die mogen wij niet meerekenen. Dat zijn er 2 600. Het tekort bij samentelling van deze gegevens stijgt tot 6 678 eenheden. Dit wordt opgevangen door de verlenging van de dienstermijn met 2 maanden, zijnde 8 370 eenheden. De verlenging vangt het tekort ruim op, zodat men in 1987 nog gemakkelijker de ontheffing kan geven aan een tweede lid uit een groot gezin. Dit vertegenwoordigt ongeveer 1 200 eenheden.

Het is ook op deze basis dat de commissieleden eenparig akkoord gingen om de vrijlating, na uitputting van uitstellen, voor de vissers en zeelieden te behouden. Er waren vijf identieke amendementen ingediend om dit te bereiken en de minister kon er, omwille van het zeer bijzondere beroep en het uiterst kleine aantal betrokkenen, mee akkoord gaan. Er was een ware opluchting in de visserijsector waar er een reële angst heerste voor de teloorgang van het beroep met alle economische gevolgen van dien voor het land. Gelukkig werd hier een akkoord bereikt en de sector is er werkelijk heel dankbaar voor.

Een tweede belangrijke wijziging is de overgangsmaatregel voor het mijnpersoneel en de dienstplichtigen die verblijven buiten Europa.

Een derde wijziging van de commissie betreft een rechtvaardiger regeling voor de jonge vaders van 24 jaar, waar het voorgestelde ontwerp zodanig gewijzigd wordt dat het begrip «enige kostwinner» vervangen wordt door het begrip «onmisbare kostwinner». Dit is een veel billijker regeling, aan gezien het ontwerp geen rekening houdt met de grootte van het gezinsinkomen. In vele gevallen zou de militievergoeding onvoldoende zijn om het verlies van inkomen van de opgeroepene te compenseren. Het jonge gezin zou hierdoor zeker meer getroffen worden dan billijk is. De CVP hechtte aan dit amendement veel belang.

Een vierde belangrijk punt was onze zorg om de interpretatie van het gezinsinkomen of de samengevoegde inkomsten zoals die vermeld staan op de afgeleverde documenten door het ministerie van Financiën, ten dienste van de militieraden en bepalend voor de toekenning van vrijlating of vrijstellingen.

Er is de ervaring dat niet alle militieraden een eensluidende werkwijze hebben, onder andere als gevolg van de nieuwe fiscale maatregelen van de voorbije jaren. Dit heeft vaak geleid tot het nemen van beslissingen op grond van het gezamenlijk belastbaar inkomen voor de belastbare inkomens, en op grond van het bruto-inkomen voor de niet-belastbare inkomens. De praktijk wijst uit dat men er, onbewust wellicht, toe gekomen is zelfs «onwettelijkheden» te «wettigen». De reden hiervan is de summier onderverdeling van de fiscale attesten waarvan de modellen opgenomen zijn als bijlage bij het verslag. Het is zo dat inkomsten uit werkloosheid, ziekte en invaliditeit, beroepsziekte, pensioen en brugpensioen, sinds jaren voor hun brutobedrag in het gezamenlijk belastbaar inkomen opgenomen worden. Dit is tegen de militiewet, want daar wordt het netto-bedrag gevraagd. Het meest flagrant echter is het feit dat gezinnen met een inkomen uit werkloosheid, ziekte, invaliditeit, beroepsziekte, pensioen en brugpensioen — en dit zijn de gezinnen met sociale inkomsten en crisisinkomsten — geen onkosten verrekenend krijgen op bovengenoemde inkomsten bij de berekening van het gezamenlijk belastbaar inkomen. Ook kunnen zij, gezien hun zeer wankel financiële middelen, niet inspelen op de fiscale aftrekken.

Het gevolg is dus dat zij hun inkomen fiscaal niet kunnen verminderen zoals anderen die het financieel goed hebben, en dit met directe gevolgen voor de dienstplicht. Daarom moet opnieuw op basis van het netto-inkomen — zowel voor het samengevoegd inkomen van belastbare als de niet-belastbare inkomens — beslist worden. Er drongen zich duidelijke maatregelen op voor een gelijke en rechtvaardige beoordeling en interpretatie. Ook hier hebben wij resultaat geboekt.

De minister heeft in eerste instantie een duidelijke verklarende nota omtrent de inkomsten, zoals behandeld volgens de vaste rechtspraak van de Hoge Militieraad, aan het verslag van deze wet laten toevoegen. Vervolgens heeft de minister er zich toe verbonden een duidelijk formulier op te stellen waarmee een volledig overzicht van de inkomsten kan worden verstrekt. Aan de provinciegouverneurs zullen eveneens onderrichtingen worden gestuurd ten einde eenvormigheid te bereiken in de wijze waarop de militieraden de inkomsten berekenen. Het was hoog tijd dat dit werd geregeld. Deze maatregelen zullen zeker bijdragen tot rechtvaardiger beslissingen die onze gezinnen ten goede komen. Dat blijft tenslotte de bekommernis van de Christelijke Volkspartij. Deze positieve wijzigingen zijn belangrijk en zullen worden gewaardeerd.

Toch blijft er onbehagen bij de CVP, mijnheer de minister, omdat bij de herziening van de normen voor vrijlating of vrijstelling juist grote gezinnen het grootste slachtoffer worden. Gezien de verlenging van de dienstplicht voor enkele jaren een voldoende contingent waarborgt, konden deze maatregelen toch wel worden uitgesteld.

Vooral de bijkomende bepaling voor de vrijlating op grond van één broederdienst en inkomen in de gezinnen waarvoor men nu minimum vier kinderen moet hebben, valt heel moeilijk te slikken en toont duidelijk dat u ervan uitgaat — zoals u zelf verklaarde — dat «er geen enkel verband mag gezien worden tussen het aantal kinderen dat nodig is voor de bepaling «groot gezin» en het aantal dat vereist is om de vrijlating op grond van broederdienst te verlenen». Dit is een stelling

die het groot gezin volledig negeert, ten voordele van de enige doelstelling die in deze wet voortdurend tot uiting komt: meer dienstplichtigen in werkelijke dienst. Wij zullen u nooit kunnen verwijten, mijnheer de minister, dat u dit niet duidelijk heeft laten blijken, want zelfs in het verslag is deze verklaring verschillende keren opgenomen.

Wij moeten dus noteren dat de regering met de gezinsdimensie in dit ontwerp van wet geen rekening wil houden. Zo zijn alle amendementen betreffende vrijstellingen in grote gezinnen van de tafel geveegd, zoals de vrijlating van de tweede opgeroepene in een gezin van zes kinderen, ten minste vijf lichten na de vrijlating of ontheffing van een eerste lid uit het gezin, en de vrijlating op grond van een of van twee broederdiensten na het verstrijken van de termijnen voor de indiensttreding.

Het was hard te moeten vaststellen dat wij voor deze amendementen, ingediend door de CVP, geen steun vonden bij onze coalitiepartners, en dat de zorg voor de gezinsdimensie niet door alle regeringspartijen werd gevoeld.

De heer Luyten. — Wij hebben u wel gesteund.

Mevrouw Tyberghien-Vandenbussche. — Wij zijn bijzonder ongerust over het knelpunt bij artikel 10, § 2, waardoor het mogelijk wordt dat drie zonen van één gezin hun dienstplicht zullen moeten doen. Alle aanvragen moeten immers vóór 1 januari van het lichtingsjaar gebeuren. Door omstandigheden buiten zijn wil, het later oproepen van de broer tweede opgeroepene, kan men buiten de voorwaarden vallen. Dit is een grote discriminatie, hoewel de wet, volgens de memorie van toelichting, discriminatie wil verhinderen.

De verklaring van de minister dat alle dienstplichtigen in de toekomst binnen het kalenderjaar van hun klasse zullen worden opgeroepen, vereist bijzondere waakzaamheid. De minister van Landsverdediging zal dit moeten waarmaken, want tot op heden worden tot in de maand maart ingeschreven van de vorige lichting onder de wapens geroepen.

Een evaluatie na de klasse 1987 zal nodig zijn om de gevolgen van deze wijzigingen na te trekken. Wij behouden ons dan ook het recht voor om, in dit verband, een wetsvoorstel in te dienen om opnieuw de artikelen met negatieve weerslag op de grote gezinnen te wijzigen, als we vaststellen dat onze vrees voor discriminatie terecht blijkt te zijn.

Er blijft nog een grote en dringende vraag. De uitvoering van deze wet kan worden uitgesteld, zeker tot 1989, zelfs tot 1990, gezien de verlenging van de dienstplicht en de toepassing van de vrijlating om reden van één broederdienst tot gezinnen met minstens vier kinderen volgens het koninklijk besluit van 24 december 1986, reeds zorgt voor een overschot aan dienstplichtigen van klasse 1988. De beperking door deze wet van het aantal vrijlatingen en ontheffingen levert ongeveer 5 000 dienstplichtigen op. Wij leiden dit cijfer af uit de ontleding van de lichting 1984. Meer in detail gaat het om 4 796 dienstplichtigen, gespreid als volgt: 5 jaar buiten Europa na 18 jaar: 91; mijnningen: 192; een broederdienst gezin 2 kinderen: 1 052; een broederdienst gezin 3 kinderen: 1 897; buiten Europa voor 18 jaar: 318; ontheffing tweede lid uit groot gezin: 1 246.

Verder moet men nog berekenen hoeveel dienstplichtigen er zijn betrokken bij de categorieën «twee broederdiensten» en «Belg geworden na 25 jaar». Met dit ontwerp zullen er in 1988 6 500 à 7 000 dienstplichtige militairen in overtal zijn, namelijk een overschot van 1 692 van het jaar 1987 en van 4 796 van het jaar 1988. Dit bewijst overduidelijk dat de haast voor de toepassing van deze wet geen zin heeft. Wij dringen er nog eens op aan de inwerkingtreding van deze wet uit te stellen tot 1 januari 1989.

Een ieder is zeker bekommerd en bezorgd om de jongeren die een bijzondere bijdrage leveren aan de gemeenschap door het volbrengen van hun dienstplicht. Een ieder is gevoelig voor en bezorgd om de motivering van deze jongeren. De herwaardering van de dienstdienst — zoals werd beloofd door de minister van Landsverdediging — moet daartoe kunnen bijdragen.

Een ieder weet echter dat dit niet voldoende zal zijn, dat de motivering begint bij de ernstige toepassing van de militiewet en de aanduiding wie wel en wie niet opgeroepen is voor de dienst aan het vaderland. Het is precies een gegeven dat wij heel ernstig moeten hanteren met de grootste verantwoordelijkheidszin, gezien de grote psychologische weerslag op de betrokken jeugd en op de gezinnen die de dienstplichtigen moeten leveren.

De kijker van de regering wordt in dit ontwerp te eenzijdig gericht op de militaire wereld en zijn verplichtingen. Wij hebben gepoogd deze kijker te richten op de jongeren en de gezinnen. Wij willen ons streefdoel van een legerdienst per gezin niet verloochenen en blijven zoeken naar

een oplossing om de duidelijke lasten van de legerdienst — in een tijd van werkloosheid en crisis — beter te spreiden over de gezinnen naar draagkracht en vermogen en die lasten te compenseren door andere voordelen op fiscaal en sociaal gebied.

Het snoeïmes werd zwaar gehanteerd in de vrijlatings- en ontheffingsvoorwaarden, naast de verlenging van de diensttijd, die reeds in dit lichtingsjaar van kracht is.

Het is onze hoop, het is de wens van de CVP dat dit snoeien kan leiden tot een betere toekomst en dat deze zware ingreep slechts van tijdelijke aard zal zijn; dat de regering zo spoedig mogelijk werk zal maken van een volwaardig statuut voor de jonge dienstplichtige, zodat alle discriminatie met de jongere die geen dienstplicht krijgt in vredetijd, wordt weggewerkt. Er liggen voorstellen ter tafel voor het regelen van de wachtijd voor de RVA, voor het berekenen van de anciënniteitsregeling, om het verlies aan lonen te compenseren door belastingvermindering enzovoort.

Wij kijken waakzaam toe en blijven ondanks alles optimistisch omdat we geloven dat de regering toch wel beseft dat ook vandaag nog onze jeugd de toekomst van morgen zal bepalen en dat zij de grootste zorg en attentie verdient. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, le projet de loi modifiant les lois sur la milice et les lois portant le statut des objecteurs de conscience, qui est présentement discuté, tend à rencontrer deux objectifs, à savoir, d'une part, assurer le respect de nos engagements vis-à-vis de l'Otan en matière de contingent, d'autre part, réduire la charge budgétaire induite par les dépenses de personnel militaire.

Ces deux objectifs sont tellement mêlés qu'il pourrait être malaisé de dire lequel l'emporte sur l'autre.

Pourtant, si l'on veut bien se rappeler que la contrainte prioritaire que s'est imposée le gouvernement est l'assainissement des finances publiques, il ne peut faire de doute que la réduction des dépenses est le but visé.

Bien sûr, il est vrai que notre situation démographique actuelle est défavorable à la formation du contingent. Mais on aurait pu y faire face soit en renégociant les fonctions attribuées aux forces armées belges au sein de l'Otan, soit en augmentant le nombre des militaires des cadres actifs.

Mais non. Le gouvernement a choisi d'allonger la durée du service militaire et de supprimer toute une série de libérations, dispenses et sursis.

C'est évidemment une très bonne opération financière qui lui permet de gagner sur plusieurs tableaux à la fois, même si tous ceux qui subissent les nouvelles mesures n'entrent pas dans la catégorie des chômeurs indemnisés. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les coûts d'un milicien, d'un militaire de carrière et d'un chômeur.

Dans l'exposé des motifs du projet, il est souligné que la législation sur la milice est touffue, souvent difficile à comprendre, et qu'il est donc indispensable de la clarifier, de la simplifier et de l'harmoniser par l'introduction de modifications fondamentales et pas seulement techniques.

Personne ne contestera ce commentaire critique. Certainement pas moi, qui ai fait remarquer, lors des travaux en commission, que les lois dont question maintenaient en place un système compliqué ayant grand besoin d'être modernisé et qu'il fallait donc faire preuve d'imagination.

Hélas, nous ne trouvons rien dans ce projet qui aille dans ce sens! En fait de réforme, on se borne à nous présenter une série de mesures disparates qui, ainsi que je l'ai relevé au début de mon intervention, visent essentiellement à rencontrer un objectif budgétaire.

La preuve de l'absence de volonté de changement nous a été donnée en commission où le ministre de l'Intérieur a rejeté sans les avoir examinés sérieusement certains amendements apportant des modifications significatives. Je pense à ceux, par exemple, qui proposaient un système nettement plus simple et plus souple en matière d'octroi des sursis. Un cas de plus où un exposé des motifs sert d'écran de fumée et n'est d'aucune façon suivi d'actes.

Cela étant dit, je voudrais tout de même faire remarquer que les écologistes ne sont guère intéressés à débattre d'une réforme s'appliquant strictement aux lois sur la milice. Mais le service militaire existe et, sauf bouleversements importants au niveau international, existera sans doute encore demain et après-demain. Nous sommes donc amenés à nous en

préoccuper, ne fût-ce que par les implications socio-économiques qu'il pose.

En effet, si, en principe, tout citoyen doit accomplir le service militaire, il est des cas envers lesquels le corps social ne peut rester indifférent; en l'occurrence, des accommodements doivent être consentis en vue d'assurer une meilleure égalité entre les jeunes et entre les familles et de tenir compte des situations sociales des plus défavorisés. C'est dans cet esprit, entre autres, que nous proposons quelques amendements et que nous soutiendrons la plupart de ceux qui sont déposés par d'autres groupes.

Mesdames, messieurs, il m'apparaît nécessaire d'évoquer, dans le cadre du présent débat, deux domaines qui sont liés entre eux tout en étant en connexion directe avec le service militaire, à savoir l'organisation de la défense sociale et le statut des objecteurs de conscience.

Ce n'est un secret pour personne que les écologistes des cinq continents éprouvent une défiance de plus en plus grande et justifiée à l'égard des appareils militaires développés par les états-majors des nations les plus puissantes et des alliances de ces nations. La constitution de vastes arsenaux d'armes nucléaires, la mise au point d'armes chimiques et biologiques, ainsi que de techniques de destruction de plus en plus sophistiquées, la concurrence qui s'exerce dans la recherche et le perfectionnement d'armes nouvelles, la vente tous azimuts d'armements, reflètent et aggravent les tensions internationales, accentuent le sous-développement, intensifient les conflits locaux, entravent le processus de détente et compromettent la sécurité de tous les Etats et, finalement, l'avenir même de l'humanité.

Or, l'enjeu fondamental du mouvement écologiste est justement cet avenir et l'intégration harmonieuse de l'homme dans son milieu, la terre. Ce bien-être généralisé est pour nous plus important que la suprématie d'un système politique ou économique, d'une classe sociale ou d'une quelconque oligarchie. Mais il ne pourra être atteint que dans l'application de quelques principes éthiques simples et acceptables universellement: respect de la personne humaine et de la vie, estime envers le pluralisme des idées et des modes de vie, attachement permanent à la démocratie, recherche constante d'une justice sociale et économique.

En l'occurrence, toute politique de paix et de sécurité véritable doit concrétiser ces principes éthiques, non seulement à travers une activité diplomatique en faveur de la paix et du désarmement, mais aussi par le développement et la mise en œuvre d'une autre défense. C'est sur ce dernier point, le seul à entrer dans la présente discussion, envers lequel les précédents ministres de l'Intérieur ont montré une déplorable indifférence, que je souhaiterais vivement éveiller l'intérêt de notre nouveau ministre et l'amener à prendre, enfin, des mesures constructives.

Qu'est-ce, pour nous, que cette autre défense? C'est une défense qui, contrairement à celle qui est exaltée aujourd'hui, assure effectivement notre sécurité et dont la stratégie et les techniques n'accroissent pas notre insécurité en accentuant les antagonismes et la course aux armements, ne risquent pas de détruire les valeurs et les biens que nous voulons défendre et ne mettent pas finalement l'avenir de l'humanité en péril.

Dans un texte publié sous le titre *Der Einstieg in die soziale Verteidigung*, qu'on peut traduire par *L'introduction de la défense sociale*, Theodor Ebert, l'un des chercheurs les plus connus sur les stratégies de défense non violente, écrit que le concept de défense alternatif doit répondre fondamentalement à quatre exigences: 1. Il doit empêcher les agressions; 2. Il doit présenter une tendance interne à davantage d'autonomie, de détente et de désarmement; 3. Il doit comporter une capacité de lutter qui puisse être légitimée moralement; 4. Il doit tenir le succès comme possible et la défaite supportable: même en cas de défaite, la population doit pouvoir survivre et reconquérir, à terme, ce qui a été perdu.

Ce point de vue est largement partagé par le mouvement de paix dans lequel les écologistes sont partie prenante.

Il est clair aujourd'hui que les conceptions actuelles de sécurité de l'Otan et du pacte de Varsovie répondent tout au plus à la première des quatre exigences. Cela tient notamment au fait que l'attachement à la dissuasion avec des moyens de destruction massive est très confortable. Mais il est aussi porteur d'apocalypse! C'est pour cela que nous devons le refuser et que nous insistons pour la mise en place urgente du seul outil réellement apte à assurer la sécurité d'une démocratie qui a la volonté de se défendre, c'est-à-dire la défense civile et populaire non violente, en abrégé «défense sociale», qui englobe la résistance civile.

La supériorité de la défense sociale sur la défense militaire, au-delà de l'élimination du risque de destruction planétaire, réside dans ce que la première, contrairement à la deuxième, offre des possibilités d'interven-

tion effective dans l'ensemble des situations conflictuelles pouvant survenir.

Car il existe toute une série d'agressions concevables et pas seulement celle provenant d'un ennemi désigné à l'avance.

Dans le texte dont j'ai fait mention, Ebert le rappelle très justement et en dresse une liste comprenant aussi bien les interventions armées conduites de l'extérieur que celles menées de l'intérieur et menaçant l'Etat démocratique.

Afin de ne pas alourdir mon exposé, je ne citerai que les trois types principaux qui d'ailleurs englobent les autres, à savoir, le coup d'Etat, l'intervention d'alliés militaires et l'intervention d'adversaires militaires.

La littérature sur la défense sociale explique longuement pourquoi il est nécessaire de prendre en compte ces trois types d'agression, et pourquoi, sur la base des données actuelles comme de l'expérience historique, le coup d'Etat ou l'intervention d'alliés militaires traditionnels, ou une combinaison des deux, sont des menaces plus proches dont il faut se préoccuper en premier lieu. Pour cette raison, toujours selon Ebert, un concept de défense, qu'il soit classique ou alternatif, qui n'a de réponse qu'à un seul de ces trois types d'agression est pour le moins un concept de sécurité insuffisant.

Même pour ceux qui ne trouvent pas la démonstration totalement convaincante, il y a là, me semble-t-il, plus que matière à réflexion. En l'occurrence, j'aimerais beaucoup savoir jusqu'où le ministère de l'Intérieur a poussé sa réflexion dans ce domaine.

Chers collègues, la mise en place, à l'Est comme à l'Ouest, de la dissuasion nucléaire et de techniques de type IDS accentue la course aux armements et provoque une déstabilisation mondiale à cause, notamment, d'une mauvaise utilisation des ressources. Personne ne conteste cette situation. Alors, jusqu'où faut-il développer l'effort militaire — qui accapare de plus en plus de ressources mondiales et s'inscrit donc dans une dimension planétaire — pour la défense d'un espace territorial somme toute très réduit comparé à cette dimension planétaire ?

Il faut noter également que la défense militaire tue le civisme des citoyens, car ceux-ci, et de plus en plus avec la mise au point de nouvelles technologies, ne sont considérés que comme des objets passifs. Au contraire, la défense sociale implique chacun dans sa volonté et sa réflexion.

Nous sommes parfaitement conscients de ce que la défense sociale ne peut remplacer la défense traditionnelle du jour au lendemain et qu'une période de transition plus ou moins longue est nécessaire. D'où la nécessité de poser les premiers jalons au plus tôt et de sortir de l'impasse actuelle née de l'incompréhension totale qui existe entre les tenants des deux conceptions de défense et qui suscite à tout coup un langage de sourd.

Le bourrage de crâne permanent, qui pousse à faire croire que la sécurité peut uniquement être assurée par la défense militaire et la course aux armements, ne facilite évidemment pas les choses. A ne pas négliger non plus le fait que toutes les structures officielles existantes en matière de sécurité et de défense sont aujourd'hui maîtrisées par les militaires et que les services civils y inclus, y compris les services du ministère de l'Intérieur, sont tout à fait dépendants d'eux. Le ministre de l'Intérieur trouve-t-il bon que cette situation persiste ?

En résumé, et ce sera là ma conclusion, ce que les écologistes veulent, c'est l'institutionnalisation de la défense sociale et donc des gestes concrets de la part du gouvernement, et en particulier du ministre de l'Intérieur, en vue de l'introduire. Même si, à terme, la défense sociale ne s'avérerait pas en mesure de remplacer totalement la défense militaire, elle peut, dès aujourd'hui, en être le complément. Elle doit, à ce titre, avoir sa place dans le programme de sécurité, puisque, nous l'avons vu, la défense militaire est incapable, seule, de faire face à tous les types d'agression.

Quelle démarche faut-il suivre pour mettre la défense sociale à la place qui lui revient ?

Jusqu'à présent, la discussion a porté principalement sur deux éléments : une recherche indépendante sur la paix et l'aménagement du service civil des objecteurs de conscience.

Plusieurs propositions de loi tendant à réaliser ces objectifs ont été déposées et attendent depuis trop longtemps d'être discutées en commission de la Chambre ou du Sénat. Une initiative supplémentaire du gouvernement pourrait être intéressante.

Il est important, en outre, de continuer l'élaboration de programmes de recherche relatifs à la défense sociale sur la base des travaux prépara-

toires qui existent déjà, notamment aux Etats-Unis, aux Pays-Bas et en Allemagne fédérale.

La plupart des objecteurs de conscience sont favorables à la défense sociale. Ils devraient avoir la possibilité de suivre durant leur service civil une formation de base à l'action non violente et à la résistance civile. Dans la foulée, des projets pilotes de formation devraient être mis au point.

Pour réaliser ces premiers pas, il faut des moyens, financiers entre autres. Et ceux que nous demandons sont bien dérisoires comparés à ceux que le budget de la Défense nationale distribue.

Voilà, monsieur le ministre, la revendication que les écologistes posent. Ils attendent que, dans votre réponse, vous leur déclariez de quelle manière précise vous comptez la rencontrer. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo et Agalev et sur certains autres bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bremeaeker.

De heer De Bremeaeker. — Mijnheer de Voorzitter, sta me toe allereerst en vooral de heer Flagthier geluk te wensen met de degelijkheid van het door hem voorgelegde verslag over een bespreking die ettelijke dagen heeft geduurd en van ingrijpend belang kan zijn op het leven van talrijke Belgische families.

In dezelfde gedachtengang wil ik de minister van Binnenlandse Zaken feliciteren voor de correctheid waarmee hij de besprekingen heeft gevoerd. Ofschoon gebonden door akkoorden in de regering en bezwaard door een moeilijke erfenis, was de houding van de minister van Binnenlandse Zaken van die aard dat de bespreking van de nieuwe militiewet — ondanks de tot uiting gekomen tegenstellingen — een aangename parlementaire oefening was, waarbinnen amendementen op prijs werden gesteld en in bepaalde gevallen zelfs aangenomen.

We hebben in de algemene bespreking zeer interessante antwoorden op gestelde vragen gekregen.

Zo hebben we vernomen hoe zal worden gepoogd degenen te bepalen die in overtal van het aantal dienstplichtigen zullen komen en het uiteraard gemakkelijker zullen hebben.

Niet minder belangrijk is het antwoord op onze vraag welke godsdiensten in aanmerking komen om hun beoefenaars te laten profiteren van de bepaling van artikel 14, zelf verwijzend naar artikel 16 van de militiewetten, met betrekking tot de vrijstellingen ingevolge missiewerk buiten Europa. Het gaat om de beoefenaars van alle door de Belgische Staat erkende godsdiensten, dus niet alleen om de katholieke maar ook om de protestantse, de joodse en de islamitische godsdienst.

Dit betekent dat België in de toekomst dezelfde faciliteiten zal toestaan aan de beoefenaars — weliswaar met Belgische nationaliteit — van de rooms-katholieke, de protestantse, de joodse en de islamitische godsdienst om buiten Europa hun godsdienst te propageren.

Graag had ik van de minister zeer uitdrukkelijk vernomen of het antwoord, vermeld op pagina 8 van het verslag in verband met de godsdiensten die inzake het missiewerk in aanmerking komen, ook betrekking heeft op artikel 8, zelf verwijzend naar artikel 10, vierde paragraaf.

Deze nieuwe militiewet draagt niet de onverdeelde goedkeuring weg van alle politieke partijen. Evenmin wordt zij met eenparigheid door alle leden van de meerderheid aanvaard. Dit neemt niet weg dat er ook positieve elementen in zitten die onze partij naar waarde weet te schatten.

Verheugend is alleszins het volgende :

1° Het feit dat naast de overleden vader of grootvader ook de overleden moeder of grootmoeder in aanmerking wordt genomen;

2° De jaarlijkse en automatische aanpassing van het bedrag van het samengevoegd inkomen van het gezin aan het verloop van het indexcijfer, ofschoon we niet akkoord kunnen gaan met het voorgestelde basisbedrag van 240 000 frank;

3° De verruiming in de tijd van de uitstelmogelijkheden van een groot aantal studenten waarbij bijvoorbeeld de leeftijd van 23 jaar op 25 jaar wordt gebracht, of de verlenging van 30 op 32 jaar wordt gebracht voor de zich specialiserende geneesheren;

4° De onmiddellijke vrijlating van de vader-weduwnaar met één of twee kinderen.

Naast deze in het oog vallende positieve aspecten worden er helaas heel wat beperkingen opgelegd door deze nieuwe militiewet ingevolge het feit dat tal van bestaande uitstellen en vrijlatingen worden afgeschaft.

Formuleren we in grote trekken onze bezwaren.

In de eerste plaats wordt het bestaande systeem van uitstellen en vrijlatingen voor de rijksmijnningen en het ondergrondse mijnpersoneel grondig gewijzigd zodanig dat gewoon wordt overgegaan tot afschaffing van de sedert jaren bestaande procedure, hoewel in een overgangsmaatregel wordt voorzien voor degenen die reeds mochten profiteren van één uitstel.

In de tweede plaats ontstaat er voor de in het buitenland vertoevende Belgen ook een even grondige wijziging doordat zij minder gemakkelijk uitstel en vrijlating kunnen genieten, ofschoon hier ook in een overgangsmaatregel wordt voorzien voor degenen die reeds in deze situatie verkeerden.

In de derde plaats worden beslist de minder grote gezinnen geviséerd doordat bijvoorbeeld inzake de vrijlatingen slechts de gezinnen met vier in leven zijnde kinderen in aanmerking komen, hoewel armoede en behoefte aan het inkomen van inwonende kinderen ook voorkomen in gezinnen met minder kinderen.

In de vierde plaats willen we wijzen op de verscherping in de houding ten aanzien van de broederdiensten, het vader zijn voor de leeftijd van 24 jaar en zo meer.

Zo kunnen we nog op tal van facetten wijzen waar we kritiek kunnen op uitbrengen. We gaan dit hier nu niet doen. We poogden in de artikelsgewijze bespreking in de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden amendementen te laten aannemen. We zullen deze poging opnieuw doen in de artikelsgewijze bespreking in deze vergadering met nieuwe of herwerkte amendementen.

Indien bijgevolg met de inhoud van deze amendementen niet of onvoldoende rekening wordt gehouden zal de Socialistische Partij deze nieuwe militiewet niet goedkeuren. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal kort gaan. Vooraf zou ik de minister willen danken voor het aanvaarden van ons voorstel tot afschaffing van legerdienst voor zeelui. Wij denken dat dit een gevoelige verbetering betekent van het ontwerp omdat wij van mening zijn dat het beroep van zeeman zo belangrijk en gevaarlijk is dat wij dit zeker niet mogen ontmoedigen. Jammer genoeg moet ik die dank vooraf uitspreken om de pil een beetje te vergulden van de kritiek die nu komt.

Het is misschien voor het eerst in het Parlement dat ik moet beginnen met aan een minister mijn innige deelneming aan te bieden. Er is niemand overleden in zijn familie, gelukkig, maar ik spreek mijn deelneming uit omdat hij de man is die is geroepen om de vuile klusjes op te ruimen. Ik benijd hem niet voor de erfenis van zijn voorganger. Hij moet niet alleen de zaken-Happart en Capart opruimen maar ook nog die onvoldragen dienstplichtwet door het Parlement jagen waarin nog veel angeltjes, wolfijzers en schietgeweren zitten, een dienstplichtwet die in complete verwarring tot stand komt en met maanden vertraging zodat deze wet niet kan worden toegepast in de maand januari van dit jaar, zoals het zou horen.

De Volksunie heeft fundamentele kritiek op deze dienstplichtwet. Ten eerste, de wet betekent een formele woordbreuk ten opzichte van de grote en jonge gezinnen. Bij de aanvang van de huidige legislatuur heeft Eerste minister Martens een verklaring afgelegd voor het Parlement waarin hij zeer formeel heeft gesteld dat de regering een gezinsvriendelijke politiek zou voeren en dat bij elke maatregel die de regering zou nemen, rekening zou worden gehouden met de grootte van het gezin. Ik kan dus niet anders dan vaststellen dat op het ogenblik woordbreuk wordt gepleegd ten opzichte van het Parlement en van de grote en jonge gezinnen. Zelfs meer, deze wet is een aanslag op het jonge en grote gezin.

Ten tweede, het is duidelijk de bedoeling, en daarvoor is weliswaar een afzonderlijk wetsontwerp aan het Parlement voorgelegd, elk jaar 400 miliciens ter beschikking te stellen van de rijkswacht. Ik smeek de minister van Binnenlandse Zaken hier nog eens goed over na te denken. Hij beseft niet welke enorme verantwoordelijkheid hij zich op de schouders laadt. Miliciens die gedurende twee maanden worden opgeleid, zullen in dezelfde combi zitten als een rijkswachter die een jaar opleiding achter de rug heeft maar op het ogenblik nog altijd onvoldoende is voorbereid om met gelijke wapens en gelijke slagvaardigheid het terrorisme en het "gangsterisme" te bestrijden. Die ongeschoolde en niet-opgeleide milicien zal in dezelfde voorwaarden verkeren als de twee rijkswachters met een jaar opleiding. Het is onvoorstelbaar dat iemand op dergelijk idee durft te komen.

Mijnheer de minister, ik hoop dat het nooit nodig zal zijn. Ik ben daar heel duidelijk in. Ik hoop dat ik ongelijk zal krijgen, maar ik zal u persoonlijk verantwoordelijk stellen voor de eerste miliciens die het slachtoffer wordt van een vuurgevecht — ik denk bijvoorbeeld aan het gebeure in Lanaken — bij gebrek aan opleiding omdat hij, als ongeschoolde, samen met geschoolde rijkswachters in een combi wordt gestoken. Ik zal dan opnieuw op deze tribune komen en u herinneren aan de woorden die ik vandaag heb uitgesproken. Ik hoop uit de grond van mijn hart dat dit niet nodig zal zijn.

Ten derde, werd een andere formele belofte door uw collega de Donnéa afgelegd. Hij heeft herhaaldelijk het Parlement verklaard dat de verlenging van de legerdienst gepaard zou gaan met een herwaarderung ervan. Hoe dikwijls hebben wij deze belofte in dit Parlement al niet horen afleggen? De verlenging is er gekomen. Nu stelt men de afschaffing voor, van de ontheffingen en uitstellen maar waar blijft de herwaarderung? De minister van Landsverdediging heeft zich geëngageerd voor een samenhangend tweeluik: de verlenging én de herwaarderung van de legerdienst. Waar blijft het in aanmerking nemen van de wachttijd voor de RVA, van de anciënniteit voor de beroepsloopbaan? Waar blijft de belastingvermindering voor het loonverlies dat de miliciens hebben geleden, in tegenstelling tot hun meer fortuinlijke collega's die niet werden opgeroepen? Waar blijft de naschoolse vorming bij het leger, afgezien van enkele experimenten? Waar blijft de formele belofte — u kan die teksten opvragen indien u mij niet gelooft — van de minister van Landsverdediging dat het gedaan zou zijn met die lange wachtperiodes tussen de keuring in het CRS en de definitieve oproeping? Er werd gezegd dat er een wachttijd van niet meer dan drie maanden zou verlopen tussen de keuring en de indienstneming. De dienstplichtigen moeten nog altijd zes of meer maanden wachten tussen de keuring en de oproeping. Dit heeft tot gevolg dat zij, wanneer zij zich voor een job aanmelden, steeds worden afgewezen. Ik ben erover verwonderd dat de leden van de meerderheid er niet tegen in opstand komen dat die formele belofte niet wordt gerespecteerd.

Er is een vierde bezwaar. De regering begaat een psychologische fout door het afschaffen van de vrijlating voor ondergrondse mijnwerkers en mijnningen. Mijnheer de minister, u kan bij uw diensten de cijfers opvragen. Na toepassing van het plan-Gheyselinck zal het nog slechts gaan om een handvol mensen. U weet toch even goed als wij allen in het Parlement dat de toestand in Limburg alles behalve rooskleurig is. De mijnwerkers, vroeger de eerste burgers van het land, voelen zich in de steek gelaten en ondervinden de hele situatie als natrappen. Om enkele tientallen miliciens meer in dienst te nemen had men die psychologische fout echt niet mogen begaan.

Er is echter meer. De leden van dit halfroond hebben een brief gekregen van Milac — voor u geen onbekende organisatie — waarin de techniciens, daar werkzaam, hebben berekend dat de verlenging van de legerdienst en het afschaffen van de uitstellen en de ontheffingen ofwel overbodig ofwel te vroeg zijn. In de brief van Milac wordt gezegd dat er miliciens te veel zullen zijn met de maatregelen die u nu treft. U schudt het hoofd, mijnheer de minister, u meent dat het allemaal niet waar is.

Hoe legt u uit dat men geleidelijk 4 000 beroepsvrijwilligers zal laten afvloeien, maar dat men alle maatregelen om die beroepsvrijwilligers te vervangen en om de jaargangen met zwakke geboortencijfers, die er langzaam aankomen, op te vangen, ineens treft, zoals de afschaffing van de ontheffingen, de afschaffing van de uitstellen, de verlenging van de legerdienst, enzovoorts?

Men moet toch geen feniks zijn om te veronderstellen dat u alvast het eerste jaar te veel miliciens in dienst zal hebben. Als Milac zich vergist moet u dat op deze tribune eens komen uitleggen, mijnheer de minister. Het zou toch al te erg zijn als het Parlement bewust of onbewust wordt voorgelogen. Het zou toch getuigen van een ongelooflijk cynisme mocht men enkele duizenden jonge mensen onnodig te lang in dienst houden of hen onnodig oproepen en hun ontheffing afschaffen.

Ik meen dat het zeer belangrijk is dat u, mijnheer de minister, bij de aanvang van dit debat, alvorens wij in detail treden en over de amendementen spreken, op deze vraag een antwoord geeft omdat zulks bepalend zal zijn voor het verder verloop van dit debat. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, j'ai entendu tout à l'heure le rapport de M. Flagothier ainsi que celui de M. Friederichs. Le rôle de la commission de la Défense a été très bien rapporté, je tiens à le dire.

Toutefois, à ce moment du débat en cours, il me semble que la participation des instances de la Défense nationale devrait être plus importante, car on ne peut comprendre ce projet de loi tendant à réformer la milice sans avoir une orientation d'esprit, une attitude tournée vers les problèmes d'organisation militaire.

En effet, des raisons de principe, en réalité, plus que la situation démographique ou budgétaire, justifient aujourd'hui la décision prise par le gouvernement d'allonger la durée du service militaire et de réformer les lois coordonnées sur la milice. Depuis 1980, le département de la Défense nationale hésitait entre deux options, confirmées par la commission mixte en 1981, mais « initiées » par une lettre ouverte au gouvernement belge de quinze lieutenants généraux en retraite en mars 1980 : soit le retour à l'armée de milice, assorti d'un allongement de la durée du service militaire; soit le maintien ou la poursuite du plan de professionnalisation.

La décision du Conseil des ministres du 23 mai 1986 a tranché ce débat ancien dans le sens de la première de ces options, la situation démographique et budgétaire intervenant à point pour servir de prétexte à un choix aux implications en réalité plus larges, qui conditionne les rapports que nos forces armées entretiennent avec la nation et ses représentants.

Parmi les objectifs du gouvernement, tels qu'ils ressortent de l'accord de gouvernement de novembre 1985 et relatifs à la problématique des effectifs de la Défense nationale, nous découvrons qu'on souhaite diminuer les dépenses de personnel dans le budget de la Défense nationale et, pour ce faire, réduire le nombre des volontaires — caporaux et soldats — des forces armées et les remplacer par des miliciens.

Nous constatons aussi que le gouvernement veut mettre des militaires du cadre d'active et/ou des miliciens à la disposition de la gendarmerie, ainsi que mettre des miliciens en surnombre et/ou des jeunes gens non soumis à l'obligation de service militaire à disposition de la protection civile ou au service d'autres « tâches d'intérêt général », nous pensons notamment à des tâches de police ou à d'autres encore.

Ces objectifs qui n'ont pour conséquence que d'augmenter très sensiblement les besoins en personnel de la Défense nationale, dans un contexte démographique déjà difficile, ne peuvent être atteints, dans la logique du gouvernement, que par deux mesures combinées destinées à accroître le contingent de milice : l'allongement de la durée du service militaire et la réforme des lois coordonnées sur la milice afin d'en supprimer ou limiter certaines dispenses et exemptions.

En fait, il s'agit d'astreindre le plus grand nombre de jeunes gens au service militaire ou à un service de remplacement, pour permettre la déprofessionnalisation des forces armées et d'affecter certains de ceux-ci à d'autres corps ou services — la gendarmerie, la protection civile et les polices ont déjà été citées — où on pourra là aussi, résoudre à bon compte les difficultés de personnel en y remplaçant les appointés et en y comblant les cadres.

Il n'y a de même aucune raison budgétaire évidente de diminuer le nombre des volontaires caporaux et soldats.

En 1985, la Défense nationale n'a pas employé tous les moyens budgétaires votés par le Parlement pour rémunérer le personnel d'active, et les montants ainsi récupérés du fait du ralentissement de la procédure de recrutement ont été ristournés au budget du département au profit des achats et investissements, sous les prétextes, cette année-là, de la hausse des prix des produits pétroliers et de la hausse du cours du dollar. C'est du moins ce qu'on nous a dit à l'époque.

De même, la Défense nationale aura disposé en 1986 de 3 à 4 milliards de plus que ce qui lui était strictement nécessaire pour maintenir les mêmes structures et le même niveau d'activité. Ces moyens lui ont laissé un sursis d'un an, le temps de décider et de mettre en route l'allongement du service militaire et la diminution du nombre de volontaires en 1987, dans le contexte d'une enveloppe apparemment au profil exceptionnellement bas, puisqu'on parle de 105 milliards en 1987.

Par ailleurs, l'argument d'un coût moins élevé des miliciens que des volontaires ne tient plus si on soustrait des différences de rémunérations — solde/traitement — entre ces deux catégories, la variation des frais de fonctionnement liés à la formation et à l'entraînement qu'implique une modification radicale de la nature du recrutement du personnel troupe des forces armées, sans parler des conséquences macro-économiques d'un tel choix sur l'emploi et le niveau des revenus qui n'ont d'ailleurs jamais été appréciées par les autorités militaires, rivées à leur seul budget, ni vraisemblablement par le gouvernement.

En effet, dans tous ces cas, l'intérêt perçu par le gouvernement consiste dans le remplacement d'une part du personnel appointé et prestant un

maximum de 40 heures/semaine, par des miliciens soldés et prestant souvent au-delà des 70 heures/semaine. Si l'expression « utiliser une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci » a bien un sens pour l'autorité militaire, c'est aujourd'hui et au travers des décisions de l'exécutif, qu'il se manifeste avec le plus d'acuité.

La logique des décisions gouvernementales prétend que les choix qui sont faits actuellement quant aux règles de recrutement des forces armées, dépassent, et de très loin, la simple volonté de résoudre des problèmes ponctuels de démographie ou de budget.

Il faut rappeler que c'est l'argument démographique qui avait servi en 1974 de raison au lancement de la professionnalisation. La dénatalité affectera indéniablement le contingent de milice disponible entre 1986 et 1995, mais une diminution, entre 1987 et 1989, du nombre de volontaires de 4 200 unités, une augmentation conséquente du nombre de miliciens « hors fonctions troupe », c'est-à-dire de candidats gradés de réserve — COR et CSOR — et de nouveaux « miliciens-gendarmes » ainsi que le fait que des manipulations des coefficients servant au calcul du contingent annuellement nécessaire, ont permis depuis 1983 aux autorités militaires d'anticiper le déficit, rendent de peu de crédit l'argument des conséquences incontournables de la démographie.

M. Egelmeers prend la présidence de l'assemblée

Il ne serait même pas question d'allonger la durée du service militaire ou d'accroître le contingent, si la Défense nationale, du fait de l'existence des obligations de milice et de la logique qui préside à l'occupation des fonctions militaires — choix entre volontaires appointés et miliciens soldés, du grade de soldat au grade de sous-lieutenant — n'était pas le seul département à posséder ce « privilège » de pouvoir réduire son personnel sans toucher à la masse de ses effectifs et à l'occupation des fonctions prévues ou nécessaires.

En d'autres mots, il ne serait même pas question de ce genre de mesures si le milicien, dans ce pays, bénéficiait d'un statut digne de la fin de ce XX^e siècle.

Nous réclamons donc que des mesures soient rapidement prises afin d'améliorer le statut du milicien : l'amélioration du statut pécuniaire des miliciens, la solde n'ayant plus été indexée depuis 1972, et le droit à une rémunération décente; le droit à des prestations normalisées, au même titre que les militaires des cadres actifs en dessous du grade d'officier; la révision du statut disciplinaire des miliciens en temps de paix; la prise en compte de la durée du service militaire dans la période d'attente Onem, comme cela est déjà prévu pour certaines catégories seulement de miliciens, les COR.

Actuellement, les miliciens se trouvent dans un vide social. S'ils étaient payés décemment et si leurs heures de prestation étaient limitées, les états-majors ne seraient plus tellement partisans d'une armée de miliciens, qui actuellement les intéresse, car il s'agit d'une main-d'œuvre à bon marché et largement corvéable.

Le groupe socialiste, comme l'a déclaré mon collègue M. Paque, votera contre le projet de loi sur la milice.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jozef Van Eetvelt.

De heer J. Van Eetvelt. — Mijnheer de Voorzitter, hoewel het thema van de gezinsvriendelijkheid reeds enkele keren aan bod is gekomen bij de bespreking van dit ontwerp, kan ik toch niet nalaten er ook even bij stil te blijven staan.

Het ontwerp van wet houdende wijziging van de dienstplichtwetten betekent mijn inziens een fundamentele wijziging van de bestaande reglementering.

Uitgangspunt is het hoofdstuk over de openbare financiën in de regeringsverklaring, waarbij gesteld wordt: « De dienstplicht en de militiewetten zullen worden hervormd. Daardoor zal het beroep op beroepsvrijwilligers voor Landsverdediging worden beperkt. Tegelijkertijd zullen de vorming, de taken en het statuut van de dienstplichtigen worden verbeterd en zullen de gewetensbezwaarden uitsluitend voor maatschappelijk nuttige taken, worden ingezet. »

Ik heb zeer veel begrip voor die opgave welke de regering zich stelt en de prioriteit die zij geeft aan de gezondmaking van de openbare financiën. Maar die gezondmaking mag niet ten koste van wat ook gebeuren. Meer bepaald wens ik hierbij speciaal aandacht te besteden aan een fundamentele tegenstrijdigheid in de regeringsverklaring, waar, enerzijds, de gezinnen met kinderen nog meer benadeeld worden en,

anderzijds, de regeringsverklaring vooropstelt: « Het gezin is één van de pijlers van onze samenleving. Anderzijds doet de veroudering van onze bevolking beter het belang inzien van een meer actief demografisch beleid en van steun aan personen met kinderen ten laste. »

Zou dit meer actief demografisch beleid niet beter gediend zijn door de militieverplichtingen voor gezinnen met kinderen te milderen, in plaats van door de voorgestelde maatregelen die een duidelijk minder gezinsvriendelijk karakter inhouden?

Hierbij denk ik aan de wijziging van de regeling van vrijlating op grond van één broeder- of zusterdienst in gezinnen met ten minste drie kinderen en van uitstel en vrijlating van een tweede lid uit een gezin met ten minste zes kinderen in leven.

De angstwekkende demografische toestand waarin ons land verkeert, verplicht de overheid meer dan ooit te investeren in kinderen en een geschikt klimaat hiervoor te scheppen.

Eén van de redenen waarom het geboortecijfer angstwekkend daalt, is zeker van materiële aard. Het is inderdaad een vaststaand feit dat de gezinsbudgetten, de inkomsten per hoofd in een gezin, dalen naargelang het aantal kinderen stijgt. Wat men aan kinderen besteedt, heeft men minder voor zichzelf en wordt zeker niet opgevangen door de toegekende kinderbijslagen of gezinsvriendelijke fiscaliteit.

Heel mijn betoog wil zeker niet zeggen dat er in het regeringsbeleid ook geen gezinsvriendelijke elementen aanwezig zijn; hierbij denk ik aan de kinderbijslagen, maatregelen voor studiebeurzen in het onderwijs en aan de premies in de huisvestingssector. Op een moment dat de mens de veerkracht en het vertrouwen schijnt te missen om het leven door te geven aan een volgende generatie, mag een beleid echter niet gezinsonvriendelijker worden gemaakt. Een maatschappij kan zich niet veroorloven het dynamisme en de vitaliteit van kinderen en jonge mensen te moeten missen. Het is bovendien een vaststaand feit dat kinderen aan ouderen de levensmotivatie geven.

Een belangrijk fundamenteel uitgangspunt zou dienen te zijn dat per gezin een minimaal aantal dienstplichtigen in aanmerking dienen te worden genomen om uiteindelijk te komen tot één dienst per gezin. Het zijn toch alleen de ouders met kinderen die zorgen voor het voortbestaan van de gemeenschap, voor de aflossing van de rijksschuld, voor de belastingen en zoveel andere lasten.

Mogen wij, rekening houdend met de dramatische demografische situatie, niet terecht verwachten dat de overheid de gezinnen rechtvaardiger zou behandelen bij de verdeling van plichten en lasten? Het zou van realiteitszin getuigen en vooral van toekomstgericht denken, mocht de regering dringend gezinsvriendelijke maatregelen voorstellen, binnen het raam van een aangepaste militiewetgeving.

De heer Van In. — Zal de CVP tegenstemmen, ja of neen?

De heer J. Van Eetvelt. — Dat zal ik later zeggen.

De heer Luyten. — De minister wacht met spanning op uw antwoord.

De heer J. Van Eetvelt. — U moet luisteren tot het einde van mijn betoog. Wees niet te ongeduldig.

Bovendien wens ik ook nog te wijzen op « de belasting op het huwelijk » of beter gezegd, de fiscale bestraffing die ons belastingstelsel oplegt, voor wie zich volgens het burgerlijk recht door de banden van het huwelijk verbindt.

De heer Luyten. — Eyskens is minister van Financiën!

De heer J. Van Eetvelt. — Het zal hier te pas komen, mijnheer Luyten.

Het samenwonen levert inderdaad een groot fiscaal voordeel op ingeval beide samenwonenden over een bedrijfsinkomen beschikken. Dit voordeel is goed te ramen en wat erger is, bij zeer velen reeds bekend. Tel daarbij nog dikwijls bijkomende voordelen als bouwpremie, studietoelagen enzovoort en het is duidelijk dat velen beseffen dat de belasting op het huwelijk een realiteit is. Aangezien ook deze situatie zeer nadelig is voor onze demografische ontwikkeling, dienen maatregelen te worden genomen om dit te verhelpen.

Tevens moge ik bijzonder aandacht van de minister van Landsverdediging vragen de voor wat ik zou durven noemen een « oud zeer » — het

is hier al enkele malen gezegd, maar ik wens het nogmaals in het kort te herhalen —, de oproeping binnen drie maanden na het verschijnen op het recruterings- en selectiecentrum. Vele jongeren die in augustus of september voor het CRS zijn verschenen worden pas in de maand maart of zelfs later opgeroepen om hun dienstplicht te vervullen. Ik moge toch veronderstellen dat de minister begrijpt welke sociale en financiële nadelen hierdoor ontstaan voor de dienstplichtigen. Wil men de dienstplicht echt herwaarderden, dan dient men ook hieraan aandacht te besteden.

Rekening houdend met de gunstige vooruitzichten van het legercontingent als gevolg van de verlenging van de dienstplicht en het wegwerken van meer vrijlatingen, meen ik, mijnheer de minister, dat de regering dringend aandacht dient te besteden aan de voorstellen die namens de CVP-Senaatsfractie zullen worden ingediend door onze collega, mevrouw Tyberghien, om uiteindelijk wat in de regeringsverklaring vermeld staat « Het gezin is één van de pijlers van onze samenleving », als een echte regeringsprioriteit te erkennen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Kenzeler.

De heer Kenzeler. — Mijnheer de Voorzitter, het ontwerp van wet houdende wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, en van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, werd grondig onderzocht tijdens de diverse vergaderingen van de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden. Onze fractie nam deel aan deze werkzaamheden met de bedoeling een positieve bijdrage te leveren bij het tot stand komen van deze nieuwe militiewet. Ondanks onze positieve bijdrage mochten wij van de huidige meerderheid hiervoor weinig begrip ervaren.

Wij zijn er ons van bewust dat men vrede kan waarborgen door overeenkomsten, en dat deze dan ook dienen te worden nageleefd. Wij brengen begrip op voor het feit dat de gevolgen van de geboortedaling dienen te worden geneutraliseerd, om alzo aan onze internationale verplichtingen te voldoen. Wij verschillen echter van mening over de manier waarop dit dient te geschieden. Meermaals, mijnheer de minister, liet u ons verstaan dat onze voorstellen niet haalbaar waren, vermits uw uitgangspunt was, het aantal vrijstellingen te verminderen. Deze stelling liep als een rode draad door het verhaal. Nochtans formuleerden wij voorstellen die naar onze mening, aan uw wens tegemoet kwamen, namelijk waar wij stelden dat het veel rechtvaardiger was, het gemiddelde inkomen van de vijf kalenderjaren voorafgaand aan het jaar van de indiening van de uitselaaanvraag, in aanmerking te nemen. Zo zou de invloed van fiscale fraude en ook deze van bijzonder geschapen toestanden, opgevangen worden. Onze wens voldeed trouwens aan een van uw verlangens, namelijk een verlaging van het aantal vrijlatingen. Waarom werd hierop niet ingegaan? Wie durft zeggen waarom niet? Het ging daarbij juist om een mogelijkheid om het aantal vrijlatingen te reduceren.

Flagrant was nog — en zeker voor iemand wonend in de mijnstreek die, volgens Thyl Gheyselinck, tot het oostelijk deel behoort — het verwerpen van het amendement betreffende de rijksmijnningen en het ondergronds mijnpersoneel. Het door ons voorgestelde amendement betreffende de zeeofficieren, de leerlingen van de zeevaart- en visserij-scholen enzovoort, werd daarentegen wel aanvaard. Is hiervoor een duidelijke reden? Is dat het respect voor de groep mensen die men vroeger betitelde als eerste burgers van het land?

Dat men reeds geruime tijd aan een kant van de taalgrens geen mijnen meer in exploitatie heeft, zal hier zeer zeker niets mee te maken hebben. Vandaar ook dat wij dit amendement opnieuw hebben ingediend en wij hopen dat het in deze Hoge Vergadering meer respons krijgt. Rekening houdend met de huidige vooruitzichten en ontwikkelingen van de steenkoolnijverheid, zal het in de toekomst slechts om enkele tientallen gaan.

Laat hen toch over dit voordeel van vrijlating beschikken, niet alleen om de gevaren die het beroep inhoudt, maar ook om historische en emotionele redenen, zeker als men weet dat er voor de komende jaren een overschot van dienstplichtigen is.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

De talrijke reacties die wij mochten ontvangen van verschillende verenigingen wijzen erop dat men daar niet zo gelukkig is met het voorliggend ontwerp. Deze reacties zijn veel te talrijk om hier allemaal

op te noemen. Ik zal mij, eveneens gelet op de mij toegestane tijd, beperken tot één enkele, namelijk die in verband met de afschaffing van de vrijlating wegens broederdienst in een gezin met minder dan vier kinderen.

Zij die het steeds opnemen voor een gezinsvriendelijk beleid, hadden hier kunnen bewijzen dat zij het echt meenden. Vandaar dat wij alle initiatieven steunen waarmee men naar de vroegere toestand wil terugkeren en waarbij ook gezinnen met 2 of 3 kinderen in aanmerking kwamen. Hier biedt zich een kans aan voor onze geachte vrouwelijke collega's uit de meerderheid, die de geringe aandacht voor een gezinsvriendelijk beleid betreunden. Wellicht de laatste kans om *in extremis* hun collega's ertoe aan te sporen, toch nog de hieromtrent ingediende amendementen te steunen, en zo te bewijzen dat zij het echt menen met het gezinsvriendelijk beleid.

Bij de eindstemming zullen wij dan ook dezelfde houding aannemen als bij het einde van de commissiewerkzaamheden. Wij vinden ons niet voldoende terug in de voorgestelde nieuwe militiewet. We weten dat het ontwerp kadert in de Sint-Annabesparingen die goedkope miliciens in de plaats van beroepsvrijwilligers vereisen. Dat de slachtoffers alweer die gezinnen zijn, die over een laag inkomen beschikken en daardoor niet in de mogelijkheid verkeren voor een kinderrijk gezin, en dit nadat vroeger de kostwinner, wegens een herziening van de fiscale wet, reeds werd benadeeld. Nochtans blijft de indruk bestaan dat met dit nieuwe ontwerp, voordelen behouden blijven voor een bepaalde beroepsgroep. De lasten van de dienstplicht zouden rechtvaardig moeten worden verdeeld en hiervoor is volgens ons de sociale toestand toch het enige rechtvaardige criterium.

We weten ook dat in het ontwerp enkele positieve punten zijn, maar volgens ons onvoldoende om er onze goedkeuring aan te verlenen. (*Applaus op de socialistische banken en bij de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben vandaag misschien erg evangelisch ingesteld. Bij het voorbereiden van mijn tekst, onder andere aan de hand van het geroemde blad *Vox* dat u allen krijgt, herinnerde ik mij een blad uit mijn jeugd, waarop mijn moeder zich abonneerde bij één van de talrijke paters die in de Kempen aan de deur kwamen, *Het Klokje van Sint-Franciscus*.

Sint-Franciscus, een vredelievende utopist uit Assisië, zoals sommigen hem noemen, heeft meer geschiedenis gemaakt en heeft een grotere invloed gehad, zelfs op het gebeuren van zijn tijd, dan de Italiaanse condottieri, die in die tijd ook erg actief waren. Wie de geschiedenis uit de tijd van Sint-Franciscus kent, weet dat.

Denkend aan *Het Klokje van Sint-Franciscus* had ik de neiging om dat Belgisch militair weekblad te herdopen met de naam *Vox Francisci Xaveri Donneati*. Ik heb vastgesteld dat de voornaam van onze minister van Landsverdediging in het Frans François-Xavier is. Sinds hij minister is, heb ik de inhoud van *Vox* zien veranderen en ik heb hem daar zo geregeld zien verschijnen, zijn gestalte valt natuurlijk erg op, dat ik de neiging had om dat blad te herdopen.

Uit een nummer van *Vox*, einde van het jaar 1986, citeer ik één zin uit de nieuwjaarsboorchap van de minister: «Onze landgenoten beseffen vaak de bestaansreden van het leger niet.» Hij gaat, uiteraard zeer begrijpend, in op de noodzakelijke rol van dit leger.

U weet dat wij als Vlaams-nationalisten in de Belgische Staat in ruimer verband het leger aanvaarden als een noodzakelijk kwaad, moeilijk te vermijden zolang de franciscaanse idealen, noch in het Oosten, noch in het Westen sterk worden gehoord en worden overstemd door wapenkletter. U kent de opstelling van de Volksunie: kritisch Navo-trouw, maar zonder een tol te betalen aan het Reaganisme dat ons weinig kan bekoren. Onze houding in de rakettenkwestie was duidelijk. Wij waren de mensen van de dialoog, die vonden dat er ooit ergens een eerste stap moest worden gezet.

Wij hebben gezien dat het Navo-argument ook dikwijls is misbruikt. Ik zou graag hebben dat het ook eens wordt gebruikt.

De heer Paque, voorzitter van de commissie voor de Binnenlandse Angelegenheden, heeft gezegd dat men misschien eens opnieuw fundamenteel met de Navo moet gaan discussiëren.

Ik volg de heer de Donnée wel een beetje in zijn grote stappen. Begin december heeft hij op de Navo-raad verklaringen afgelegd die werden gevolgd door persverklaringen waarin wij onder meer konden lezen dat de, wat men noemt, *Force Goals* of militaire doelstellingen, kunnen

worden afgewogen tegen de economische capaciteiten en de budgettaire mogelijkheden van het betrokken land. Wij vernemen daaruit zelfs dat daarover kan worden onderhandeld en dat België goed gezien was in verband met zijn gewilligheid inzake de kruisraketten. Ter ondersteuning van de suggestie van collega Paque om onze basisopstelling ten opzichte van de Navo opnieuw te bespreken, wil ik erop wijzen dat onze reusachtige staatsschuld die ver uitsteekt boven het gemiddelde van andere landen misschien een aanleiding kan zijn om die fundamentele discussie aan te vatten.

De tijd is voorbij, ook in een land waar Vlaams-nationalisten vijftien jaar na de koninklijke belofte van gelijkheid in rechte en in feite nog steeds worden geminacht en waar men 30 000 doden telde aan de IJzer, dat Vlaamse soldaten op mensonwaardige wijze worden behandeld en gecommandeerd zoals dat met paarden of leeuwen gebeurt in het circus. Er is toen zelfs een dienstweigeraar, Berten Fermon — zij die tegenwoordig veel oog en respect hebben voor dienstweigeraars kennen die naam wellicht niet meer —, gestorven na een hongerstaking uit protest tegen het feit dat zoveel jaren na de IJzertragedie Vlaamse soldaten nog steeds eentalig in het Frans werden gecommandeerd in het Belgisch leger. Joris De Leeuw, die later bij de socialisten is terechtgekomen, is een ander bekend geval uit de jaren 30.

Sindsdien is de situatie gewijzigd. Uit mijn lectruur over legerproblemen in vroegere tijden blijkt dat men destijds steeds sprak van *l'union sacrée* als men het had over leger, landsverdediging en militaire akkoorden. Ook dat trompetgeschal is bijna verklonken. Wij zijn nu nuchterder geworden al zou men toch nog wel wat kunnen besparen op de militaire parade van 21 juli. Brussel is dan toch leeg. In een andere krant schreef de hooggeroemde redacteur onder het AVV-VVK-kenteken, M.R., dat men ook eens opnieuw moet denken aan de motivatie in het leger omdat vele miliciens zich afvragen wat zij daar zitten te doen als zij niet eens benzine hebben om te oefenen met hun tanks, geen bommen hebben om te schieten met hun kanonnen of geen brandstof hebben om te vliegen met hun vliegtuigen. Dit is geen demagogische uitspraak van mij. Het was de koele, nuchtere ontleding van de rol van ons leger door genoemde M.R.

We gaan ervan uit dat, zolang de franciscaanse idealen Oost en West niet kunnen overtuigen, er inderdaad soldaten nodig zijn. Ik zou daar langer bij kunnen stilstaan, maar ik laat dit over aan mijn collega, de heer Van Ooteghem, die meer anciënniteit heeft en derhalve ook prioriteit om hier te spreken. Hij moet maar eens dieper ingaan op de motivatie en de zin van het leger.

Ik richt mij hier tot specialisten. Tijdens de besprekingen in de commissie hebben wij de dapperheid kunnen bewonderen van de zeer strijd bare dame uit de Westhoek, mevrouw Tyberghien, die nu door omstandigheden vroeger weg moest. Haar optreden aldoor had er ons bijna van overtuigd, de vrouwelijke dienstplicht in te voeren. Zij deed mij denken aan een Vlaamse Jeanne d'Arc. Zij is nu echter naar de Westhoek teruggekeerd, misschien omdat de Fransen weer klaarstaan om binnen te vallen wat zij destijds gewoonlijk deden langs die kant.

Een ander specialist van haar partij heeft uw basisopstelling zwaar aangevochten, mijnheer de minister. In die geroemde krant sprak men over te veel miliciens. Er is met de cijfers gegoocheld.

Een bekend specialist in de Kamer, de heer Van Wambeke, had zelfs een berekening gemaakt in het licht van de verlenging van de dienstplicht. Door de intrekking van vrijstellingen — en mevrouw Tyberghien heeft dit argument gedeeltelijk overgenomen — zou men binnen afzienbare tijd te veel soldaten hebben.

In afwachting van meer inhoud en motivering van de legerdienst zou u wellicht rekening kunnen houden met de door verschillende partijen voorgestelde data. Intussen zou u wellicht een innerlijke hernieuwing, in zover dit geen contradictie is voor de Belgische militaire termen, en een geestelijke spirituele herbezieling van het Belgisch leger in studie kunnen nemen.

De cijfers van de heer Van Wambeke zijn zwaar aangevallen. De oppositie wacht op het eindverdict. Ik heb de indruk dat de cijfers af en toe worden gemanipuleerd, dat de verlenging niet altijd volledig werd doorgerekend. Dit kan intern in de regering worden besproken. Hiervan hebben wij de eerste echo's reeds opgevangen via de minister van Binnenlandse Zaken.

Als die vooraanstaande, gezaghebbende krant en de specialisten in de Kamer inderdaad zomaar iets vertellen, komen wij terecht in een «Van Wambeke-debat». Ik verontschuldigd mij voor het verband Van Wambeke/Van Wambeke. Als er bij een dergelijk ernstig onderwerp op die manier kan worden gegoocheld met cijfers, zonder dat wij enig

uitsluitel krijgen, vind ik dat wij hier allemaal maar wat zitten te zwammen met een eindeloze reeks amendementen.

De terminologie is veranderd. De grote woorden van *union sacrée* vinden we niet meer terug. Vroeger waren sommigen in dit verband oprecht; het was zelfs noodzakelijk. Ik kan dit met een historische terugblik rustig beweren.

Ook op dit vlak hadden we blijkbaar te kampen met de Belgische ziekte: het eeuwig binden van alles aan alles.

Ik besluit uit de tegenaanval van de CVP, waarin Constant constant het woord gezinsvriendelijk gebruikte, dat het om een discussie PRL-CVP gaat over het aantal vrijlatingen in ruil voor de verlenging van de dienstplicht. De vooraanstaande specialisten gebruiken die argumenten. We worden allen tot de heilige eendracht en tot offervaardigheid in dienst van het land, en de Navo, opgeroepen. Ook daar dringt de typisch Belgische koehandel door.

Navo-contingent, hoeveel, welke zijn de cijfers, verlenging inbegrepen of niet, afschaffing van vrijstellingen... uit dat kluwen raak ik niet meer wijs. Als ik het goed begrip, zou de verlenging zijn toegestaan door de PRL op voorwaarde dat een aantal vrijstellingen worden afgeschaft. De tijd dat Devèze en anderen de Belgische sabelslepers waren, is blijkbaar voorbij.

Uit lectuur blijkt dat de partij, met aanhangers in de Westhoek, voor de verlenging was en dat dit het wapen was voor de PRL om te eisen dat stevig zou worden gesnoeid in de familiale vrijstellingen die nochtans met veel tremolo's door alle sprekers van de grootste regeringspartij naar voren zijn gebracht. Als toekijker uit de oppositie zeg ik: « Het resultaat is er. »

Ik sprak daarnet over Franciscus Xaverius. U weet allen wie dat is. Hij is een zeer bekende Bask uit de gemeente Xabier in Navarra. Hij was zeer « strijdhaftig » en lid van de fameuze orde van de Jezuïeten, de *Milites christiani*. Hij trok naar het Oosten, nog niet als oostfronter, maar als missionaris. Hij zou één van de weinigen zijn die op het ogenblik vrijstelling zou krijgen indien hij het Belgisch staatsburgerschap had. Franciscus Xaverius die in India verbleef en die naar Japan kijkend is gestorven — u merkt het, wij hebben onze missieboekjes goed gelezen —, heeft in één van zijn brieven geschreven in het Spaans van Navarra *dame flamencos*, geef mij Vlamingen. Het resultaat van deze hele nieuwe wetgeving zal ook zijn, mijnheer de minister, dat u Vlamingen zal krijgen.

Ik ben achterdochtig geworden in dit etablissement, zeker als men zoals in de oud-Vlaamse terminologie spreekt over « bloedakkoorden ». De socialistenvoetgangers gebruiken die terminologie vroeger ook. Misschien is het louter toeval, en ik hoop dat men het in alle kalmte aanvaardt, maar het ligt statistisch vast dat het Vlaamse gezinnen zijn die het zwaarst worden getroffen door de beperkingen. Ik maak mij er nu niet druk over.

De tijd dat in het Belgisch Parlement een vrouwelijk kamerlid, Isabelle Blume, zeer oneerbiedig sprak over de Vlaamse moeders als *les lapinières flamandes*, is gelukkig voorbij. Voorlopig gaat het vinden van meer miliciens altijd ten koste van de families die, om het met de terminologie van het Belgische leger te zeggen, behoren tot het Noorden van het land. Bepaalde andere partijen, die gewagen van een koehandel, zouden daarmee rekening moeten houden en weten wat ze verdedigen. De PRL heeft weer goed « haar steke gestaan » om het in het Westvlaams te zeggen. Zij heeft dan weer haar slag thuis gehaald, want ondanks al hun grootsprakerigheid over gezinsvriendelijkheid, is daarvan weinig te merken op het eventuele slagveld.

In dit verband wens ik nog even terug te komen op één concreet punt, dat hier werd aangehaald door verschillende sprekers. Toen ik indertijd de missieboekjes las in het college van Lier, begon ik mij ook te interesseren voor politiek. Eén van de grote politieke feiten na de tweede wereldoorlog was de campagne rond de steenkolen. Zelfs op de locomotieven stond geschreven: de steenkolenslag. Het ging zelfs zo ver dat een bepaald Eerste minister er een bijnaam aan overhield. Men sprak toen van Aziel Zarbon. Ik kreeg toen mijn eerste lessen Frans in het college. Wij begonnen daarmee toen heel vroeg. Onze ouders zegden ons: gij moet goed Frans kennen als ge in België iets wil worden. Mijn vader herinnerde zich daarbij nog zeer goed dat hij in het Frans werd gecommandeerd in het begin van de jaren 30, toen hij in het fort van Hemiksem zijn legerdienst deed. Wij hadden het goed in onze oren geknoopt dat wij Frans moesten leren. « Zarbon » klonk als een fout in de oren, maar de bijnaam van de Eerste minister ging gewoonlijk gepaard met een zin die klonk als volgt: *z'azis d'abord, puis ze réfléchis*. Met het weinige Frans dat wij kenden, dachten wij dat het verkeerd was, maar later, toen wij

het Frans beter kenden en ook de Westvlaamse afwijkingen ervan, begrepen we dat het wilde zeggen: ik handel eerst en daarna denk ik.

Bijna op het einde van dit debat kan worden gezegd in aanvulling op de kritiek die ik gehoord heb uit de mond van gezinsvriendelijken van de CVP, dat er hier gehandeld wordt voor er ernstig werd nagedacht, voor er ernstige cijfers op tafel komen. De hele dienstplichtwet zal misschien wel verbonden worden met een of andere koehandel. Ik heb opgedolven dat het een van de beslissingen is uit het Sint-Annaplan. Die heilige krijgt dus ook dit mee in haar korf geladen.

Het debat was misschien interessant. Vooraf zal wel zijn ingerekend dat men de zeelieden opnieuw hun portie zou geven. Dit zal dus al in een of ander blaadje van de Westhoek staan.

Inzake de helden van de steenkool is het zielig dat men de eerste burgers van het land, zoals men ze noemde bij mijnrampen of wanneer hun zware werkomstandigheden werden belicht, nu nog de ezelstamp geeft. Deze houding is maar een zwakke echo van het respect van weleer. Nu stampen men hen de put in. Aldus verwijs ik naar de discussie van gisteren. De heer Kenzeler begrijpt wel waarover ik het heb.

Ik hoop dat onze apotheose — « den boeke » — misschien nog enige invloed zal hebben, al was het maar op het stemgedrag van de gezinsvriendelijken die hun achterban wijsmaken dat het volstaat hun amendementen in te trekken en ze later om te zetten in wetsvoorstellen. Iets dergelijks werd ons gisteren ook beloofd bij de bespreking van het Sylvesterplan. Sint-Sylvester is dus een andere heilige die geschonden werd. Ik vrees dat wij een tweede beeldenstorm beleven met al die heiligen die worden neergehaald of voor een regeringskarretje gespannen. Ik zie ons zelfs een tweede hertog van Alva krijgen want ook de eerste kwam hier na een beeldenstorm. Na wat Sint-Sylvester en Sint-Anna de jongste tijd hebben meegemaakt zou die dreiging zich, zij het uit het Oosten of uit het Westen, nog wel eens kunnen voordoen.

Na de halfbakken kritiek van de grootste partij van de meerderheid, eeuwig haar deuntje herhalend van haar gezinsvriendelijke intenties hoewel zij vrijwel al haar amendementen heeft ingeslikt, hoop ik dat ze die geschiedenis nog leert uit wat de vroegere militaire debatten in het Belgische Parlement waren want ook toen werd vaak alles aan alles gekoppeld. Het invoeren van de algemene legerdienst na het stelsel van de loting, sommige verlengingen van de dienstplicht, militaire akkoorden, en dergelijke gingen meestal gepaard met toegevingen van Vlaanderen vanwege de patriottische sabelslepers. Mijn toespraak wil een aansporing zijn tot de grootste Vlaamse partij opdat zij zich deze les herinnert.

Frans Van Cauwelaert heeft er bepaalde zaken op Vlaams gebied doorgehaald omdat « de katholieke Vlaamse rechterzijde » inschikkelijk was op het vlak van het militarisme. Ik zou dus willen suggereren: als u toch al uw amendementen in verband met gezinsvriendelijkheid hebt ingeslikt, maak dan gebruik van de laatste dag voor de stemming opdat er morgen een nieuwe koehandel kan ontstaan. Als u bereid bent de door u kwalijk geachte projecten goed te keuren — ik denk aan de kritiek van mevrouw Tyberghien die als een Jeanne d'Arc haar standpunt op de tribune verdedigde maar, niet als de echte die eerst op de brandstapel door de knieën is gegaan, terug vluchtte vóór de slag geleverd werd —, kan u eisen van de Walen: de katholieke Vlaamse rechterzijde, zoals dit heet in de terminologie van toen, is bereid deze wet goed te keuren — de Volksunie zal dat niet doen — op voorwaarde dat u een ander op de brandstapel zet, met name de heer Happart.

In ons land is immers alles mogelijk en wordt alles aan alles gekoppeld. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je remercie vivement l'ensemble des orateurs qui, soit en soutenant notre projet, soit en le critiquant de manière très courtoise, ont aidé, au cours de ce débat, à approfondir le problème d'une révision, d'ailleurs modérée, de la loi sur la milice. Mais je remercie avant tout le rapporteur, M. Flagothier, qui est souvent rapporteur de la commission de l'Intérieur, et qui a sacrifié quelques heures de ses nuits afin de pouvoir suivre les débats qui, à un moment donné, étaient assez soutenus. Je remercie également M. Friederichs, rapporteur de la commission de la Défense, qui a communiqué l'avis de cette commission à celle de l'Intérieur.

Ce projet est la concrétisation, comme plusieurs orateurs l'ont rapporté tantôt, de l'accord du gouvernement aux termes duquel le service militaire ainsi que les lois sur la milice devaient faire l'objet de réformes. On est parti de la nécessité d'aménager le contingent, les effectifs insuffi-

uitsluitel krijgen, vind ik dat wij hier allemaal maar wat zitten te zwammen met een eindeloze reeks amendementen.

De terminologie is veranderd. De grote woorden van *union sacrée* vinden we niet meer terug. Vroeger waren sommigen in dit verband oprecht; het was zelfs noodzakelijk. Ik kan dit met een historische terugblik rustig beweren.

Ook op dit vlak hadden we blijkbaar te kampen met de Belgische ziekte: het eeuwig binden van alles aan alles.

Ik besluit uit de tegenaanval van de CVP, waarin Constant constant het woord gezinsvriendelijk gebruikte, dat het om een discussie PRL-CVP gaat over het aantal vrijlatingen in ruil voor de verlenging van de dienstplicht. De vooraanstaande specialisten gebruiken die argumenten. We worden allen tot de heilige eendracht en tot offervaardigheid in dienst van het land, en de Navo, opgeroepen. Ook daar dringt de typisch Belgische koehandel door.

Navo-contingent, hoeveel, welke zijn de cijfers, verlenging inbegrepen of niet, afschaffing van vrijstellingen... uit dat kluwen raak ik niet meer wijs. Als ik het goed begrip, zou de verlenging zijn toegestaan door de PRL op voorwaarde dat een aantal vrijstellingen worden afgeschaft. De tijd dat Devèze en anderen de Belgische sabelslepers waren, is blijkbaar voorbij.

Uit lectuur blijkt dat de partij, met aanhangers in de Westhoek, voor de verlenging was en dat dit het wapen was voor de PRL om te eisen dat stevig zou worden gesnoeid in de familiale vrijstellingen die nachts met veel tremolo's door alle sprekers van de grootste regeringspartij naar voren zijn gebracht. Als toekijker uit de oppositie zeg ik: « Het resultaat is er. »

Ik sprak daarnet over Franciscus Xaverius. U weet allen wie dat is. Hij is een zeer bekende Bask uit de gemeente Xabier in Navarra. Hij was zeer « strijdhaftig » en lid van de fameuze orde van de Jezuïeten, de *Milites christiani*. Hij trok naar het Oosten, nog niet als oostfronter, maar als missionaris. Hij zou één van de weinigen zijn die op het ogenblik vrijstelling zou krijgen indien hij het Belgisch staatsburgerschap had. Franciscus Xaverius die in India verbleef en die naar Japan kijkend is gestorven — u merkt het, wij hebben onze missieboekjes goed gelezen —, heeft in één van zijn brieven geschreven in het Spaans van Navarra *dame flamencos*, geef mij Vlamingen. Het resultaat van deze hele nieuwe wetgeving zal ook zijn, mijnheer de minister, dat u Vlamingen zal krijgen.

Ik ben achterdochtig geworden in dit etablissement, zeker als men zoals in de oud-Vlaamse terminologie spreekt over « bloedakkoorden ». De socialistische gebruikten die terminologie vroeger ook. Misschien is het louter toeval, en ik hoop dat men het in alle kalmte aanvaardt, maar het ligt statistisch vast dat het Vlaamse gezinnen zijn die het zwaarst worden getroffen door de beperkingen. Ik maak mij er nu niet druk over.

De tijd dat in het Belgisch Parlement een vrouwelijk kamerlid, Isabelle Blume, zeer oneerbiedig sprak over de Vlaamse moeders als *les lapinières flamandes*, is gelukkig voorbij. Voorlopig gaat het vinden van meer miliciens altijd ten koste van de families die, om het met de terminologie van het Belgische leger te zeggen, behoren tot het Noorden van het land. Bepaalde andere partijen, die gewagen van een koehandel, zouden daarmee rekening moeten houden en weten wat ze verdedigen. De PRL heeft weer goed « haar steke gestaan » om het in het Westvlaams te zeggen. Zij heeft dan weer haar slag thuis gehaald, want ondanks al hun grootsprakerigheid over gezinsvriendelijkheid, is daarvan weinig te merken op het eventuele slagveld.

In dit verband wens ik nog even terug te komen op één concreet punt, dat hier werd aangehaald door verschillende sprekers. Toen ik indertijd de missieboekjes las in het college van Lier, begon ik mij ook te interesseren voor politiek. Eén van de grote politieke feiten na de tweede wereldoorlog was de campagne rond de steenkolen. Zelfs op de locomotieven stond geschreven: de steenkolenslag. Het ging zelfs zo ver dat een bepaald Eerste minister er een bijnaam aan overhield. Men sprak toen van Aziel Zarbon. Ik kreeg toen mijn eerste lessen Frans in het college. Wij begonnen daarmee toen heel vroeg. Onze ouders zegden ons: gij moet goed Frans kennen als ge in België iets wil worden. Mijn vader herinnerde zich daarbij nog zeer goed dat hij in het Frans werd gecommandeerd in het begin van de jaren 30, toen hij in het fort van Hemiksem zijn legerdienst deed. Wij hadden het goed in onze oren geknoopt dat wij Frans moesten leren. « Zarbon » klonk als een fout in de oren, maar de bijnaam van de Eerste minister ging gewoonlijk gepaard met een zin die klonk als volgt: *z'axis d'abord, puis ze réfléchis*. Met het weinige Frans dat wij kenden, dachten wij dat het verkeerd was, maar later, toen wij

het Frans beter kenden en ook de Westvlaamse afwijkingen ervan, begrepen we dat het wilde zeggen: ik handel eerst en daarna denk ik.

Bijna op het einde van dit debat kan worden gezegd in aanvulling op de kritiek die ik gehoord heb uit de mond van gezinsvriendelijken van de CVP, dat er hier gehandeld wordt voor er ernstig werd nagedacht, voor er ernstige cijfers op tafel komen. De hele dienstplichtwet zal misschien wel verbonden worden met een of andere koehandel. Ik heb opgedolven dat het een van de beslissingen is uit het Sint-Annaplan. Die heilige krijgt dus ook dit mee in haar korf geladen.

Het debat was misschien interessant. Vooraf zal wel zijn ingerekend dat men de zeelieden opnieuw hun portie zou geven. Dit zal dus al in een of ander blaadje van de Westhoek staan.

Inzake de helden van de steenkool is het zielig dat men de eerste burgers van het land, zoals men ze noemde bij mijnrampen of wanneer hun zware werkomstandigheden werden belicht, nu nog de ezelstamp geeft. Deze houding is maar een zwakke echo van het respect van weleer. Nu stampen men hen de put in. Aldus verwijs ik naar de discussie van gisteren. De heer Kenzeler begrijpt wel waarover ik het heb.

Ik hoop dat onze apotheose — « den boekee » — misschien nog enige invloed zal hebben, al was het maar op het stemgedrag van de gezinsvriendelijken die hun achterban wijsmaken dat het volstaat hun amendementen in te trekken en ze later om te zetten in wetsvoorstellen. Iets dergelijks werd ons gisteren ook beloofd bij de bespreking van het Sylvesterplan. Sint-Sylvester is dus een andere heilige die geschonden werd. Ik vrees dat wij een tweede beeldenstorm beleven met al die heiligen die worden neergehaald of voor een regeringskarretje gespannen. Ik zie ons zelfs een tweede hertog van Alva krijgen want ook de eerste kwam hier na een beeldenstorm. Na wat Sint-Sylvester en Sint-Anna de jongste tijd hebben meegemaakt zou die dreiging zich, zij het uit het Oosten of uit het Westen, nog wel eens kunnen voordoen.

Na de halfbakken kritiek van de grootste partij van de meerderheid, eeuwig haar deuntje herhalend van haar gezinsvriendelijke intenties hoewel zij vrijwel al haar amendementen heeft ingeslikt, hoop ik dat ze die geschiedenis nog leert uit wat de vroegere militaire debatten in het Belgische Parlement waren want ook toen werd vaak alles aan alles gekoppeld. Het invoeren van de algemene legerdienst na het stelsel van de loting, sommige verlengingen van de dienstplicht, militaire akkoorden, en dergelijke gingen meestal gepaard met toegevingen van Vlaanderen vanwege de patriottische sabelslepers. Mijn toespraak wil een aansporing zijn tot de grootste Vlaamse partij opdat zij zich deze les herinnert.

Frans Van Cauwelaert heeft er bepaalde zaken op Vlaams gebied doorgehaald omdat « de katholieke Vlaamse rechterzijde » inschikkelijk was op het vlak van het militarisme. Ik zou dus willen suggereren: als u toch al uw amendementen in verband met gezinsvriendelijkheid hebt ingeslikt, maak dan gebruik van de laatste dag voor de stemming opdat er morgen een nieuwe koehandel kan ontstaan. Als u bereid bent de door u kwalijk geachte projecten goed te keuren — ik denk aan de kritiek van mevrouw Tyberghien die als een Jeanne d'Arc haar standpunt op de tribune verdedigde maar, niet als de echte die eerst op de brandstapel door de knieën is gegaan, terug vluchtte vóór de slag geleverd werd —, kan u eisen van de Walen: de katholieke Vlaamse rechterzijde, zoals dit heet in de terminologie van toen, is bereid deze wet goed te keuren — de Volksunie zal dat niet doen — op voorwaarde dat u een ander op de brandstapel zet, met name de heer Happart.

In ons land is immers alles mogelijk en wordt alles aan alles gekoppeld. (Applaus op de banken van de Volksunie.)

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je remercie vivement l'ensemble des orateurs qui, soit en soutenant notre projet, soit en le critiquant de manière très courtoise, ont aidé, au cours de ce débat, à approfondir le problème d'une révision, d'ailleurs modérée, de la loi sur la milice. Mais je remercie avant tout le rapporteur, M. Flagothier, qui est souvent rapporteur de la commission de l'Intérieur, et qui a sacrifié quelques heures de ses nuits afin de pouvoir suivre les débats qui, à un moment donné, étaient assez soutenus. Je remercie également M. Friederichs, rapporteur de la commission de la Défense, qui a communiqué l'avis de cette commission à celle de l'Intérieur.

Ce projet est la concrétisation, comme plusieurs orateurs l'ont rapporté tantôt, de l'accord du gouvernement aux termes duquel le service militaire ainsi que les lois sur la milice devaient faire l'objet de réformes. On est parti de la nécessité d'aménager le contingent, les effectifs insuffi-

sants ne permettant plus de satisfaire nos obligations à l'égard de l'Otan. De sérieux problèmes sont, en effet, posés par la dénatalité ainsi que par l'abandon — pour des raisons financières, bien entendu — du recours aux volontaires. Il fallait, dès lors, qu'un double effort soit proposé: tout d'abord un effort vers l'allongement de la durée du service militaire, mais, pour que cette durée ne soit pas excessive et ne pèse pas sur les mêmes personnes, un second effort devait aboutir à une plus grande sévérité dans l'appréciation des sursis et des dispenses. C'est pourquoi, parallèlement à la mesure proposée, le gouvernement s'est vu obligé de revoir les lois sur la milice. On a réexaminé les textes à la lumière de la déclaration gouvernementale, mais on a également tenté d'améliorer ces textes qui, après environ 25 ans, n'étaient plus d'actualité, du moins sous certains de leurs aspects.

Lorsqu'on décide de changer de système, on peut choisir de trancher dans le vif. On aurait pu être beaucoup plus rigoureux, mais c'est rarement possible, surtout dans un domaine — manifestement toujours sensible — comme celui-là. On a donc opté pour quelques réformes qui pourraient paraître trop timides à certains. Le projet soumis à la commission du Sénat n'est en rien un texte maximaliste, tant s'en faut, et j'ai cependant accepté, en cours de débat, un certain nombre d'amendements: des amendements de fond au texte lui-même et des amendements destinés à assurer la transition, le passage du régime ancien au régime définitif, de façon que ceux qui avaient demandé des sursis sous l'ancien régime ne soient ni déçus ni trompés, alors qu'ils s'étaient engagés, sur la foi du texte ancien, dans le sens de l'obtention d'une dispense.

Je désire faire remarquer que les changements qui impliquent toujours une période d'adaptation suscitent inévitablement des sentiments de contrariété et j'ai noté quelques critiques sérieuses, même de la part de certains membres de la majorité, qui regrettaient quelques aspects trop sévères de ce projet de loi.

Je viens de leur expliquer — et ils ont d'ailleurs bien compris eux-mêmes — les nécessités d'une convention au sein du gouvernement, qui veut équilibrer les efforts en demandant à chaque ministre d'apporter sa part à la réforme et à l'accomplissement de ce qui avait été promis.

Quelles sont les principales modifications apportées aux lois coordonnées sur la milice?

En ce qui concerne le sursis pour les jeunes gens qui sont indispensables soutiens de famille, certaines conditions ont été modifiées, dans un sens plus favorable au milicien. C'est ainsi que désormais on retient le décès de la mère et de l'aïeule alors que la réglementation actuelle ne visait que le père ou l'aïeul. De surcroît, le montant de 240 000 francs, qui constitue le maximum des ressources dont peuvent bénéficier les personnes composant la famille, fait l'objet d'une adaptation annuelle et automatique à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

La possibilité d'obtenir un sursis pour le premier appelé d'une famille de cinq enfants ou parce qu'un frère appartient à la même levée ou se trouve sous les armes, est supprimée. Les sursis pour les résidents à l'étranger sont supprimés, de même que les sursis qui menaient à la dispense, à savoir pour les personnes qui ont leur résidence habituelle et effective hors d'Europe et pour les mineurs. Je reviendrai sur ce point lorsque j'aborderai la problématique de la dispense. Les miliciens devenus veufs avec un ou plusieurs enfants ne doivent plus demander de sursis préalable et le droit à la dispense devient immédiat.

Les étudiants bénéficient d'un régime plus favorable. Actuellement, l'étudiant qui suit des cours dans un établissement d'enseignement supérieur ne peut obtenir de sursis jusqu'à 25 ans que si le cycle d'études comporte trois ans au moins. Cette condition est supprimée.

En outre, tous les étudiants qui suivent des cours dont le cycle d'études comporte six ans au moins, y compris les spécialisations liées directement aux études, peuvent désormais obtenir des sursis jusqu'à 28 ans. Le projet initial qui prévoyait sept ans a été amendé, afin de permettre aux étudiants en médecine vétérinaire de continuer à bénéficier du régime qui leur est actuellement appliqué.

Les sursis jusqu'à l'âge de 30 ans pour les résidents hors d'Europe et pour les médecins qui désirent faire de la coopération sont supprimés.

Des sursis jusqu'à l'âge de 32 ans sont créés en faveur des médecins qui se spécialisent dans une branche de l'art de guérir.

Voyons maintenant, en matière de dispenses, les charnières de la modification. Le régime des dispenses fait également l'objet d'un certain nombre de modifications dont quelques-unes sont le corollaire obligé des changements apportés au système des sursis.

Certaines dispenses sont supprimées, notamment celles qui étaient accordées aux résidents hors d'Europe pendant cinq ans, avant l'âge de 18 ans, ou en faveur de ceux qui ont leur résidence habituelle et effective hors d'Europe.

Il en est de même pour le personnel des mines. J'ai expliqué les raisons pour lesquelles on ne pouvait plus encourager cette voie dans les circonstances actuelles, où l'on est contraint de demander à 8 000 personnes d'abandonner leur travail.

Le projet initial prévoyait la suppression de la dispense en faveur des marins. Des amendements ont été déposés et plusieurs membres de la commission se sont réjouis de voir accepter un amendement fondé sur des nécessités professionnelles inéluctables qui ont fait l'objet d'un assentiment général au sein de la commission.

En outre, pour éviter des désagréments considérables à ceux qui avaient obtenu un sursis et qui étaient sur le point d'obtenir une dispense, nous avons accepté des modifications transitoires.

La dispense en raison de l'accomplissement du service militaire par deux frères est maintenue. Le service doit cependant être accompli en tant que milicien soldé et non plus comme volontaire de carrière.

Le principe de la dispense, en raison d'un service de frère ou de sœur, est conservé, mais les conditions supplémentaires auxquelles il faut répondre pour bénéficier de cette dispense ont été modifiées. Le texte actuel prévoit que la famille à laquelle appartient l'inscrit qui sollicite pareille dispense, doit comprendre, et je cite, «le plus grand nombre d'enfants», ce nombre étant fixé chaque année par le ministre de l'Intérieur en accord avec son collègue de la Défense nationale.

Désormais, la famille doit compter au minimum quatre enfants. C'est un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres qui fixera désormais le nombre minimum d'enfants. C'est-à-dire quatre ou plus, en fonction des nécessités du contingent. En outre, comme aujourd'hui, les ressources cumulées du père et de la mère ne pourront pas dépasser un certain montant. L'autre condition selon laquelle il fallait être marié avec charge d'enfants, être le seul soutien de famille et n'être pas candidat en sciences médicales, est supprimée. Ceux qui obtiennent la nationalité belge avant l'âge de 32 ans devront faire leur service militaire. Cet âge est actuellement fixé à 25 ans.

Le père qui devient veuf avec un ou plusieurs enfants a immédiatement droit à la dispense et n'a plus besoin, comme aujourd'hui, de passer par le système des sursis préalables. Des aménagements ont été apportés aux conditions requises pour obtenir la dispense comme personne indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, commerciale ou industrielle.

A l'heure actuelle, seul l'orphelin de père et de mère peut obtenir la dispense sur cette base et pour autant qu'il ait déjà obtenu deux sursis à ce titre.

Le projet qui vous est soumis opère une distinction entre celui qui gère une exploitation pour son compte et celui qui gère une exploitation pour le compte de ses parents. Pour obtenir la dispense, le premier doit, comme à l'heure actuelle, être orphelin de père et de mère et avoir obtenu deux sursis comme indispensable aux besoins de son exploitation; le second — et ceci est nouveau — n'a pas à remplir la condition de deux sursis préalables; il lui suffit, pour obtenir cette dispense, d'être orphelin de père ou de mère.

Une nouvelle dispense est créée en faveur du jeune père de famille. A l'heure présente, ceux qui ont un enfant avant l'âge de 24 ans peuvent obtenir la libération après que le ministre de la Défense nationale a constaté que le nombre de miliciens dépasse les nécessités. Ce qui était une faveur devient, aujourd'hui, un droit.

Le projet prévoyait initialement que le jeune père de famille devait être le seul soutien de son ménage. A la suite de fructueuses discussions, j'ai accepté des conditions moins restrictives. Il suffira que le jeune père soit l'indispensable soutien de son ménage. Cette mesure coûte, à elle seule, un contingent de 500 unités. Une restriction est établie à l'égard des porteurs du diplôme de candidat en sciences médicales.

Enfin, en matière de libération, les dispositions qui autorisaient le ministre de la Défense nationale à accorder des libérations, sont abrogées. Cependant, comme je l'ai dit, les jeunes pères de famille seront désormais immédiatement dispensés.

Outre les amendements que j'ai évoqués et qui auront pour conséquence de diminuer sensiblement le nombre des miliciens dans les prochaines années, d'autres amendements ont rencontré mon agrément. Je les ai acceptés bien volontiers.

En résumé, il s'est agi de prolonger les délais accordés aux miliciens pour interjeter appel devant le conseil de milice ou pour se pourvoir en cassation. C'est, à mon avis, une heureuse mesure que l'allongement du délai qui permet ainsi aux miliciens d'avoir un temps de réflexion plus long pour interjeter appel.

Je répondrai, à présent, à certaines questions plus particulières posées par M. Paque, Mme Tyberghien, MM. Pécriaux, de heren Van Eetvelt, Kenzeler en Luyten. M. Luyten a évidemment engagé l'assemblée dans des propos que j'ai suivis assez difficilement car je connais certainement moins bien que lui le calendrier de tous les saints du paradis! Je me suis toutefois incliné devant sa joie d'analyser toutes les fêtes, en commençant par saint François et en terminant par saint Sylvestre. Je le répète, il est difficile de vous suivre.

De heer Luyten. — Het is tegenwoordig de mode, mijnheer de minister, al die heiligen in de Belgische politiek.

De heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie. — Ik weet dat het de mode is.

Je répondrai d'une manière générale aux orateurs que je viens de citer et à tous ceux qui ont critiqué, se basant sur l'opinion d'un spécialiste, le trop grand nombre des miliciens prévus au contingent.

Divers bruits ont circulé, dont la presse s'est fait l'écho, selon lesquels un surnombre de dix mille miliciens serait enregistré cette année. Je conteste ce chiffre et le ministre de la Défense nationale le conteste de la manière la plus catégorique.

M. Van Ooteghem. — Combien y en a-t-il en trop?

De heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie. — Ik zal de nodige inlichtingen geven, mijnheer Van Ooteghem.

Je renvoie au tableau que j'ai joint à ma réponse reprise au rapport de M. Flagothier. A l'intention de ceux qui désirent des précisions complémentaires, il convient d'ajouter que la première partie de ce tableau se rapporte aux besoins annuels en miliciens. L'allongement de la durée du service militaire y a été répercuté ainsi qu'un certain nombre d'autres mesures approuvées par le gouvernement, telle la diminution du nombre des volontaires, l'augmentation du nombre de candidats officiers et sous-officiers de réserve ainsi que le détachement de quatre cents miliciens par an auprès de la gendarmerie. Il faut tenir compte de tous ces éléments pour apprécier le surplus du contingent.

M. Van Ooteghem. — Le projet de loi relatif au détachement des miliciens auprès de la gendarmerie n'a pas encore été adopté.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Non, mais il a été présenté aux assemblées, en exécution d'un accord de gouvernement que les assemblées sont invitées à approuver. Dans la mesure où le gouvernement s'engage dans une voie, il doit en tenir compte dans le tableau qu'il présente, sous peine de ne pas être logique avec lui-même.

Het is duidelijk dat enerzijds een verlenging van de legerdienst met twee maanden de jaarlijkse behoeften doet dalen met ongeveer 8 000 man. Anderzijds veroorzaken de andere hypothesen natuurlijk een verhoging van de behoeften. De vervanging van ongeveer 4 500 vrijwilligers vereist circa 6 500 meer miliciens en het verhogen van het reserve kaderpersoneel, kandidaat-reserveofficieren en kandidaat-reserveonderofficieren, kosten ongeveer 2 500 man per jaar. De winst van de verlenging van de legerdienst wordt dus ruimschoots overtroffen door het verlies tengevolge van de begeleidende maatregelen die noodzakelijk zijn voor de revalorisatie van de legerdienst.

Het tweede gedeelte van de tabel geeft het aantal miliciens waarover wij in de volgende jaren zullen beschikken. Deze prognose is gebaseerd op de huidige militiewetgeving en is berekend uitgaand van de gegevens van de wet op het contingent voor 1986. Ik wens hier op te merken dat deze resultaten enkel worden beïnvloed door het geboortecijfer. Beweringen als zou bijvoorbeeld de verlenging van de legerdienst het aantal beschikbare dienstplichtigen verhogen, zijn gebaseerd op een foute redenering. Een dergelijke maatregel heeft enkel een invloed op onze behoeften, dus op de eerste rubriek van de tabel, zoals ik zoëven heb gepoogd duidelijk te stellen.

De derde rubriek van de tabel toont aan dat er in de gegeven hypothesen een deficit bestaat dat snel stijgt en dat in 1994 zelfs een piek van 9 500 man zal bereiken.

Het vierde en laatste deel van de tabel probeert de invloed te voorspellen van de verschillende maatregelen en omstandigheden waarvan de wijzigingen in de dienstplichtwetten die het voorwerp zijn van het ontwerp dat wij bespreken, natuurlijk de voornaamste zijn.

Nous avons essayé de calculer le plus exactement possible l'impact de ces modifications. Ces dernières, si l'on se base sur les chiffres de 1986, permettent de récupérer 4 500 hommes. La projection pour 1988 doit tenir compte d'un coefficient de natalité et réduire ce chiffre de 200 unités. On obtient donc 4 300 miliciens en plus par la suppression de certaines dépenses. Mais en réalité, ce nombre ne sera pas aussi important car j'ai accepté des amendements au projet initial sur la base duquel les calculs avaient été faits.

Il faut donc actualiser ces chiffres. Les différentes modifications peuvent être chiffrées comme suit: 1° Le maintien du sursis et de la dispense pour les marins et les pêcheurs: 100 personnes. Je n'exagère pas; le chiffre réel tournerait plutôt autour de 130. 2° L'instauration d'un régime transitoire en faveur des mineurs et des Belges résidant hors d'Europe: 700 personnes; 3° L'adaptation du régime de la dispense des jeunes pères de famille en remplaçant la notion de « seul soutien de famille » par celle d'« indispensable soutien de famille »: 500 personnes.

Par conséquent, le nombre de miliciens récupérés par ces nouvelles mesures est de 3 000. Statistiquement, 20 p.c. de ceux-ci seront exemptés pour cause physique. Il en restera donc plus ou moins 2 400. Il s'ensuit que l'excédent sera de 400 personnes, et encore à la condition que l'évaluation chiffrée des autres mesures, à savoir le retrait en masse des sursis en 1986 et l'allongement volontaire du service militaire, mesures dont l'évolution est difficile à prévoir, se vérifient dans la réalité.

En tout cas, à partir de 1989, il n'y aura vraisemblablement plus d'excédent. Voilà la réalité chiffrée telle qu'on peut la percevoir d'après les tableaux que j'ai donnés et que je désirais expliquer brièvement.

J'ai entendu des questions particulières, notamment de la part de M. Van Ooteghem qui a protesté parce que le ministre de la Défense n'aurait pas tenu sa promesse d'avancement des appels sous les armes, après « l'appel au Petit-Château », comme on dit. Le ministre de la Défense nationale a pris toutes les mesures nécessaires, comme il l'avait fait en partie en ce qui concerne la rénovation de l'armée. Mais il faut tenir compte du fait que les mesures qu'il a prises pour accélérer l'appel sous les armes ont été contrecarrées par le nombre de miliciens de 1986 qui, entendant qu'on allait augmenter la durée du service militaire, ont renoncé à leur sursis.

Donc, parallèlement à l'effort fourni par le ministre de la Défense nationale, il s'est produit une renonciation au sursis de la part de miliciens voulant profiter d'une dernière possibilité d'effectuer un service militaire plus court. C'est ce qui explique pourquoi le ministre est simplement parvenu à maintenir les délais, ce qui prouve que son action est efficace. Mais dès que le surplus du contingent sera absorbé, il réalisera la promesse qu'il a faite c'est-à-dire le rattrapage des appels sous les armes après le passage au Petit-Château.

J'ai amplement répondu à Mme Tyberghien en citant tous les chiffres fournis en explication du rapport.

Plusieurs orateurs, dont MM. Trussart, Paque et Kenzeler, ont demandé qu'on revoie nos accords avec l'Otan. C'est une thèse assez facile. Nous avons un contrat et nous devons le respecter. Comment pourrions-nous agir dans le sens voulu par les orateurs tout en respectant nos engagements? Ce sont deux éléments contradictoires.

Monsieur Trussart, vous avez enclenché sur cette même thèse. Vous avez parlé de l'objection de conscience. Je vous avais déjà répondu lors de la séance de commission. Tout ce qu'on peut trouver sur l'objection de conscience, dans ce projet, c'est une seule modification purement technique de la réglementation qui, pour des motifs de légistique, est rappelée dans son titre.

Comme vous avez pu le remarquer, monsieur Trussart, il n'est pas question, dans aucun point de ce projet, de traiter ou de modifier quant au fond la loi sur l'objection de conscience. Je n'entrerai pas dans les considérations à ce propos, comme je vous l'avais d'ailleurs dit en commission.

Une question fort précise fut posée par M. De Bremaeker; elle portait sur les missions hors d'Europe. La question était de savoir si pour l'octroi des sursis jusqu'à l'âge de 30 ans pour les missions hors d'Europe toutes les religions étaient comprises dans l'énumération. Je l'ai dit en

commission et je le confirme aujourd'hui, monsieur De Bremaeker. Toutes les religions que vous avez citées tout à l'heure sont comprises dans l'application du bénéfice du sursis jusqu'à l'âge de 30 ans.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord.

In het verslag wordt uitsluitend gesproken over de toepassing van de maatregel op beoefenaars van de erediensten met betrekking tot artikel 14. Geldt het antwoord van de minister ook voor artikel 8?

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Je puis répondre affirmativement. A l'article 8 sont également visées toutes les religions reconnues, à savoir les religions catholique, protestante, juive et islamique.

Je pense avoir ainsi répondu à l'ensemble des questions posées. Toutefois, je laisse sans doute M. Luyten sur sa faim, mais je lui ai dit combien il m'était difficile de le rejoindre lorsqu'il a élevé le débat à un point que nous pouvons difficilement atteindre.

De heer Luyten. — Ik begrijp u, mijnheer de minister. Het antwoord zal morgen moeten komen van de katholieke, Vlaamse rechterzijde.

De heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie. — Dat is een andere zaak. Ik ben alleen maar minister.

Je remercie tous les membres qui sont intervenus. Je demande au Sénat de bien vouloir voter le projet dans l'esprit que le gouvernement a décrit.

Je remercie particulièrement ceux qui, nourrissant des appréhensions à propos de certains aspects sociaux manifestes demandant un effort, ont bien voulu soutenir le contrat conclu par le gouvernement et en comprendre les nécessités profondes. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à la discussion des articles.

Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles du projet de loi en discussion.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen, ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen van het in behandeling zijnde ontwerp van wet.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Artikel één luidt:

Artikel 1. Artikel 1 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° Lichting: de gezamenlijke dienstplichtigen die in aanmerking komen om deel te nemen aan de vorming van het jaarcontingent;

2° Klasse: de gezamenlijke, voor de dienst aangewezen dienstplichtigen van een zelfde lichting;

3° Leeftijdsklasse: de klasse genoemd naar het jaar waarin de dienstplichtige de leeftijd van 19 jaar bereikt;

4° Contingent: de gezamenlijke, tot dezelfde klasse behorende dienstplichtigen die voor het vervullen van de militaire dienst ter beschikking van de militaire overheid zijn gesteld;

5° Ingeschrevene: de dienstplichtige die op de militielijsten is geplaatst en niet is ingeschreven in het register van de wederspanningen en dienstweigeraars;

6° Wederspanning: de dienstplichtige die niet te rechter tijd op de militielijsten is ingeschreven en daarom in het register van de wederspanningen en dienstweigeraars is opgenomen;

7° Dienstweigeraar: de dienstplichtige die in het register van de wederspanningen en dienstweigeraars is opgenomen omdat hij zich niet tijdig heeft aangemeld, hetzij in het recruterings- en selectiecentrum, hetzij voor de keuring in het buitenland, hetzij bij de herkeuringsraad wanneer hij daarnaar verwezen is, hetzij voor een door deze raad gelaste keuring of inobservatiestelling;

8° Uitstel: de overbrenging, op een van de bij de wet bepaalde morele gronden, van de dienstplichtige naar de volgende lichting;

9° Voorlopige afkeuring: de overbrenging, op een van de bij de wet bepaalde lichamelijke gronden, van de dienstplichtige naar de volgende lichting;

10° Vrijstelling: het vrijstellen van enige militaire verplichting in vredes- en oorlogstijd;

11° Vrijlating: het vrijlaten van de werkelijke dienst in vreedstijd; zij wordt verleend op morele grond;

12° Ontheffing: het ontheffen van de werkelijke dienst in vreedstijd; zij wordt verleend aan de voor de dienst geschikt bevonden dienstplichtigen die tot een vroegere lichting dan die van 1987 behoren voor zover hun aantal het contingent overschreed;

13° Dienstneming: de handeling waarbij een Belgisch burger van het mannelijk of het vrouwelijk geslacht zich verbindt om als militair van de actieve kaders, diensten bij het leger te vervullen;

14° Wederdienstneming: de handeling waarbij een militair van de actieve kaders of een dienstplichtige die zijn werkelijke diensttermijn volbrengt of volbracht heeft, zich verbindt om een nieuwe diensttijd te vervullen. »

Article 1^{er}. L'article 1^{er} des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, les expressions suivantes sont définies comme suit:

1° La levée est l'ensemble des miliciens appelés à participer à la formation du contingent annuel;

2° La classe est l'ensemble des miliciens de la même levée désignés pour le service;

3° La classe d'âge est celle qui porte le millésime de l'année pendant laquelle le milicien atteint 19 ans;

4° Le contingent est l'ensemble des miliciens de la même classe remis à l'autorité militaire pour accomplir le service militaire;

5° L'inscrit est le milicien porté sur les listes de milice et qui ne figure pas au registre des réfractaires et des insoumis;

6° Le réfractaire est le milicien qui, n'ayant pas été inscrit en temps utile sur les listes de milice, est porté au registre des réfractaires et des insoumis;

7° L'insoumis est le milicien qui est porté au registre des réfractaires et des insoumis parce qu'il ne s'est pas présenté en temps utile soit au centre de recrutement et de sélection, soit à l'examen médical à subir à l'étranger, soit au conseil de révision lorsqu'il y est renvoyé, soit à un examen médical ou à une mise en observation ordonné par ce conseil;

8° Le sursis est le transfert du milicien à la levée suivante pour une des causes morales déterminées par la loi;

9° L'ajournement est le transfert du milicien à la levée suivante pour une des causes physiques déterminées en vertu de la loi;

10° L'exemption est l'affranchissement de toute obligation militaire en temps de paix et en temps de guerre;

11° La dispense est l'exonération du service actif en temps de paix accordée pour cause morale;

12° La libération est l'exonération du service actif en temps de paix accordée aux miliciens reconnus aptes au service et appartenant à une levée antérieure à celle de 1987 dans la mesure où leur nombre excédait le contingent;

13° L'engagement est l'acte par lequel le citoyen belge de sexe masculin ou féminin s'oblige à effectuer des services dans l'armée en qualité de militaire des cadres actifs;

14° Le rengagement est l'acte par lequel le militaire des cadres actifs ou le milicien qui accomplit ou a accompli son terme de service actif s'oblige à effectuer une nouvelle période de service. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. In het opschrift van hoofdstuk II van dezelfde wetten worden de woorden « en indeling bij de burgerlijke bescherming » geschrapt.

Art. 2. Dans l'intitulé du chapitre II des mêmes lois, les mots « et de l'affectation à la protection civile » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — M. Trussart propose l'insertion d'un article 2bis (nouveau) ainsi rédigé :

« Art. 2bis. L'article 2, § 1^{er}, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Tout citoyen belge de sexe masculin doit accomplir le service militaire. »

« Art. 2bis. Artikel 2, § 1, van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

« § 1. Iedere Belgische burger van het mannelijk geslacht is tot de militaire dienst gehouden. »

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le ministre, lors de la discussion en commission, j'ai défendu, avec d'autres juristes d'ailleurs, le point de vue que la loi sur la milice telle qu'elle existe actuellement permet l'incorporation de citoyens de sexe féminin. C'est la raison pour laquelle j'ai déposé un amendement pour éviter une telle interprétation.

Cet amendement a, en fait, été déposé lors de la discussion des problèmes de dispense, car je n'avais pas eu l'occasion de le présenter à l'article auquel il devait se rapporter.

Je le dépose aujourd'hui dans le cadre de l'article 2 des lois coordonnées et propose d'insérer un article 2bis (nouveau) qui précise clairement que seulement les citoyens belges de sexe masculin doivent accomplir leur service militaire.

J'introduis cet amendement uniquement à titre conservatoire, afin de permettre à l'ensemble des organisations féminines de prendre position sur le problème qui, en tout état de cause, devrait être débattu au Parlement.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je remercie M. Trussart de son intervention, mais je lui demanderais de bien vouloir retirer son amendement car, lorsque j'aurai lu la déclaration suivante, il se rendra compte que cet amendement n'a plus de portée pratique.

« Si, à l'article 2bis des lois coordonnées sur la milice, le législateur a éprouvé le besoin de préciser que l'expression « citoyen belge » devait s'entendre des citoyens de sexe masculin et féminin, c'est que, manifestement, l'expression « tout citoyen » de l'article 2, paragraphe 1^{er}, doit s'analyser restrictivement et être comprise comme signifiant « tout citoyen belge de sexe masculin. »

S'il en allait autrement, le législateur eût utilisé l'expression qui figure à l'article 2bis ou une autre similaire telle que « tout citoyen et toute citoyenne ».

En tout état de cause, je déclare formellement que les termes « tout citoyen belge », utilisés à l'article 2, paragraphe 1^{er}, des lois coordonnées sur la milice ne visent que les seuls Belges de sexe masculin. Ma réponse est très claire à cet égard.

M. le Président. — La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, je me réfère à l'avis d'une série de juristes qui estiment que ces arguments ne sont pas péremptoirs et que, dès lors, la possibilité reste ouverte à n'importe quel gouvernement d'incorporer actuellement les femmes dans le contingent.

En conséquence, je maintiens mon amendement.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

De heer Van In c.s. stelt eveneens voor een artikel 2bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 2bis. Artikel 2, § 1, van dezelfde wetten wordt aangevuld als volgt :

« Voor zover deze bepaling niet strijdig is met de internationale verdragen en de betrokkenen in hun land van herkomst geen dienstplicht hebben vervuld, zijn ook dienstplichtig : de vreemdelingen die in België geboren zijn, er hun onderwijs hebben genoten, er hun hoofdverblijf hebben en zich niet bevinden onder één van de uitsluitingsvoorwaarden als bepaald bij artikel 15 van deze wet. »

« Art. 2bis. L'article 2, § 1^{er}, des mêmes lois est complété par le texte suivant :

« Sont également miliciens, pour autant que la présente disposition n'est pas contraire aux traités internationaux et que les intéressés n'ont pas accompli d'obligations militaires dans leur pays d'origine : les étrangers qui sont nés en Belgique, y ont fait leurs études, y ont leur résidence principale et ne se trouvent pas dans une des conditions d'exclusion prévues par l'article 15 de la présente loi. »

Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal dit nieuwe artikel zo bondig mogelijk toelichten, hoewel u mij toch zal toestaan enige klemtoon te leggen op de achtergronden van deze aangelegenheid.

Het amendement dat ertoe strekt vreemdelingen in bepaalde omstandigheden vatbaar te verklaren voor legerdienst, is niet ingegeven door enige rancune, noch door enig vooroordeel. De geveerde vreemdelingen moeten trouwens aan vier zeer duidelijk voorwaarden voldoen. Ik citeer : ten eerste, in België geboren zijn, ten tweede, in België gestudeerd hebben, ten derde, België als hoofdverblijfplaats hebben, en ten vierde, niet onderworpen zijn aan het vervullen van de dienstplicht in het land van herkomst.

Wij zijn de rapporteur dankbaar omdat in het verslag bepaalde gegevens werden verstrekt nopens de al of niet wederkerigheid, met andere woorden, nopens de tractaatzekerheid of -onzekerheid. Mijnheer de Voorzitter, de gegevens die u in bijlagen bij het verslag vindt zijn zeer duidelijk. Men kan eruit afleiden dat het merendeel van de vreemdelingen die door deze maatregel zouden kunnen worden geveerd, niet onder dit tractaat van wederkerigheid valt. Het is nogal evident dat Columbia, Cuba, Nederland, Groot-Brittannië en zelfs Italië, als dusdanig niet in aanmerking kunnen komen voor de toepassing van deze maatregel.

Er is natuurlijk meer. Het is ook een zaak van immanente gerechtigheid. Ik verwijs naar de voorwaarden zoals ze werden gesteld en naar de sociologische en economische competitie die kan ontstaan tussen twee jongeren van dezelfde leeftijd die zich in dezelfde omstandigheden bevinden, maar van wie de ene wel en de andere geen legerdienst moet vervullen. Dat is het sociaal-economisch gegeven.

Dan is er nog het algemeen maatschappelijk gegeven. Hiervoor verwijs ik naar de door ons goedgekeurde wet op de nationaliteit van 28 juni 1984. De artikelen 13 en 14 van deze wet bepalen uitdrukkelijk dat de door mij in dit amendement geveerde personen bijna « op verklaring » van nationaliteit kunnen veranderen. Inderdaad, het zijn de personen die hier geboren zijn, die tussen 18 en 22 jaar oud zijn, die hier hun hoofdverblijfplaats hebben of hier sedert de leeftijd van 14 jaar verblijven, die op verklaring, van nationaliteit kunnen veranderen.

Al deze elementen samengenomen bewijzen a fortiori de ernst van mijn stelling. Ik kan daar nog het regeringsargument aan toevoegen — dat de minister heeft het hier zoëven herhaald — dat stelt dat er tussen nu en het einde van de jaren 80, 4 à 10 000 dienstplichtigen nodig zijn. Er bestaat, mijnheer de Voorzitter, niet de minste twijfel dat door tegemoet te komen aan een maatschappelijk fenomeen en door rekening te houden met een sociaal-economisch gegeven, deze dienstplichtigen kunnen worden gevonden. Met andere woorden, door de door mij voorgestelde maatregel van uiterste rechtvaardigheid toe te passen zult u het gebrek aan uitsluitingen en de onrechtvaardigheden die door deze wet zullen ontstaan, kunnen vermijden.

Mijnheer de Voorzitter, sta mij ook toe de hypocrisie aan te klagen die is vervat in het ontwerp en die erin bestaat ten aanzien van de

vreemdelingen die wel van nationaliteit veranderen, de leeftijd voor legerdienst op te trekken tot meer dan 30 jaar.

Mijnheer de minister, kunt u zich de situatie voorstellen van dienstplichtigen ouder dan 30 jaar die hun legerdienst moeten vervullen samen met jonge dienstplichtigen van 18 en 19 jaar? Dat is een absurde situatie die men alleen maar kan aanklagen.

In de commissie heeft men gezegd dat men akkoord ging met de morele draagwijdte van mijn voorstel, maar dat dit zou moeten worden gekoppeld aan een aanpassing van de wet van 28 juni 1984 op de nationaliteit. Ik heb deze tekst klaargemaakt en ben ertoe bereid, wanneer dit amendement wordt aanvaard, een voorstel van wet in te dienen dat ertoe strekt die jongeren die aan de aangepaste dienstplichtwet voldoen en hun legerdienst vervullen, de Belgische nationaliteit te laten verwerven, tenzij ze zich hietegen verzetten. Men kan natuurlijk niemand verplichten van nationaliteit te veranderen.

Mijnheer de Voorzitter, ziedaar een aantal argumenten die verdienen bekeken te worden. Afgezien van de werkelijke integratie die door de goedkeuring van dit amendement in de hand zou worden gewerkt, gaat het hier ook om een maatregel van loutere rechtvaardigheid. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Michel.

De heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag de vergadering het amendement niet aan de nemen.

Wat de dienstplicht voor vreemdelingen betreft, moet ik eraan herinneren dat de militaire dienst van oudsher als burgerlijke en politieke verplichting wordt beschouwd. Hiermee rekening houdend kan hij alleen worden opgelegd aan Belgische burgers, ongeacht de wijze waarop deze de Belgische nationaliteit bezitten, verwerven of opnieuw verkrijgen. Ik meen dat er geen enkele reden voorhanden is om thans van dit beginsel af te wijken. Indien vreemdelingen worden verplicht militaire dienst in België te vervullen, dan kan daarenboven worden gevreesd dat de landen, waarvan zij onderdaan zijn, de Belgen die daar verblijven, dezelfde verplichting zullen opleggen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil alleen even zeggen dat wat de minister in zijn antwoord aanhaalt noch door de Grondwet, noch door de wet wordt gesteund. Nergens staat geschreven dat het verboden zou zijn mensen die de Belgische nationaliteit niet bezitten legerdienst te laten doen. Integendeel, de Grondwet bepaalt dat de legerdienst bij wet wordt geregeld en dat vreemdelingen dezelfde wetten moeten naleven.

Wat het tweede deel van het antwoord van de minister betreft, vind ik het eens te meer hypocriet van de regering — ik neem aan dat de minister van Binnenlandse Zaken daar in zijn positie niet persoonlijk voor verantwoordelijk is —, dat men de zaak niet in overweging wil nemen hoewel er een element van uiterste rechtvaardigheid speelt en hoewel het terzelfder tijd beantwoordt aan de bekommerning om het contingent te bekomen.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

Artikel 3 luidt:

Art. 3. In dezelfde wetten worden opgeheven:

— Artikel 2, § 5;

— Artikel 3, § 5, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976.

Art. 3. Sont abrogés dans les mêmes lois:

— L'article 2, § 5;

— L'article 3, § 5, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1976.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. Artikel 4, § 2, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 2. Wie Belg wordt tussen zijn 16e en 33e jaar wordt, zo hij niet meer in aanmerking komt voor de lichting waartoe hij door zijn leeftijd behoort, ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichting of,

indien hij niet meer aan de verrichtingen van deze lichting kan deelnemen, op de militielijsten van de volgende lichting. »

Art. 4. L'article 4, § 2, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante:

« § 2. Celui qui devient belge entre 16 et 33 ans, s'il ne peut plus participer aux opérations de la levée à laquelle son âge le rattache, est inscrit sur les listes de la levée en cours ou, s'il ne peut plus participer aux opérations de cette levée, sur les listes de la levée suivante. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Artikel 7, § 2, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 2. De wederspanning, zijn vader, zijn moeder of zijn wettelijke vertegenwoordiger, kunnen daartegen in beroep gaan bij de minister van Binnenlandse Zaken.

De minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij machtigt, beoordeelt de aangevoerde gronden van verschoning.

Wordt het beroep toegewezen, dan wordt de betrokkene uit het register der wederspanningen en dienstweigeraars geschrapt en op de militielijsten van de lopende lichting ingeschreven. Indien hij reeds voor het recrutings- en selectiecentrum is verschenen, wordt hij behandeld zoals de dienstplichtigen met wie hij verschenen is. »

Art. 5. L'article 7, § 2, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante:

« § 2. Le réfractaire, son père, sa mère ou son représentant légal peut introduire un recours auprès du ministre de l'Intérieur.

Le ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue apprécie les motifs d'excuse invoqués.

Si le recours est accueilli, l'intéressé est rayé du registre des réfractaires et des insoumis et inscrit sur les listes de la levée en cours. S'il a déjà comparu au centre de recrutement et de sélection, il suit le sort des miliciens avec lesquels il a comparu. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. In de Nederlandse tekst wordt het opschrift van hoofdstuk IV, afdeling II, van dezelfde wetten vervangen door het volgend opschrift:

« Afdeling II. — Vervroegde oproeping. »

Art. 6. Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre IV, section II, des mêmes lois est remplacé par l'intitulé suivant:

« Afdeling II. — Vervroegde oproeping. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. Artikel 9, tweede lid, van dezelfde wetten wordt vervangen door het volgend lid:

« De bepalingen van afdeling III, met uitzondering van artikel 11, en van de afdelingen IV en VI van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de dienstplichtige die om vervroegde oproeping verzoekt of die tot vervroegde oproeping toegelaten wordt. »

Art. 7. L'article 9, alinéa 2, des mêmes lois est remplacé par l'alinéa suivant:

« Les dispositions de la section III, à l'exception de l'article 11, et des sections IV et VI du présent chapitre ne sont pas applicables au milicien qui demande ou est admis à servir par devancement d'appel. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 8 luidt:

Art. 8. Artikel 10 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1964, 1 december 1976 en 19 juli 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 10. § 1. Zolang de ingeschrevene in aanmerking komt voor het contingent van een lichting, genoemd naar een der jaren waarin hij de leeftijd van 19 tot 23 jaar bereikt, kan hij een uitstel verkrijgen waardoor hij telkens naar de volgende lichting overgaat, indien hij aan een der hierna gestelde vereisten voldoet:

1° De onmisbare kostwinner van vader en moeder of van één van beiden of, zo dezen overleden zijn, van zijn grootouders of van één van beiden, dan wel van een of meer verweesde broeders of zusters.

Met vader of moeder wordt gelijkgesteld degene die de verweesde of verlaten dienstplichtige sedert ten minste vier jaar te zijnen laste heeft, op het ogenblik dat deze de leeftijd van achttien jaar bereikt.

Opdat een dienstplichtige als onmisbare kostwinner kan worden erkend, is tegelijkertijd vereist:

a) Dat het ingebrachte bedrijfsinkomen voor het gezinsonderhoud onmisbaar is;

b) Dat de vader of de moeder, de grootvader of de grootmoeder overleden is of de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt;

c) Dat het samengevoegd inkomen van de vader en de moeder of van de daarmede gelijkgestelde personen, of van de grootouders of van de verweesde broeders of zusters, niet meer bedraagt dan 240 000 frank, verhoogd met een vierde per persoon ten laste overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake de personenbelasting of met het bedrag van de bij die belasting vrijgestelde kinderbijslag, voor de personen ten laste voor wie dit bedrag het vierde overschrijdt. Voor elke lichting vanaf de lichting 1989 wordt voormeld bedrag aangepast op basis van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen van de maand oktober van het voorlaatste jaar dat aan het jaar van die lichting voorafgaat, waarbij het algemeen indexcijfer van de maand oktober 1986 als richtcijfer wordt genomen. Het aldus aangepast bedrag wordt tot op de naasthogere duizend frank afgerond.

Voor de toepassing van de voorgaande bepaling worden de personen wier inkomen met dat van het gezinshoofd wordt samengevoegd, steeds als ten laste van deze beschouwd.

Het in aanmerking te nemen inkomen is dat van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar vóór dat waarin de aanvraag om uitstel wordt ingediend. Het stemt overeen met het geheel van de netto-inkomsten, met dien verstande dat deze worden vastgesteld volgens de regels van toepassing op de zetting van de personenbelasting, of naar analogie van die regels, wanneer het niet-belastbare inkomen betreft.

Nochtans zijn de militieraad en de Hoge Militieraad gerechtigd rekening te houden, hetzij met de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan de datum waarop de aanvraag is ingediend, hetzij met de vermoedelijke inkomsten van het lopende jaar wanneer bewezen is dat deze niet meer bedragen of zullen bedragen dan het bedrag bedoeld in c.

De minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de vorm van de inkomstenaangifte, welke tot staving van de aanvragen dient te worden overgelegd, zomede de maatregelen om de waarachtigheid ervan te controleren.

Ten dezen, evenals ten aanzien van het onderzoek der andere in deze § 1, 1°, gestelde voorwaarden, is opgeheven het ambtsgeheim dat krachtens de wetten op de inkomstenbelastingen aan de ambtenaren van het bestuur der Directe Belastingen is opgelegd.

De inkomsten van hen die hun werkelijke en gewone verblijfplaats in het buitenland hebben, mogen geraamd worden, rekening houdende met het verschil van koopkracht van de munt;

2° Hij die onmisbaar is voor een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf, dat hij uitoefent:

a) Voor rekening van zijn ouders;

b) Voor zijn eigen rekening;

3° De leerlingen die regelmatig de volledige dagcursussen volgen in een Belgische of buitenlandse onderwijsinstelling die niet in § 2 is bedoeld, alsook de jongeren die verbonden zijn door een leerovereenkomst gesloten overeenkomstig de in België of in het buitenland geldende wettelijke of verordenende bepalingen.

§ 2. Op uitstel zoals bepaald in § 1, hebben recht met dien verstande evenwel dat de leeftijd van 23 jaar, die het jaartal van de laatste lichting bepaalt, op 25 jaar wordt gebracht:

1° De ingeschrevenen die regelmatig de volledige dagcursussen volgen, hetzij aan een universiteit, hetzij aan een andere door het Rijk georganiseerde, erkende of gesubsidieerde instelling van hoger onderwijs, hetzij aan een buitenlandse universiteit of gelijkwaardige instelling van hoger onderwijs.

2° De zeeofficieren, de leerlingen van de zeevaart- en visserijsscholen, de vakbekwame machinisten, stokers en matrozen van de staatsmarine, de koopvaardijvloot en de vissersvloot.

§ 3. Deze leeftijd wordt gebracht op 28 jaar voor de ingeschrevenen die regelmatig de volledige dagcursussen volgen aan een onderwijsinstelling bedoeld in § 2, waarvan de studiecycclus met inbegrip van de specialisaties die rechtstreeks verband houden met deze studie, ten minste zes jaar bedraagt.

§ 4. Hij wordt gebracht op 30 jaar voor de ingeschrevenen die zich op missiewerk buiten Europa of laat op het geestelijk ambt voorbereiden en het onderwijs volgen dat hen daartoe opleidt.

§ 5. Hij wordt gebracht op 32 jaar voor de ingeschrevenen die geneesheer zijn en die zich specialiseren in een tak van de geneeskunde.

§ 6. De aanvragen om uitstel die voldoen aan de voorwaarden van § 1, 3°, en van de §§ 2 tot 5, en die ingediend zijn tijdens de normale termijnen, worden ingewilligd door de arrondissementscommissarissen, behoudens andersluidende beslissing van de minister van Binnenlandse Zaken binnen de maand na het verstrijken van bovenbedoelde termijnen.»

Art. 8. L'article 10 des mêmes lois, modifié par des lois des 4 juillet 1964, 1^{er} décembre 1976 et 19 juillet 1983, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 10. § 1^{er}. Aussi longtemps qu'il est appelé à former le contingent d'une levée portant le millésime d'une des années pendant lesquelles il atteint l'âge de 19 à 23 ans, l'inscrit est en droit d'obtenir un sursis, le rattachant chaque fois à la levée suivante, s'il réunit une des conditions fixées ci-après:

1° Celui qui est l'indispensable soutien de ses père et mère ou de l'un d'eux, ou, si ceux-ci sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux, ou d'un ou plusieurs frères ou sœurs orphelins.

Est assimilée au père ou à la mère, la personne qui a le milicien orphelin ou abandonné à sa charge depuis quatre ans au moins lorsque ce dernier atteint l'âge de dix-huit ans.

Pour qu'un milicien soit reconnu indispensable soutien de famille, il faut à la fois:

a) Que l'appoint de ses ressources professionnelles soit indispensable pour assurer l'entretien de la famille;

b) Que le père ou la mère, l'aïeul ou l'aïeule soit décédé ou ait atteint l'âge de 60 ans;

c) Que les ressources cumulées du père et de la mère, ou des personnes y assimilées ou de aïeuls ou des frères et sœurs orphelins, n'excèdent pas la somme de 240 000 francs, augmentée d'un quart par personne à charge, au sens de dispositions légales concernant l'impôt des personnes physiques ou du montant des allocations familiales immunisé dudit impôt pour les personnes à charge à l'égard desquelles ce montant excède le quart. Pour chaque levée à partir de la levée de 1989, le montant précité est adapté sur la base de l'indice général des prix à la consommation du mois d'octobre de la pénultième année précédant l'année de cette levée, l'indice général du mois d'octobre 1986 étant pris comme référence. Le montant ainsi adapté est arrondi au millier de francs supérieur.

Pour l'application de la disposition qui précède, les personnes dont les ressources sont cumulées avec celles du chef de famille sont toujours considérées comme étant à charge de celui-ci.

Les ressources à envisager sont celles de l'année civile antérieure à celle qui précède la date de l'introduction de la demande de sursis. Elles correspondent à l'ensemble des ressources nettes, celle-ci étant déterminées suivant les règles applicables à l'assiette de l'impôt des personnes physiques ou par analogie avec ces règles lorsqu'il s'agit de ressources non imposables.

Toutefois, le conseil de milice et le Conseil supérieur de milice peuvent prendre en considération soit les ressources de l'année civile qui précède la date de l'introduction de la demande, soit les ressources présumées de l'année en cours, s'il est établi qu'elles n'excèdent ou n'excéderont pas le montant visé au c.

Le ministre de l'Intérieur détermine la forme de la déclaration des ressources à produire à l'appui des demandes, ainsi que les mesures à prendre pour en contrôler l'exactitude.

En cette matière, de même que pour la vérification des autres conditions déterminées au présent § 1^{er}, 1°, est levé le secret professionnel imposé aux fonctionnaires de l'administration des Contributions directes en vertu des lois relatives aux impôts sur les revenus.

Les ressources de ceux qui ont leur résidence effective et habituelle à l'étranger peuvent être évaluées en tenant compte de la différence du pouvoir d'achat de la monnaie;

2° Celui qui est indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale, à laquelle il se livre:

a) Pour le compte de ses parents;

b) Pour son propre compte;

3° Les étudiants qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein dans un établissement d'enseignement belge ou étranger non visé au § 2, de même que les jeunes gens qui sont liés par un contrat d'apprentissage conclu en vertu des dispositions légales ou réglementaires en vigueur en Belgique ou à l'étranger.

§ 2. Sont en droit d'obtenir des sursis comme il est prévu au § 1^{er}, l'âge de 23 ans déterminant le millésime de la dernière levée étant toutefois porté à 25 ans:

1° Les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein soit d'une université, soit d'un autre établissement d'enseignement supérieur organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat, soit d'une université ou établissement d'enseignement supérieur étranger d'un niveau équivalent;

2° Les officiers de marine, les élèves des écoles de navigation et des écoles de pêche, les mécaniciens, chauffeurs et matelots spécialisés de la marine de l'Etat, de la marine marchande et de la flotte de pêche.

§ 3. Cet âge est porté à 28 ans pour les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein dans un établissement d'enseignement visé au § 2, dont le cycle d'études, y compris les spécialisations liées directement à ces études, comporte six ans au moins.

§ 4. Il est porté à 30 ans pour les inscrits qui se destinent à une œuvre de mission hors d'Europe ou tardivement au ministère ecclésiastique et suivent l'enseignement qui les y prépare.

§ 5. Il est porté à 32 ans pour les inscrits qui sont médecins et qui se spécialisent dans une branche de l'art de guérir.

§ 6. Les demandes de sursis, répondant aux conditions du § 1^{er}, 3°, et des §§ 2 à 5 et introduites durant les délais normaux, sont agréées par les commissaires d'arrondissement, sous réserve d'une décision contraire du ministre de l'Intérieur intervenant dans le mois qui suit l'expiration des délais susvisés. »

De heer Kenzeler c.s. stelt volgend amendement voor:

« Artikel 10, § 1, zoals voorgesteld door dit artikel aan te vullen met een 4^o, luidende:

« 4^o De rijksmijnningenieurs en het ondergrondse mijnpersoneel. »

« A l'article 10, § 1^{er}, proposé par cet article, ajouter un 4^o, libellé comme suit:

« 4^o Les ingénieurs du corps des mines et le personnel du fond de la mine. »

Het woord is aan de heer Kenzeler.

De heer Kenzeler. — Mijnheer de Voorzitter, het gaat hier over de rijksmijnningenieurs en over de mijnwerkers.

Mijnheer de minister, ik zou graag bij u en uw collega's uit de meerderheid wat meer begrip vinden voor de mijnwerkers die zeker niet in rooskleurige omstandigheden leven. Het gaat hier toch maar om enkele tientallen personen, gezien de beslissing van de regering om het oostelijk deel van de Kempense mijnen te sluiten.

Dat argument van het kleine aantal werd wel aanvaard bij een vorig amendement betreffende de zeelieden.

Ik vraag u ook iets te doen voor de mijnwerkers die, zoals de heer Luyten het daarstraks zo fijn heeft uitgedrukt, ooit de eerste burgers van het land waren. Geef hun toch waar zij volgens mij recht op hebben en neem dit amendement aan.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Van Ooteghem c.s. stelt volgende amendementen voor:

« A. Aan artikel 10, § 1, zoals voorgesteld door dit artikel, een 1^obis toe te voegen, luidende:

« 1^obis. De rijksmijnningenieurs en het ondergronds mijnpersoneel. »

B. In artikel 10, zoals voorgesteld door dit artikel, § 4 te vervangen als volgt:

« § 4. Hij wordt gebracht op 30 jaar:

1° Voor de ingeschrevenen die zich op missiewerk buiten Europa of laat op het geestelijk ambt voorbereiden en het onderwijs volgen dat hen daartoe opleidt;

2° Voor ingeschrevenen die rijksmijnningenieur of ondergronds mijnningenieur zijn of die voor het laatste jaar zijn ingeschreven of hun studies met het oog op het behalen van het diploma van burgerlijk mijnningenieur pas beëindigd hebben en verklaren de bedoeling te hebben rijksmijnningenieur of ondergronds mijnningenieur te worden. »

« A. A l'article 10, § 1^{er}, tel qu'il est proposé à cet article, insérer un 1^obis rédigé comme suit:

« 1^obis. Les ingénieurs du corps des mines et le personnel du fond de la mine. »

B. A l'article 10, tel qu'il est proposé à cet article, remplacer le § 4 par le texte suivant:

« § 4. Il est porté à 30 ans:

1° Pour les inscrits qui se destinent à une œuvre de mission hors d'Europe ou tardivement au ministère ecclésiastique et suivent l'enseignement qui les y prépare;

2° Pour les inscrits qui sont ingénieurs du corps des mines ou ingénieurs du fond de la mine ou qui, étant inscrits en dernière année ou venant de terminer les études en vue d'obtenir le diplôme d'ingénieur civil des mines, déclarent avoir l'intention de devenir ingénieurs du corps des mines ou ingénieurs du fond de la mine. »

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb een amendement ingediend dat ongeveer gelijk loopt met het amendement van de heer Kenzeler.

Tijdens de algemene bespreking heb ik reeds gepleit voor het behoud van de huidige regeling voor de ondergrondse mijnwerkers en de rijksmijnningenieurs.

De regering heeft dat in de commissie afgewimpeld met het argument dat het te veel personen betreft.

Aansluitend bij wat de heer Kenzeler heeft gezegd, blijkt dat door het Sylvesterakkoord van de regering het aantal mijnwerkers gevoelig wordt beperkt.

Vooraleer over deze aangelegenheid te stemmen, dacht ik dat het ernstig zou zijn als de regering ons precieze cijfers geeft over het aantal mensen dat na uitvoering van het plan-Gheyselinck in aanmerking komt voor vrijstelling als mijnwerker.

Wij kunnen toch niet stemmen wanneer wij geen cijfers hebben over het aantal hierbij betrokken personen. Het is zeer belangrijk te weten of het gaat om 50, 100 of 1 000 personen. Het kan natuurlijk de stemming gevoelig beïnvloeden wanneer men weet dat het maar om een paar tientallen mensen gaat. In dat geval zal men waarschijnlijk van oordeel zijn dat het niet nodig is de mijnwerkers nog eens die psychologische druk te laten ondergaan. Dan zou het beter zijn die vrijstelling voor mijnwerkers te behouden.

Wanneer de regering kan bewijzen dat het om duizenden personen gaat neem ik aan dat het probleem enigszins anders ligt. Hoe dan ook, ik vraag de minister precieze cijfers.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

M. Trussart propose les amendements que voici:

« Apporter les modifications suivantes à l'article 10 proposé par cet article:

A. Au § 1^{er}, premier alinéa, remplacer le nombre « 23 » par « 32 ».

B. Au § 1^{er}, remplacer le 3^o par la disposition suivante:

« 3^o Celui qui suit régulièrement les cours du jour à temps plein d'un établissement d'enseignement belge ou étranger. »

C. Au § 1^{er}, ajouter un 4^o, 5^o et 6^o rédigés comme suit:

« 4^o Celui qui est lié par un contrat d'apprentissage conclu en vertu des dispositions légales ou réglementaires en vigueur en Belgique ou à l'étranger;

5° Celui qui se destine à une œuvre de mission hors d'Europe ou tardivement au ministère ecclésiastique et suit l'enseignement qui l'y prépare;

6° Celui qui est médecin et qui se spécialise dans une branche de l'art de guérir.»

D. Supprimer les §§ 2 à 5.

E. A la deuxième ligne du § 6, supprimer les mots « 3°, et des §§ 2 à 5 ».

F. Au § 1^{er}, ajouter un 7° libellé comme suit :

« 7° Celui qui avant l'âge de 25 ans réside avec ses parents à l'étranger dans un pays non limitrophe, la Grande-Bretagne exceptée. »

« In artikel 10, zoals voorgesteld door dit artikel, de volgende wijzigingen aan te brengen :

A. In § 1, eerste lid, het getal « 23 » te vervangen door het getal « 32 ».

B. In § 1, het 3° te vervangen als volgt :

« 3° Hij die regelmatig de volledige dagcursussen volgt in een Belgische of buitenlandse onderwijsinrichting. »

C. Paragraaf 1 aan te vullen met een 4°, 5° en 6°, luidende :

« 4° Hij die verbonden is door een leerovereenkomst, gesloten overeenkomstig de in België of in het buitenland geldende wetten of verordeningen;

5° Hij die zich voorbereidt op missiewerk buiten Europa of laattijdig op een kerkelijk ambt, en het onderwijs volgt dat hem daartoe opleidt;

6° Hij die geneesheer is en zich specialiseert in een tak van de geneeskunde. »

D. De §§ 2 tot 5 te doen vervallen.

E. Op de tweede regel van § 6, de woorden « 3°, en van de §§ 2 tot 5 » te doen vervallen.

F. Paragraaf 1 aan te vullen met een 7°, luidende :

« 7° Hij die vóór de leeftijd van 25 jaar samen met zijn ouders verblijft in een niet-aangrenzend land, Groot-Brittannië uitgezonderd. »

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, pour ces amendements et tous les suivants, sauf ceux qui sont relatifs à l'article 14, je me réfère à mes justifications écrites.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, me référant à la réponse générale que j'ai donnée concernant les mineurs, ainsi qu'à l'excellent rapport de M. Flagothier, je demande le rejet de ces amendements.

M. Van Ooteghem. — Quel est le nombre de mineurs ?

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Je ne puis de mémoire vous le dire de manière précise, mais ils étaient, si mes souvenirs sont exacts, un peu plus de deux cents.

M. Van Ooteghem. — Après le plan Gheyselincx ?

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Si vous me demandez des renseignements sur l'avenir, je ne puis évidemment vous répondre, mais peut-être êtes-vous mieux à même que moi de le prévoir ?

Qu'ils soient au nombre de 200 ou de 250, peu importe. Les arguments que j'ai développés sont toujours valables, monsieur le Président. Je ne veux, en aucun cas, tromper les jeunes en les orientant dans une voie définitivement fermée.

M. le Président. — Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

De heer De Bremaeker c.s. stelt volgend amendement voor :

« Aan het tweede lid van artikel 10, § 1, 1°, c, zoals voorgesteld door dit artikel, de volgende woorden toe te voegen :

« ... met dien verstande dat de wezen van vader en/of moeder of de daarmee gelijkgestelde personen die recht hebben op kinderbijslag, voor twee personen ten laste tellen. »

« Compléter le deuxième alinéa de l'article 10, § 1^{er}, 1°, c, tel qu'il est proposé à cet article, par ce qui suit :

« ...étant entendu que les orphelins de père et/ou de mère ou des personnes y assimilées qui ont droit aux allocations familiales, comptent pour deux personnes à charge. »

Het woord is aan de heer De Bremaeker.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, wat wij in dit amendement voorstellen, kwam ook reeds ter sprake in de commissie. De minister en zijn medewerkers hebben daar toen ook uitleg over verstrekt.

Wij hebben echter dit probleem nogmaals onderzocht en kwamen tot de vaststelling dat ons amendement wel degelijk zin heeft. Het antwoord dat ons werd verstrekt, stemt immers niet volledig overeen met de werkelijkheid. De wetgeving waarnaar werd verwezen, werd in 1983 gewijzigd.

Ons amendement strekt ertoe aan het tweede lid van artikel 10, paragraaf 1, 1°, c, zoals voorgesteld in de tekst, de volgende woorden toe te voegen : « ... met dien verstande dat de wezen van vader en/of moeder of de daarmee gelijkgestelde personen die recht hebben op kinderbijslag, voor twee personen ten laste tellen ».

Dit amendement geeft blijk van een grotere sociale rechtvaardigheid. Wij hebben een voorbeeld uitgewerkt om dit aan te tonen. Wij vergelijken twee gezinnen met vrij gelijkaardige bestaansmiddelen.

In het ene gezin zijn vader en moeder in leven. Vader is pensioengerechtigd, moeder werkt niet en er is één kind ten laste. De andere zoon werkt en vraagt vrijlating of uitstel als kostwinner. De volgens de wet toegestane bestaansmiddelen zijn : het basisbedrag van 240 000 frank te vermeerderen met twee maal 60 000 frank, zijnde één vierde van 240 000 frank voor de echtgenote ten laste en voor het kind ten laste. Wij komen zo tot 360 000 frank. De werkelijke inkomsten van het gezin kunnen er als volgt uitzien : een pensioen van de vader van 27 000 frank per maand of 324 000 frank per jaar. De kinderbijslag voor één kind ouder dan zes jaar bedraagt 33 360 frank per jaar. De bestaansmiddelen van dit gezin bedragen 357 360 frank. Deze zoon wordt vrijgesteld omdat de bestaansmiddelen van het gezin lager zijn dan 360 000 frank.

Het tweede geval is een weduwe of weduwnaar met overlevingspensioen, en één kind ten laste. Het andere kind werkt en vraagt vrijlating of uitstel als kostwinner. De toegelaten bestaansmiddelen bedragen ingevolge de wet 300 000 frank : 240 000 basisbedrag te vermeerderen met 60 000 of een vierde van 240 000 voor één kind ten laste. Passen wij dit bedrag aan artikel 10, paragraaf 1, 1°, c, moet de wezentoeslag, indien hij hoger is dan het kindergeld van 60 000 frank, daarin in zijn geheel worden opgenomen. Zo komen wij tot 345 000 frank. De werkelijke inkomsten bedragen 357 600 frank. Deze zoon wordt niet vrijgesteld omdat de bestaansmiddelen van het gezin hoger zijn dan 345 600 frank en lager dan 360 000 frank.

In vrijwel identieke gevallen van bestaansmiddelen is de familie met weeskinderen benadeeld ten opzichte van de gewone familie.

In de commissie werd verklaard dat reeds een fiscale ingreep werd gedaan ten gunste van een gezin met weeskinderen. Dit lijkt echter niet het geval te zijn. De berekeningswijze is precies dezelfde. Wel wordt voor een gezin met weeskinderen achteraf een belastingvermindering toegestaan van 7 200 tot 8 000 frank.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Michel.

De heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie. — Mijnheer de Voorzitter, de heer De Bremaeker wenst dat de wezen van vader en/of moeder die recht hebben op kinderbijslag voor twee personen ten laste in aanmerking zouden worden genomen bij de berekening van het toegelaten maximumbedrag inzake het uitstellen of de vrijlating als kostwinner. Luidens artikel 10, paragraaf 1, 1°, van de dienstplichtwetten moeten zowel de inkomsten als het toegelaten maximumbedrag worden berekend volgens de fiscale wetten en verordeningen.

Ik meen dat het niet aangewezen is thans van deze normen af te wijken. Daarenboven wens ik te herhalen dat de fiscale wetgeving bepaalde voordelen toekent aan de overlevende echtgenoot, wat is weerspiegeld in zijn of haar fiscale toestand. Het lijkt mij dan ook niet noodzakelijk te zijn naast deze fiscale voordelen nog bijkomende voordelen inzake militie te verlenen.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

MM. Lafosse et Paque proposent l'amendement que voici :

« Remplacer le § 5 de l'article 10, proposé par cet article, par la disposition suivante :

« § 5. Il est porté à 32 ans pour les inscrits qui sont docteurs en médecine ou docteurs en médecine vétérinaire et qui se spécialisent dans leur profession. »

« Artikel 10, § 5, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« § 5. Hij wordt gebracht op 32 jaar voor de ingeschrevenen die doctor in de geneeskunde of doctor in de diergeneeskunde zijn en die zich specialiseren in hun vak. »

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Nous nous référons à la justification écrite de l'amendement, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 8 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 8 zijn aangehouden.

Art. 9. Artikel 11 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. De ingeschrevene die na het verstrijken van de termijn gesteld voor de indiening van de aanvragen om uitstel, maar vóór de beëindiging van zijn werkelijke dienststermijn, ingevolge het overlijden van een gezinslid, de bij artikel 10, § 1, 1^o, of bij artikel 12, § 1, 1^o, gestelde voorwaarden vervult, heeft recht, naargelang van het geval, op een buitengewoon uitstel, waardoor hij naar de volgende lichting overgaat, of op een vrijlating. Wanneer de dienstplichtige wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen, wordt de aanvraag om buitengewoon uitstel beschouwd als een aanvraag om vrijlating.

§ 2. Inzake het verlenen van dat uitstel of van die vrijlating zijn de militieraad en de Hoge Militieraad bevoegd om met de vermoedelijke inkomsten van het volgende jaar rekening te houden.

§ 3. Indien de aanvraag, uitgaande van een tot vervroegde oproeping toegelaten ingeschrevene, wordt ingewilligd, wordt het buitengewoon uitstel, in afwijking van de bepalingen van artikel 10, § 1, toegestaan met de lichting genoemd naar het jaar waarin hij de leeftijd van 18 jaar bereikt.

Een eventuele vrijlating met toepassing van artikel 12, § 1, 5^o, kan evenwel slechts worden toegepast na de lichting genoemd naar het jaar waarin hij de leeftijd van 24 jaar bereikt.

§ 4. Maakt de belanghebbende deel uit van het contingent van een latere lichting, dan wordt hem de eventueel reeds volbrachte dienstdienst aangerekend. »

Art. 9. L'article 11 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. L'inscrit qui, après l'expiration du délai imparti pour l'introduction des demandes de sursis, mais avant d'avoir achevé son terme de service actif, vient à remplir, par suite du décès d'un membre de la famille, les conditions déterminées à l'article 10, § 1^{er}, 1^o, ou à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, a droit, selon le cas, à un sursis extraordinaire le rattachant à la levée suivante ou à une dispense. Lorsque le milicien, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis, la demande de sursis extraordinaire est considérée comme une demande de dispense.

§ 2. Pour l'octroi de ce sursis ou de cette dispense, le conseil de milice et le Conseil supérieur de milice peuvent avoir égard aux ressources présumées de l'année suivante.

§ 3. Si la demande, émanant d'un inscrit admis au devancement d'appel, est agréée, le sursis extraordinaire est accordé par dérogation aux dispositions de l'article 10, § 1^{er}, avec la levée qui porte le millésime de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 18 ans.

Toutefois, une dispense éventuelle en application de l'article 12, § 1^{er}, 5^o, ne pourra être accordée qu'à partir de la levée qui porte le millésime de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 24 ans.

§ 4. Si l'intéressé est compris dans le contingent d'une levée ultérieure, il lui est tenu compte du temps qu'il aurait déjà passé sous les armes. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 10 luidt :

Art. 10. Artikel 12 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1974, 30 juli 1974, 1 december 1976, 17 december 1979 en 9 juli 1982, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 12. § 1. Van dienst in vredestand kan worden vrijgelaten en wordt, wat de duur van de militaire verplichtingen betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen van de lopende lichting :

1^o De ingeschrevenen, weduwnaar gebleven met een of meer kinderen ;

2^o De ingeschrevene die vóór de leeftijd van 24 jaar ten minste één wettig of één in de zin van artikel 17, § 1, 2^o, daarmede gelijkgesteld kind ten laste heeft, die de onmisbare kostwinner is van zijn gezin en die geen houder is van het diploma van kandidaat in de geneeskundige wetenschappen ;

3^o De ingeschrevene, die ten minste vijf broeders of zusters in leven heeft, op voorwaarde dat geen enkele broeder, als lid van een groot gezin, reeds ontheffing of vrijlating van dienst in vredestand heeft verkregen.

Evenwel kan een tweede lid van het gezin de vrijlating om die reden verkrijgen op voorwaarde dat de eerste rechthebbende overleden is of afstand heeft gedaan van het genot van deze vrijlating.

Indien aan die vereisten wordt voldaan door verscheidene broeders die tot dezelfde lichting behoren en hun aanspraken rechtmatig doen gelden, wordt de vrijlating alleen aan de oudste verleend ;

4^o De ingeschrevene van wie twee broeders of zusters hun werkelijke dienst hebben volbracht.

Worden geacht hun werkelijke dienst te hebben volbracht de broeders of zusters in werkelijke dienst met toepassing van de artikelen 2bis, 66, § 1, eerste lid, of 87, of die, tijdens of na het vervullen van deze dienst, met onbepaald of definitief verlof zijn gezonden, in disponibiliteit zijn gesteld, wegens ziekte of lichaamsgebrek op reform zijn gesteld of die in een van deze toestanden zijn overleden.

Wordt insgelijks aangezien als een broederdienst het feit dat de vader, moeder, broeder of zuster van de dienstplichtige :

a) Als militair of verzetslid gedood werd tijdens de krijgsvieringen of gestorven is ingevolge verwondingen veroorzaakt door de vijand, dan wel ingevolge ziekte opgedaan of verergerd wegens militaire dienst tijdens de oorlog of in het verzet ;

b) Als krijgsgevangene, politieke gevangene of gedeporteerde, gestorven is tijdens of ingevolge zijn/haar internering of deportatie ;

c) Wegens zijn/haar vaderlandslievende houding door partijgangers of handlangers van de vijand werd vermoord ;

d) Door de vijand werd terechtgesteld ;

e) Als politieke gevangene een gevangenschap van ten minste zes maanden heeft ondergaan ;

f) Als krijgsgevangene een gevangenschap van ten minste negen semesters heeft ondergaan ;

g) Als rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen een pensioen ontvangt voor een invaliditeit van ten minste 66 pct., te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten.

Als broederdienst wordt niet beschouwd :

a) Het feit dat een broeder de hoedanigheid van militair heeft verkregen in het recruiters- en selectiecentrum en huiswaarts is gezonden in afwachting van zijn oproeping voor de werkelijke dienststermijn, tenzij hij in deze toestand is overleden ;

b) Het feit dat een dienstplichtige broeder gedurende zijn werkelijke dienststermijn een of meer spoedverloven, bedoeld in artikel 72, heeft

verkregen die de helft van de werkelijke diensttermijn waartoe hij was gehouden, overschrijden;

5° De ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en de voorwaarden vervult gesteld in artikel 10, § 1, 1°, of in artikel 11;

6° De ingeschrevene die wees is van vader of van moeder, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, de voorwaarden vervult bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, a;

7° De ingeschrevene die wees is van vader en moeder, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, sedert ten minste twee jaar de voorwaarden vervult bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, b;

8° De ingeschrevene die Belg is geworden of wiens hoedanigheid van Belg werd erkend na de leeftijd van 32 jaar, of na zijn werkelijke dienst te hebben volbracht in zijn land van herkomst, in zijn land van verblijf of in het land waarvan hij eveneens de nationaliteit bezit.

9° De ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste zeven uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, sedert ten minste twee jaar de voorwaarden vervult gesteld in artikel 10, § 2, 2°.

§ 2. De ingeschrevene die eerst na het verstrijken van de termijn gesteld voor het indienen van de aanvragen de voorwaarden vervult gesteld in § 1, 2°, 3° en 4°, of in artikel 13, kan alsnog de vrijlating verkrijgen indien hij zijn aanvraag indient vóór 1 januari van zijn lichtingsjaar.

Wanneer twee broeders tot dezelfde lichting behoren en elk van hen vraagt om de vrijlating te verkrijgen op grond van de dienst van de andere, heeft de jongste de voorrang.

§ 3. De vrijlating kan niet worden verleend aan een dienstplichtige als onmisbare kostwinner, zo een nog in leven zijnde broeder reeds om dezelfde reden de vrijlating heeft bekomen.

Een tweede lid van het gezin kan nochtans de vrijlating om die reden bekomen op voorwaarde dat de eerste nog in leven zijnde rechthebbende het genot van deze vrijlating heeft verzaakt of gehuwd is en deel uitmaakt van een lichting welke aan die van de aanvrager ten minste vijf jaar voorafgaat.»

Art. 10. L'article 12 des mêmes lois, modifié par les lois des 15 juillet 1974, 30 juillet 1974, 1^{er} décembre 1976, 17 décembre 1979 et 9 juillet 1982, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 12. § 1^{er}. Est en droit d'être dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée en cours:

1° L'inscrit resté veuf avec un ou plusieurs enfants;

2° L'inscrit qui, avant l'âge de 24 ans, a au moins un enfant à charge, légitime ou y assimilé au sens de l'article 17, § 1^{er}, 2°, qui est l'indispensable soutien de son ménage et qui n'est pas porteur du diplôme de candidat en sciences médicales;

3° L'inscrit qui a au moins cinq frères ou sœurs en vie, à condition qu'aucun frère n'ait déjà bénéficié, comme membre d'une famille nombreuse, de la libération ou de la dispense en temps de paix.

Toutefois, un second membre de la famille est en droit d'obtenir la dispense pour ce motif, à condition que le premier bénéficiaire soit décédé ou ait renoncé au bénéfice de cette dispense.

Si ces conditions sont remplies par plusieurs frères appartenant à la même levée et faisant valoir valablement leurs droits, la dispense n'est accordée qu'à l'aîné;

4° L'inscrit dont deux frères ou sœurs ont accompli leur service actif.

Son considéré comme ayant accompli leur service actif, les frères ou sœurs qui sont en activité de service en application des articles 2bis, 66, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou 87, ou qui, pendant ou après l'accomplissement de ce service, ont été envoyés en congé illimité ou définitif, ont été mis en disponibilité, ont été réformés pour maladie ou infirmité ou sont décédés dans une de ces situations.

Est également considéré comme service de frère, le fait que les père, mère, frère ou sœur du milicien:

a) En qualité de militaires ou de résistants ont été tués au cours des opérations de guerre ou sont morts à la suite, soit de blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre ou dans la résistance;

b) En qualité de prisonniers de guerre, prisonniers politiques ou déportés, sont morts au cours ou à la suite de leur internement ou de leur déportation;

c) En raison de leur attitude patriotique ont été assassinés par des partisans ou des agents de l'ennemi;

d) Ont été exécutés par l'ennemi;

e) Ont subi comme prisonniers politiques une détention de six mois au moins;

f) Ont subi comme prisonniers de guerre une captivité de neuf semestres au moins;

g) Jouissent, en qualité de bénéficiaires d'une des dispositions légales ou réglementaires, d'une pension pour une invalidité de 66 p.c. au moins, due à des faits de guerre ou assimilés.

N'est pas considéré comme service de frère:

a) Le fait qu'un frère a acquis la qualité de militaire au centre de recrutement et de sélection et a été renvoyé dans ses foyers en attendant son appel sous les armes pour accomplir son terme de service actif, sauf s'il est décédé dans cette situation;

b) Le fait qu'un frère milicien ait obtenu au cours de son terme de service actif un ou plusieurs congés d'urgence prévus à l'article 72 pour une durée dépassant la moitié du terme auquel il était astreint;

5° L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui remplit les conditions déterminées à l'article 10, § 1^{er}, 1°, ou à l'article 11;

6° L'inscrit qui est orphelin de père ou de mère et qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit les conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, 2°, lettre a;

7° L'inscrit qui est orphelin de père et de mère, qui en raison de son âge n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, 2°, lettre b;

8° L'inscrit qui est devenu Belge ou à qui la qualité de Belge a été reconnue après l'âge de 32 ans, ou après avoir satisfait à des obligations de service actif dans son pays d'origine, dans son pays de résidence ou dans le pays dont il possède également la nationalité.

9° L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux sept premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 2, 2°.

§ 2. L'inscrit qui, après l'expiration du délai prévu pour l'introduction des demandes, vient à remplir les conditions mentionnées au § 1^{er}, 2°, 3°, 4°, ou à l'article 13, peut encore obtenir la dispense s'il introduit sa demande avant le 1^{er} janvier de l'année de la levée dont il fait partie.

Lorsque plusieurs frères font partie de la même levée et que chacun d'eux demande à bénéficier de la dispense sur base du service de l'autre, le droit du plus jeune l'emporte.

§ 3. La dispense ne peut être accordée à un milicien comme indispensable soutien de famille si un frère en vie a déjà bénéficié pour le même motif de la dispense.

Toutefois, un second membre de la famille est en droit d'obtenir la dispense pour ce motif à condition que le premier bénéficiaire en vie ait renoncé au bénéfice de cette dispense ou soit marié et fasse partie d'une levée antérieure de cinq ans au moins à celle du demandeur.»

De heer Van Ooteghem c.s. stelt volgende amendement voor:

« A. Artikel 12, § 1, 2°, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« 2° De ingeschrevene die ten minste één wettig of een in de zin van artikel 17, § 1, 2°, daarmee gelijkgesteld kind ten laste heeft. »

B. In artikel 12, § 1, zoals voorgesteld door dit artikel, een 5°bis in te voegen, luidende:

« 5°bis. De ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, sedert ten minste twee jaar de voorwaarden gesteld in artikel 10, § 1, 3°, vervult. »

« A. Remplacer l'article 12, § 1^{er}, 2^o, proposé par cet article, par ce qui suit :

« 2^o L'inscrit qui a au moins un enfant à charge, légitime ou y assimilé au sens de l'article 17, § 1^{er}, 2^o. »

B. A l'article 12, § 1^{er}, proposé par cet article, insérer un 5^obis libellé comme suit :

« 5^obis. L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 1^{er}, 3^o. »

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb uiteraard geen hoop dat de minister van mening zal veranderen, maar ik vind toch dat ik mijn amendement moet verdedigen.

De regering zegt reeds in haar eigen verantwoording dat de demografische toestand van ons land zorgwekkend is. Dat zal ook wel zo zijn, en dat is ook de reden waarom de legerdienst moet worden verlengd en ontheffingen moeten worden afgeschaft enzovoort. Ik meen dat het enige middel om dat te verhelpen is, dat de vaders niet worden opgeroepen voor legerdienst. Het zal een belangrijke kentering teweegbrengen voor de volgende generaties. Heel wat jonge mensen zullen ervoor zorgen dat ze kinderen hebben om geen legerdienst te moeten vervullen. De problemen kunnen aldus in de toekomst worden opgelost. Het is bovendien niet verantwoord en niet sociaal, vaders op te roepen voor legerdienst.

Onlangs werd mij het geval signaleerd van een jonge vader die geen echtgenote heeft en geen familie. Hij werd opgeroepen voor legerdienst en heeft zijn baby meegebracht naar de kazerne. Nog afgezien van mijn amendement zou ik graag willen weten, wat er in dergelijke gevallen gebeurt met miliciens vader van een of meerdere kinderen. Welke oplossing heeft men daarvoor?

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, j'ai déjà réfuté l'amendement proprement dit dans mon exposé général et je me réfère au rapport de M. Flagthier.

En ce qui concerne la question plus précise que me pose l'honorable membre, c'est le ministre de la Défense nationale qui devrait répondre. Je suis chargé de lui fournir le contingent, mais quand il y a de la descendance, c'est lui qui s'en occupe. (Sourires.)

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

De heer Kenzeler stelt volgend amendement voor :

« Aan artikel 12, § 1, zoals voorgesteld door dit artikel, een 8^obis toe te voegen, luidende :

« 8^obis. De ingeschrevene, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag sedert ten minste twee jaar de voorwaarden, gesteld in artikel 10, § 1, 4^o, vervult. »

« A l'article 12, § 1^{er}, proposé à cet article, ajouter un 8^obis, rédigé comme suit :

« 8^obis. L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 1^{er}, 4^o. »

De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Van Ooteghem c.s. stelt volgend amendement voor :

« Aan § 1, 3^o, van artikel 12, zoals voorgesteld door dit artikel, een vierde lid toe te voegen, luidende :

« Mag uitstel vragen om te worden vrijgelaten de ingeschrevene die ten minste vijf broers of zusters in leven heeft en waarvan reeds een broer van het stelsel der vrijlatingen heeft genoten, mits de ingeschrevene verwezen wordt naar een lichting die ten minste vijf jaar volgt op die van de eerder begunstigde broer. »

« Compléter le 3^o du § 1^{er} de l'article 12, proposé par cet article, par un quatrième alinéa, rédigé comme suit :

« Peut demander un sursis en vue d'obtenir la dispense l'inscrit qui a au moins cinq frères ou sœurs en vie et dont un frère a déjà bénéficié du régime des dispenses, à condition que cet inscrit soit rattaché à une levée postérieure de cinq ans au moins à celle du frère bénéficiaire. »

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, met dit amendement — in het belang van de grote en jonge gezinnen en trouwens geïnspireerd door de Bond — vragen wij dat de tweede jongen in een gezin van zes kinderen ook zou worden vrijgelaten, zoals dat vroeger het geval was. Wij menen dat het afschaffen van de bestaande regeling een zeer asociale maatregel zou zijn.

Wij zijn van oordeel dat de voorgestelde maatregel volledig in strijd is met de regeringsverklaring en met de formele belofte van de regering dat een gezinsvriendelijke politiek zal worden gevoerd en dat bij elke maatregel die de regering zal treffen, rekening wordt gehouden met de draagkracht van het gezin en met het aantal gezinsleden. Dit is een formele breuk van een belofte.

Ik kan niets anders doen, dan de minister eraan te herinneren en hem verzoeken om van zijn slechte voornemens af te zien.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je maintiens les lignes que j'ai exposées dans la présentation du projet. Ceci constitue une charnière du projet.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Paque et consorts présentent les amendements que voici :

« A. Au § 1^{er}, 2^o, de l'article 12 proposé par cet article, supprimer les mots « qui est l'indispensable soutien de son ménage et qui n'est pas porteur du diplôme de candidat en sciences médicales ; »

B. Ajouter au § 1^{er} de l'article 12 un 10^o, libellé comme suit :

« 10^o L'inscrit qui est le second membre d'une famille d'au moins six enfants en vie, et dont un frère a bénéficié de la dispense du service actif avec une levée antérieure de cinq ans au moins à celle du bénéficiaire. »

C. Remplacer le premier alinéa de l'article 12, § 2, par la disposition suivante :

« § 2. L'inscrit qui, après l'expiration du délai prévu pour l'introduction des demandes, vient à remplir les conditions mentionnées au § 1^{er}, ou à l'article 13, peut encore obtenir la dispense s'il introduit sa demande avant la date à laquelle il doit rejoindre son unité. »

« A. In § 1, 2^o, van artikel 12, voorgesteld door dit artikel, te doen vervallen de woorden « die de onmisbare kostwinner is van zijn gezin en die geen houder is van het diploma van kandidaat in de geneeskundige wetenschappen ; »

B. Aan § 1 van artikel 12 een 10^o toe te voegen, luidende :

« 10^o De ingeschrevene die het tweede lid is van een gezin van ten minste zes kinderen in leven, van wie een broeder reeds van actieve dienst werd vrijgelaten en deel uitmaakte van een lichting die ten minste vijf jaar aan die van de begunstigde voorafging. »

C. Het eerste lid van § 2 van artikel 12 te vervangen als volgt :

« § 2. De ingeschrevene die, na het verstrijken van de termijn gesteld voor het indienen van de aanvragen, de voorwaarden vervult gesteld bij § 1, of bij artikel 13, kan nog de vrijlating verkrijgen indien hij zijn aanvraag indient vóór de datum waarop hij zich bij zijn eenheid dient te voegen. »

La paroles est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, nous nous référons à la justification écrite des amendements.

M. le Président. — Le vote sur les amendements est réservé.
De stemming over de amendementen is aangehouden.

Mevrouw De Pauw stelt volgend amendement voor:

« In § 1, 4^o, van artikel 12, zoals voorgesteld door dit artikel, tussen het tweede en het derde lid, een lid in te voegen, luidende:

« Als broederdienst geldt het feit dat een broeder genoten heeft van de vrijstelling bepaald in artikel 16 van de gecoördineerde dienstplichtwetten en dat hij aan alle voorwaarden hieromtrent definitief voldaan heeft. »

« Insérer entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 12, § 1^{er}, 4^o, tel qu'il est proposé à cet article, un alinéa libellé comme suit:

« Est considéré comme service de frère, le fait qu'un frère a bénéficié de l'exemption prévue à l'article 16 des lois coordonnées sur la milice et qu'il a satisfait définitivement à toutes les conditions y relatives. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, tijdens de commissievergadering zei de minister van Binnenlandse Zaken dat, aangezien een opdracht van twee jaar in een ontwikkelingsland reeds een vrijstelling is, die niet als broederdienst kon gelden met het oog op een vrijstelling. Ik moge er echter op wijzen dat dit werk in een ontwikkelingsland wel degelijk een dienst is, een dienst aan de menselijke maatschappij, daar waar de nood het grootst is. Wie ginder dient, dient nog beter de gemeenschap dan een milicien.

De heer Luyten. — De vrede!

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Die dienst duurt twee jaar en gebeurt meestal in moeilijke omstandigheden, qua klimaat, voeding en woning, om niet te spreken van de risico's ingevolge politieke gebeurtenissen en economische wisselvalligheden. Het gaat dus wel om een vrijstelling van legerdienst, maar het blijft een dienst, een belangrijke en niet altijd zo prettige dienst. De minister meende dat de ontwikkelingswerkers er voordeel bij hadden, aangezien ze beroepservaring opdeden. Dit is niet zo vanzelfsprekend. Een historicus, bijvoorbeeld, kan les geven in een ontwikkelingsland, maar archivaris worden eenmaal dat hij in België is teruggeleerd. In het leger doen de miliciens trouwens ook bepaalde ervaringen op, zelfs professioneel.

Als tegenargument werd ook aangevoerd dat die ontwikkelingswerkers over een hoger inkomen beschikken dan de miliciens. Ja zeker, maar ze beschikken niet over gratis wooneigenheid, krijgen geen gratis eten enzovoort. Bovendien verwijs ik naar mijn ander amendement, op artikel 14, waarbij wordt bepaald dat de organisaties die een ontwikkelingswerker in dienst nemen, in plaats van zijn legerdienst, in geen geval een winsttoegmerk mogen hebben, dit opdat de dienstplichtige geen goed bezoldigde functie zou uitoefenen.

Naast antwoorden op de argumenten van de minister voeg ik nog het volgende toe ter verdediging van mijn amendement. Door deze bepaling wordt ook de ontwikkelingssamenwerking bevorderd. Dat is toch wenselijk, aangezien België nog steeds niet 0,7 pct. van zijn bruto nationaal produkt aan ontwikkelingssamenwerking besteedt. Ik wijs er bovendien de CVP op, dat vele ontwikkelingsorganisaties, die door mijn amendement zouden worden begunstigd, tot de katholieke zuil horen en dat grote gezinnen ook door een dergelijke broederdienst zouden worden bevoordeeld.

Wegens al die argumenten meende ik dat ik mijn amendement ook bij de openbare bespreking moest indienen. Het betreft immers meer dan een vrijstelling van legerdienst. Het betreft een dienst aan de wereldgemeenschap.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, j'ai expliqué en commission la raison pour laquelle je ne puis accepter cet amendement. Il est évident que celui qui choisit la coopération la choisit librement. Il effectue une tâche qui, professionnellement, est utile et, dans la plupart des cas, il est

payé. On a même souligné en commission que certains étaient très bien payés. Mais même si le coopérant est payé normalement, il ne peut pas faire en sorte que ce service soit assimilé à un service de frère et dispense un autre membre de la famille d'effectuer son service militaire.

Je demande donc de ne pas retenir cet amendement.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Trussart propose les amendements que voici:

« Apporter les modifications suivantes à l'article 12 proposé par cet article:

A. Au § 1^{er}, 2^o, supprimer les mots « avant l'âge de 24 ans ».

B. Au § 1^{er}, 5^o, 6^o et 7^o, supprimer les « cinq premiers ».

C. Au § 1^{er}, 9^o, supprimer les mots « sept premiers ».

D. Au § 1^{er}, ajouter un 10^o libellé comme suit:

« L'inscrit qui en raison de son âge n'a plus droit aux sursis et qui remplit les conditions fixées à l'article 10, § 1^{er}, 7^o. »

E. Au § 1^{er}, ajouter un 11^o libellé comme suit:

« L'inscrit qui, résidant avec ses parents dans un pays étranger avec lequel la Belgique n'a pas signé de convention sur la double nationalité, a été obligé d'y effectuer un service militaire. »

« In artikel 12, zoals voorgesteld door dit artikel, de volgende wijzigingen aan te brengen:

A. In § 1, 2^o, te doen vervallen de woorden « vóór de leeftijd van 24 jaar ».

B. In § 1, 5^o, 6^o en 7^o, te doen vervallen de woorden « eerste vijf ».

C. In § 1, 9^o, te doen vervallen de woorden « eerste zeven ».

D. Paragraaf 1 aan te vullen met een 10^o, luidende:

« De ingeschrevene, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de uitstellen en die de voorwaarden gesteld in artikel 10, § 1, 7^o vervult. »

E. Paragraaf 1 aan te vullen met een 11^o, luidende:

« De ingeschrevene die samen met zijn ouders in een vreemd land verblijft waarmee België geen overeenkomst inzake de dubbele nationaliteit heeft ondertekend, en die verplicht is geweest er militaire dienst te volbrengen. »

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 10 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 10 zijn aangehouden.

Art. 11. Afdeling IV van hoofdstuk II van dezelfde wetten, bevattende artikel 13, wordt opgeheven.

Art. 11. La section IV du chapitre II des mêmes lois, comprenant l'article 13, est abrogée.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 12 luidt:

Art. 12. In afdeling III van hoofdstuk II van dezelfde wetten wordt een artikel 13 ingevoegd, luidende:

« Art. 13. Van dienst in vredetijd kan worden vrijgelaten en wordt, wat de duur van de militaire verplichtingen betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen van de lopende lichting, de ingeschrevene van wie één broeder of één zuster een werkelijke dienst heeft volbracht of overeenkomstig artikel 12, § 1, 4^o, wordt geacht volbracht te hebben, op voorwaarde dat hij behoort tot een van de categorieën vermeld in het besluit bedoeld in het tweede lid.

Op voorstel van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Landsverdediging bepaalt de Koning ieder jaar, bij in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën van dienstplichtigen die een broederdienst in de hiervoor vermelde zin kunnen invoeren.

Dit besluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt vóór 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvragen om vrijlating moeten worden ingediend.

Het geeft achtereenvolgens de voorkeur aan de ingeschrevenen :

a) Van wie de vader, de moeder, de broeder of de zuster voor het vaderland is gestorven als militair, agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar, rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten, voor zover het overlijden het gevolg is van de schadelijke feiten die aanleiding gaven tot toekenning van het pensioen, of ingevolge zijn vaderlandslievende houding;

b) Van wie de vader, de moeder, de broeder of de zuster de hoedanigheid bezit van agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar of rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten;

c) Van wie de broeder of de zuster in werkelijke dienst met toepassing van de artikelen 2bis, 66, § 1, eerste lid, of 87, gestorven is in bevolen dienst;

d) Van wie de broeder of de zuster heeft deelgenomen aan een veldtocht van het Belgisch leger of van de weermacht;

e) Die tot een gezin behoort dat ten minste vier kinderen in leven telt, op voorwaarde dat de samengevoegde inkomsten van zijn vader en moeder of van de personen die artikel 10, § 1, 1^o, tweede lid, daarmee gelijkstelt, niet hoger liggen dan het bedrag bepaald bij een in Minister-raad overlegd koninklijk besluit, met dien verstande dat de bepalingen van artikel 10, § 1, 1^o, vierde tot negende lid, eveneens van toepassing zijn. »

Art. 12. Il est inséré dans la section III du chapitre II des mêmes lois un article 13 rédigé comme suit :

« Art. 13. Est en droit d'être dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée en cours, l'inscrit dont un frère ou une sœur a accompli un service actif ou est considéré comme l'ayant accompli conformément à l'article 12, § 1^{er}, 4^o, pour autant qu'il fasse partie de l'une des catégories reprises dans l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Sur proposition du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Défense nationale, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, détermine chaque année les catégories de miliciens qui peuvent invoquer un service de frère au sens repris ci-dessus.

Cet arrêté est publié au *Moniteur belge* avant le 31 décembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle les demandes de dispense doivent être introduites.

Il donne la préférence successivement aux inscrits :

a) Dont le père, la mère, le frère ou la sœur est mort pour la patrie, en qualité de militaire, d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire, de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés, pour autant que le décès soit la conséquence des faits dommageables ayant donné lieu à l'octroi de la pension, ou en raison de son attitude patriotique;

b) Dont le père, la mère, le frère ou la sœur a la qualité d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire ou de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés;

c) Dont le frère ou la sœur en activité de service en application des articles 2bis, 66, § 1^{er}, alinéa premier, ou 87, est décédé en service commandé;

d) Dont le frère ou la sœur a participé à une campagne de l'armée belge ou de la force publique;

e) Qui appartiennent à une famille qui compte au moins quatre enfants en vie, à condition que les ressources cumulées de ses père et mère ou des personnes qui y sont assimilées en vertu de l'article 10, § 1^{er}, 1^o, deuxième alinéa, ne soient pas supérieures au montant fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, étant entendu que les

dispositions de l'article 10, § 1^{er}, 1^o, alinéas 4 à 9, sont également d'application. »

De heer De Bremaeker c.s. stelt volgend amendement voor :

« In artikel 13, e, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « vier kinderen » te vervangen door de woorden « twee kinderen. »

« A l'article 13, e, proposé par cet article, remplacer les mots « quatre enfants » par les mots « deux enfants. »

De heer De Bremaeker c.s. stelt eveneens volgend subsidiair amendement voor :

« In artikel 13, e, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « vier kinderen » te vervangen door de woorden « drie kinderen. »

« A l'article 13, e, proposé par cet article, remplacer les mots « quatre enfants » par les mots « trois enfants. »

Het woord is aan de heer De Bremaeker.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, bij artikel 12 stellen wij voor, in artikel 13, e, de woorden « vier kinderen » te vervangen door de woorden « twee kinderen ». Wij wensen de zin « die tot een gezin behoort dat ten minste vier kinderen in leven telt ... » te vervangen door « die tot een gezin behoren dat ten minste twee kinderen in leven telt ... ».

Als verantwoording verwijzen wij naar de huidige wetgeving volgens welke het volstaat dat het gezin twee kinderen in leven telt. Aangezien de oudste van zes reeds vrijlating bekomt, is het invoeren van een minimum van vier kinderen een benadeling van de kleine gezinnen waar de financiële nood nochtans even groot kan zijn.

Indien dit amendement niet wordt aanvaard, stellen wij een amendement voor, dat reeds verscheidene malen is opgedoken en dat afkomstig is van de Bond voor grote en jonge gezinnen. Dit amendement heeft tot doel het minimumaantal kinderen tot drie terug te brengen. Indien de minister de verwerping van dit amendement vraagt, menen wij dat uit ons amendement in ieder geval één woord moet worden overgenomen omdat dit in de oorspronkelijke tekst verkeerd is. De inleiding van al die paragrafen luidt namelijk : « Het geeft achtereenvolgens de voorkeur aan de ingeschrevenen », meervoud dus, waaruit volgt dat de paragraaf e moet luiden « die tot een gezin behoren ... ».

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

De heer Van Ooteghem c.s. stelt de volgende amendementen voor :

« In artikel 13, e, zoals voorgesteld door dit artikel,

a) De woorden « ten minste vier kinderen » te vervangen door de woorden « ten minste drie kinderen »;

b) Aan het slot toe te voegen de volgende bepalingen :

« Voor elke lichting vanaf de lichting 1989 wordt voormeld bedrag aangepast op basis van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen van de maand oktober van het voorlaatste jaar dat aan het jaar van de lichting voorafgaat, waarbij het algemeen indexcijfer van de maand oktober 1986 als referentie wordt genomen. Het aldus aangepast bedrag wordt op de naasthogere duizend frank afgerond. »

« A l'article 13, e, proposé par cet article,

a) Remplacer les mots « au moins quatre enfants » par les mots « au moins trois enfants »;

b) Compléter ce littéra par les dispositions suivantes :

« Pour chaque levée à partir de celle de 1989, le montant susvisé sera adapté sur la base de l'indice général des prix à la consommation du mois d'octobre de l'avant-dernière année précédant l'année de la levée, l'indice de référence étant l'indice général du mois d'octobre 1986. Le montant ainsi adapté est arrondi au millier de francs supérieur. »

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben niet zo veeleisend als de heer De Bremaeker. Ik beperk mij tot drie kinderen in een gezin.

Zoals hij heeft gezegd, werd dit amendement geïnspireerd door de Bond voor grote en jonge gezinnen die argumenteert dat in onze wetgeving algemeen aanvaard is dat een gezin met drie kinderen wordt beschouwd als een groot gezin. Ik veronderstel dat de minister ook nu zijn stereotiep antwoord zal geven en zal verwijzen naar het regeerakkoord. Ik zou hem een argument aan de hand willen doen waarover hij op zijn minst zal moeten nadenken.

De heer De Bremaeker zal zich herinneren dat de leden van de commissie in de Verenigde Staten een academie van het luchtwapen hebben bezocht en daar tot onze verbazing heel kleine officieren hebben gezien. Op mijn vraag hoe het komt dat mensen met een kleine gestalte dienst doen in het leger en zelfs officier kunnen worden, werd geantwoord dat in de Verenigde Staten een wet elke discriminatie wegens gestalte verbiedt. Dit gebeurt nochtans wel in België: Mensen die een bepaalde gestalte niet bereiken, worden afgekeurd voor legerdienst. Daartoe bestaat geen enkele reden.

Mocht men de afkeuringen op deze basis niet langer toepassen en ook mensen met een kleine gestalte oproepen en toelaten tot de legerdienst, zou men wel gezinsvriendelijke maatregelen kunnen nemen. Mocht ik even cynisch doen, zou ik er een technisch argument kunnen aan toevoegen: hoe kleiner iemand is, hoe minder kans om in oorlogstijd getroffen te worden.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, en ce qui concerne la remarque grammaticale faite par M. De Bremaeker, il est évident que si l'expression doit être mise au pluriel dans le texte néerlandais, je m'incline devant cette modification. Il s'agit d'une faute de frappe qui n'a pas été corrigée lors de notre travail en commission.

Quant au fond, je répondrai à l'un et l'autre orateur que leurs amendements vont à l'encontre de l'idée fondamentale du projet de loi. J'ai fourni les explications nécessaires dans ma réponse sur le fond et je ne reviendrai pas sur ce point. Il s'agit d'une question de principe.

De Voorzitter. — De zin moet inderdaad luiden «... die tot een gezin behoren...»

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb toch een argument in de discussie gebruikt dat ten minste een antwoord vereist.

Mijn vraag is of de regering niet kan overwegen, de afkeuring wegens een bepaalde lengte te wijzigen en personen die kleiner zijn van gestalte ook toe te laten tot de legerdienst, zoals dat in de Verenigde Staten gebeurt.

Mevrouw Panneels-Van Baelen. — Die zullen tevreden zijn omdat zij niet naar het leger moeten.

De Voorzitter. — Dat behoort wellicht tot de bevoegdheid van Franciscus Xavierius. (Gelach.)

De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

M. Paque et consorts présentent l'amendement que voici :

« A l'article 13, littéra e, proposé par cet article, remplacer les mots « qui appartiennent à une famille qui compte au moins quatre enfants » par les mots « qui appartiennent à une famille qui compte le plus grand nombre d'enfants. »

In letter e van artikel 13, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « die tot een gezin behoren dat ten minste vier kinderen telt » te vervangen door de woorden « die tot een gezin behoren dat het grootste aantal kinderen telt. »

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, nous nous référons à la justification écrite.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 12 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 12 zijn aangehouden.

Art. 13. De afdelingen V tot VIII van hoofdstuk II van dezelfde wetten worden de afdelingen IV tot VII.

Art. 13. Les sections V à VIII du chapitre II des mêmes lois deviennent les sections IV à VII.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 14 luidt :

Art. 14. Artikel 16 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1969 en 1 december 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. § 1. Op vrijstelling van de militaire dienst heeft recht de ingeschrevene die zich verbindt tot het vervullen :

1° Van een missiewerk buiten Europa;

2° Van prestaties in of voor rekening van een nationale of internationale organisatie die beantwoordt aan de voorwaarden bepaald door de Koning op voorstel van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Landsverdediging en waarvan het doel de ontwikkelingssamenwerking is. De categorieën van beroepen, de vereiste kundigheden, de aard van de prestaties en de landen buiten Europa waarop deze bepaling van toepassing is, worden in gemeen overleg door de ministers van Binnenlandse Zaken, van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging bepaald.

Dit missiewerk of deze prestaties moeten een aanvang nemen binnen een termijn van ten hoogste zes maanden te rekenen van het vrijstellingsbesluit, genomen door de minister van Binnenlandse Zaken.

De Koning bepaalt de maatregelen van toezicht op de uitvoering van het missiewerk en van de prestaties bedoeld in deze paragraaf.

§ 2. Binnen de grenzen van de duur van de militaire verplichtingen moeten het missiewerk of de prestaties bedoeld in § 1 volbracht worden binnen drie jaren volgend op de datum waarop zij een aanvang hebben genomen en dit op een daadwerkelijke wijze gedurende ten minste tweeëntwintig maanden.

§ 3. De vrijstelling neemt een einde door de vaststelling door de minister van Binnenlandse Zaken dat de voorwaarde bedoeld in § 2 niet vervuld is of dat de termijn van zes maanden, bedoeld in § 1, niet werd nageleefd.

In geval van intrekking overeenkomstig het vorig lid, kan geen enkele nieuwe vrijstelling meer worden verleend.

§ 4. De dienstplichtige wiens vrijstelling een einde heeft genomen met toepassing van § 3, wordt ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichting, tenzij hij niet meer kan deelnemen aan de verrichtingen van deze lichting, in welk geval hij ingeschreven wordt op de militielijsten van de volgende lichting. Hij wordt ten aanzien van de duur van de militaire verplichtingen behandeld als dienstplichtige van die lichting.

§ 5. De dienstplichtige die de in § 2 gestelde voorwaarden vervuld heeft, wordt overgebracht naar de werfreserve als dienstplichtige die in vredetijd van dienst is vrijgelaten en wordt ten aanzien van de duur van de militaire verplichtingen behandeld als dienstplichtige van de lichting waarmee hij werd vrijgesteld.

§ 6. In oorlogstijd kan de minister van Binnenlandse Zaken, in afwijking van artikel 1, 10°, de krachtens § 1 vrijgestelde dienstplichtigen bij de werfreserve herindelen.

§ 7. De dienstplichtige kan van de vrijstelling schriftelijk afstand doen bij de minister van Binnenlandse Zaken. Hij wordt ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichting, tenzij wanneer de afstand gedaan wordt na 25 juli, in welk geval hij ingeschreven wordt op de militielijsten van de volgende lichting.

Deze afstand is definitief. »

Art. 14. L'article 16 des mêmes lois, modifié par les lois du 9 mai 1969 et du 1^{er} décembre 1976, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 16. § 1^{er}. Est en droit d'être exempté du service militaire l'inscrit qui s'engage à accomplir:

1^o Une œuvre de mission en dehors de l'Europe;

2^o Des prestations dans ou pour le compte d'une organisation nationale ou internationale, qui répond aux conditions fixées par le Roi sur proposition des ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale et dont l'objet social est la coopération au développement. Les catégories de professions, les qualifications requises, la nature des prestations et les pays situés en dehors de l'Europe auxquels s'applique cette disposition sont déterminés conjointement par les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense nationale.

Cette œuvre de mission ou ces prestations doivent prendre cours dans un délai maximum de six mois à dater de l'arrêté d'exemption pris par le ministre de l'Intérieur.

Le Roi détermine les modalités de contrôle de l'exécution de l'œuvre de mission et des prestations visées au présent paragraphe.

§ 2. Dans les limites de la durée des obligations militaires, l'œuvre de mission ou les prestations visées au § 1^{er}, doivent être accomplies dans les trois ans qui suivent la date à laquelle elles ont pris cours et d'une manière effective pendant vingt-deux mois au moins.

§ 3. L'exemption prend fin par la constatation faite par le ministre de l'Intérieur que la condition visée au § 2 n'a pas été remplie ou que le délai de six mois visé au § 1^{er} n'a pas été respecté.

En cas de retrait en vertu de l'alinéa précédent, aucune nouvelle exemption ne peut être accordée.

§ 4. Le milicien dont l'exemption a pris fin par application du § 3 est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours, sauf s'il ne peut plus participer aux opérations de cette levée, auquel cas il est inscrit sur les listes de la levée suivante. Il suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de cette levée.

§ 5. Le milicien qui a réuni les conditions visées au § 2 est reversé dans la réserve de recrutement comme milicien dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée avec laquelle il a été exempté.

§ 6. En temps de guerre, par dérogation à l'article 1^{er}, 10^o, le ministre de l'Intérieur peut reverser dans la réserve de recrutement les miliciens exemptés en vertu du § 1^{er}.

§ 7. Le milicien peut renoncer par écrit à l'exemption auprès du ministre de l'Intérieur. Il est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours, sauf si la renonciation est intervenue après le 25 juillet, auquel cas il est inscrit sur les listes de milice de la levée suivante.

Cette renonciation est définitive. »

Mevrouw De Pauw stelt volgend amendement voor:

« In artikel 16, § 1, 2^o, zoals voorgesteld door dit artikel, na de woorden « en waarvan het doel de ontwikkelingssamenwerking is » in te voegen de volgende volzin:

« Deze organisaties mogen in geen geval een winst oogmerk hebben. »

« A l'article 16, § 1^{er}, 2^o, tel qu'il est proposé à cet article, insérer, après les mots « et dont l'objet social est la coopération au développement », la phrase suivante:

« Ces organisations ne peuvent en aucun cas avoir un but lucratif. »

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, hier opnieuw gaat het om ontwikkelingssamenwerking maar meer bepaald om de misbruiken te vermijden die mogelijk zijn als vrijgestelden van legerdienst, in de plaats hiervan, een opdracht uitvoeren in een ontwikkelingsland. Het gaat uiteraard niet op, dat zij aldaar een goed bezoldigde functie uitvoeren. Het is dan ook logisch dat als voorwaarde voor die ontwikkelingsorganisaties wordt gesteld dat ze in geen geval een winst oogmerk hebben. De dienstplichtigen moeten immers ten volle ten dienste staan van het ontwikkelingsland en zouden niet mogen werken ten bate van hun organisatie. Zo zou bovendien de kritiek op het winstbejag van de ontwikkelingswerkers vervallen.

Dit amendement had ik in de Commissie niet ingediend. Ik hoop dus dat het hier gehoor zal vinden.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je demande à l'assemblée de ne pas retenir cet amendement, pour les raisons que j'ai déjà exposées.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden. Le vote sur l'amendement est réservé.

M. Trussart propose les amendements que voici:

« Apporter les modifications suivantes à l'article 16 proposé par cet article:

A. Au § 1^{er}, 2^o:

1. Remplacer les mots « sur proposition des ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale » par les mots « par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition du ministre de l'Intérieur et après consultation du Conseil consultatif de la coopération au développement »;

2. Remplacer les mots « sont déterminés conjointement par les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense nationale » par les mots « sont déterminés conjointement par les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, après consultation du Conseil consultatif de la coopération au développement ».

B. Au § 2, remplacer les mots « pendant vingt-deux mois au moins » par les mots « pendant une durée effective qui est, soit de douze mois, soit de vingt-deux mois, selon les critères définis par le Roi, après consultation du Conseil consultatif de la coopération au développement. »

« In artikel 16, zoals voorgesteld door dit artikel, de volgende wijzigingen aan te brengen:

A. In § 1, 2^o:

1. De woorden « op voorstel van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Landsverdediging » te vervangen door de woorden « bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de minister van Binnenlandse Zaken en na raadpleging van de Raad van Advies voor de ontwikkelingssamenwerking »;

2. De woorden « worden in gemeen overleg door de ministers van Binnenlandse Zaken, van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging bepaald » te vervangen door de woorden « worden in gemeen overleg door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Buitenlandse Zaken bepaald na raadpleging van de Raad van Advies voor de ontwikkelingssamenwerking ».

B. In § 2 de woorden « gedurende ten minste tweeëntwintig maanden, volgens door de Koning te bepalen criteria, na raadpleging van de Raad van Advies voor de ontwikkelingssamenwerking. »

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, je ne parlerai que de l'amendement B qui a déjà fait l'objet d'une discussion en commission. J'ai tenu compte des remarques formulées à ce moment-là, mais s'il n'y a pas de raison, c'est évident, de pénaliser davantage les coopérants, il faut cependant tenir compte des abus qui ont été commis sous le couvert des dispositions de l'article 16 ancien.

Le nouvel article 16 proposé par le projet permet de réduire certains de ces abus, mais il n'en reste pas moins que subsiste un problème: celui de l'existence de plusieurs catégories de coopérants. En effet, certains coopérants seront engagés dans des organisations non gouvernementales, peu riches; ils devront vivre sur le terrain parmi une population défavorisée et dans des conditions fort précaires tandis que d'autres, notamment enseignants ou travaillant à de grands projets en qualité d'ingénieurs par exemple, bénéficieront de conditions nettement plus favorables.

C'est la raison pour laquelle je demande que, sous le couvert de critères à définir par le Roi, soit prévu un régime distinct pour les deux catégories de coopérants, notamment selon les différences qui pourront ressortir des contrats signés en matière de salaires, entre autres.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je ne pense pas qu'il s'indique de prévoir la consultation obligatoire du Conseil consultatif de la coopération au développement dans l'élaboration des arrêtés d'exécution de l'article 1^{er} des lois coordonnées sur la milice.

Il va d'ailleurs de soi que les arrêtés font l'objet d'une concertation entre tous les ministres concernés.

M. Trussart suggère de prévoir une durée de 12 ou de 22 mois en fonction de la catégorie à laquelle appartiendraient ceux qui demanderaient l'application de l'article 16. Les critères servant à déterminer ces catégories me paraissent malaisés à définir. Il faudra, en effet, prendre en considération une multitude de facteurs parmi lesquels figurent la rémunération, cette dernière devant être pondérée en fonction du coût de la vie dans les pays envisagés — elle peut varier considérablement selon la région où l'on se trouve —, les conditions de travail et de confort — et, à cet égard, quel serait le critère de référence? —, l'expérience professionnelle que l'intéressé serait capable d'acquérir, les relations qu'il pourrait se créer au cours de sa carrière. De plus, quel régime devrait-on appliquer à celui qui obtiendrait des contrats le classant successivement dans l'une ou l'autre catégorie?

Je demande que le système suggéré par l'honorable membre ne soit pas retenu.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 14 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 14 zijn aangehouden.

Art. 15. In artikel 17 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In de Franse tekst van § 1, 1^o, worden de woorden «de la famille» vervangen door de woorden «du ménage»;

2^o In de Franse tekst van § 1, 2^o, worden de woorden «de la famille» vervangen door de woorden «du ménage»;

3^o In de Franse tekst van § 3 worden de woorden «qui s'est vu reconnaître» vervangen door de woorden «à qui est reconnue».

Art. 15. A l'article 17 des mêmes lois, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1976, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Au § 1^{er}, 1^o, les mots «de la famille» sont remplacés par les mots «du ménage»;

2^o Au § 1^{er}, 2^o, les mots «de la famille» sont remplacés par les mots «du ménage»;

3^o Au § 3, les mots «qui s'est vu reconnaître» sont remplacés par les mots «à qui est reconnue».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. In artikel 18, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, worden de woorden «in dienst en tengevolge van de dienst» vervangen door de woorden «in bevolen dienst».

Art. 16. Dans l'article 18, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1976, les mots «et par le fait du service» sont remplacés par le mot «commandé».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 17 luidt:

Art. 17. In artikel 20 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende bepaling:

«§ 3. De aanvragen om uitstel en om vrijlating op morele grond mogen evenwel worden ingediend na het verstrijken van de termijnen, doch vóór 1 januari van het lichtingsjaar voor zover de aanvrager vóór het verstrijken van de termijnen reeds aan de gestelde vereisten voldeed en tot opheffing van het verval uitzonderlijke redenen aanvoert, ter beoordeling van de militierechtscolleges.»

Indien door het verlenen van het uitstel na zijn oproeping voor de werkelijke dienst de belanghebbende deel uitmaakt van het contingent

van een latere lichting, wordt hem de reeds volbrachte diensttijd aangerekend.»

2^o Paragraaf 5 wordt vervangen door de volgende bepaling:

«§ 5. Uitstel of vrijlating op morele grond kan niet worden verleend aan de dienstplichtige die niet aan de gestelde vereisten voldoet vóór het einde van de reglementaire termijn die voor de indiening van de aanvragen is bepaald.»

In de gevallen bepaald bij de artikelen 11, § 1, en 12, § 2, moeten de voorwaarden evenwel vervuld zijn op de dag van de indiening van de aanvraag.»

Art. 17. A l'article 20 des mêmes lois, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1976, sont apportées les modifications suivantes:

1^o Le § 3 est remplacé par la disposition suivante:

«§ 3. Les demandes de sursis et de dispense pour cause morale peuvent néanmoins être introduites après l'expiration des délais, mais avant le 1^{er} janvier de l'année de la levée, pour autant que le demandeur remplisse déjà, avant l'expiration des délais, les conditions requises et invoque, pour être relevé de la forclusion, des motifs exceptionnels à apprécier par les juridictions de milice.»

Si par l'octroi du sursis après son appel au service actif, l'intéressé est compris dans le contingent d'une levée ultérieure, il lui sera tenu compte du temps qu'il aura déjà passé sous les armes.»

2^o Le § 5 est remplacé par la disposition suivante:

«§ 5. Le sursis et la dispense pour cause morale ne peuvent être octroyés au milicien qui ne remplit pas les conditions requises avant l'expiration du délai réglementaire imparti pour l'introduction des demandes.»

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 11, § 1^{er}, et 12, § 2, les conditions doivent être remplies au jour de l'introduction de la demande.»

De heer De Bremaeker c.s. stelt volgend amendement voor:

«Artikel 20, § 3, als voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

«De aanvragen om uitstel en vrijlating op morele grond mogen evenwel worden ingediend na het verstrijken van de termijnen, doch vóór de aanvang van de werkelijke dienst voor zover de aanvrager vóór het verstrijken van de termijnen reeds de gestelde vereisten vervulde en tot de opheffing van het verval uitzonderlijke redenen aanvoert, ter beoordeling van de militierechtscolleges.»

«Remplacer par ce qui suit l'article 20, § 3, proposé par cet article:

«§ 3. Les demandes de sursis et de dispense pour cause morale peuvent néanmoins être introduites après l'expiration des délais, mais avant le début du service actif, pour autant que le demandeur remplisse déjà, avant l'expiration des délais, les conditions requises et invoque, pour être relevé de la forclusion, des motifs exceptionnels à apprécier par les juridictions de milice.»

Het woord is aan de heer De Bremaeker.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, volgens de door de regering voorgestelde tekst moeten de aanvragen om uitstel en om vrijlating worden ingediend vóór 1 januari van het lichtingsjaar. Wij stellen in dit amendement voor, artikel 17, 1^o, paragraaf 3, te vervangen door de volgende bepaling: «De aanvragen om uitstel en vrijlating op morele grond mogen evenwel worden ingediend na het verstrijken van de termijnen, doch vóór de aanvang van de werkelijke dienst voor zover de aanvrager vóór het verstrijken van de termijnen reeds de gestelde vereisten vervulde en tot de opheffing van het verval uitzonderlijke redenen aanvoert ter beoordeling van de militierechtscolleges.»

Ons amendement heeft tot doel deze aanvragen om uitstel mogelijk te maken tot vóór de aanvang van de werkelijke dienst.

Wij vinden de soepelheid die in ons amendement wordt voorgesteld, verantwoord, want wij vrezen dat met de door de regering voorgestelde tekst jongeren die niet gestudeerd hebben of die in moeilijke sociale toestanden leven, de rekening zullen moeten betalen. Meer bepaald denken wij aan al degenen die nauwelijks kunnen lezen en schrijven, die bij gescheiden ouders verblijven of in tehuizen zijn ondergebracht.

Op het ogenblik heeft men het « Model 10 », dat in principe aan alle dienstplichtigen moet worden overhandigd. Dit model bevat vijf pagina's tekst in zeer kleine druk, die niet door iedereen kunnen worden begrepen. Bovendien wordt dit formulier in de praktijk meestal niet aan de betrokken persoon overhandigd, namelijk de toekomstige milicien, maar aan de ouders of de voogden, zodat men niet altijd in een zuiver juridische toestand verkeert.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Michel.

De heer Michel, minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie. — Mijnheer de Voorzitter, het amendement van de heer De Bremaeker is nieuw. Hij vraagt dat de aanvragen om uitstel en vrijlating bij toepassing van artikel 20, 1^o, paragraaf 3, van de dienstplichtwetten nog zouden kunnen worden ingediend tot op de dag waarop de dienstplichtige zijn werkelijke dienst aanvat. Ik kan het met dit voorstel niet eens zijn.

Het betreft hier uitsluitend aanvragen ingediend door dienstplichtigen die de wettelijke voorwaarden tot het verkrijgen van uitstel of vrijlating reeds vervulden in de loop van de maand januari van het jaar dat vooraf gaat aan het lichtingsjaar, doch die nagelaten hebben tijdens deze maand de nodige stappen bij het gemeentebestuur te doen.

Luidens artikel 17 beschikken deze jongeren thans over een bijkomende periode van elf maanden, wat hen ruimschoots in staat moet stellen hun rechten te doen gelden. Ik meen dus dat de datum van 1 januari van het lichtingsjaar als uiterste datum voor het indienen van bedoelde aanvragen in aanmerking moet worden genomen, te meer omdat de dienstplichtigen van die datum af in actieve dienst kunnen worden geroepen. Alle dienstplichtigen van een zelfde lichting moeten gelijkwaardig worden behandeld.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 17 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 17 sont réservés.

Art. 18. In artikel 22 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt het woord « ontheffing » geschrapt.

Art. 18. Dans l'article 22 des mêmes lois, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1976, les mots « la libération » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 19. Artikel 24, § 1, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 1. In elke provincie is er een militieraad, samengesteld uit:

— Een werkend, plaatsvervangend of eremagistraat uit een rechtbank van eerste aanleg, als voorzitter;

— Een ambtenaar van niveau I van de administratie der Directe belastingen, als burgerlijk lid;

— Een legerofficier, als militair lid. »

Art. 19. L'article 24, § 1^{er}, des mêmes lois, modifié par la loi du 15 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Il y a, par province, un conseil de milice, composé:

— D'un magistrat effectif, suppléant ou honoraire d'un tribunal de première instance, président;

— D'un fonctionnaire du niveau I de l'administration des Contributions directes, membre civil;

— D'un officier de l'armée, membre militaire. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 20. In artikel 28 van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In § 3 wordt tussen het eerste en tweede lid het volgende lid ingevoegd:

« De wenselijkheid van deze aanwijzing wordt aan de beoordeling van de raad overgelaten indien de te onderzoeken persoon in het buitenland verblijft. »;

2^o In § 5 wordt het woord « acht » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 20. A l'article 28 des mêmes lois sont apportées les modifications suivantes:

1^o Au § 3, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

« L'opportunité de cette désignation est laissée à l'appréciation du conseil lorsque la personne à examiner réside à l'étranger. »;

2^o Au § 5, le mot « huit » est remplacé par le mot « trente ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 21. Artikel 29, § 1, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 1. Er is een Hoge Militieraad, samengesteld uit:

— Een voorzitter of raadsheer uit een hof van beroep, als voorzitter;

— Een ambtenaar van niveau I van het hoofdbestuur van de administratie der Directe Belastingen, als burgerlijk lid;

— Een hoofdofficier van het leger, als militair lid. »

Art. 21. L'article 29, § 1^{er}, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Il y a un Conseil supérieur de milice, composé:

— D'un président ou conseiller d'une cour d'appel, président;

— D'un fonctionnaire du niveau I à l'administration centrale de l'administration des Contributions directes, membre civil;

— D'un officier supérieur de l'armée, membre militaire. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 22. In artikel 32, 4^o, van dezelfde wetten wordt het woord « vijftien » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 22. Dans l'article 32, 4^o, des mêmes lois, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 23. In artikel 34, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt het woord « vijftien » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 23. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, des mêmes lois, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1976, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 24. Artikel 44 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 44. § 1. In de gevallen bepaald bij artikel 39, 1^o en 2^o, wordt de dienstplichtige, ten zetel van de raad, in de uitsluitende tegenwoordigheid van de geneesheren gekeurd, en wordt hij door de raad gehoord. Hij mag alle stukken overleggen die hij dienstig acht.

§ 2. Vervult hij de voorwaarden van verblijf bepaald bij artikel 46, § 1, voor de keuring in het buitenland, dan vindt artikel 46, §§ 3 tot 6, toepassing.

§ 3. In afwijking van de vorige paragrafen worden de personen die overeenkomstig de artikelen 48^{bis} en volgende van het Burgerlijk Wetboek in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard, vrijgesteld en voorgoed ongeschikt bevonden op overlegging:

— Van een uitgifte van het vonnis dat die staat verleent;

— Van een getuigschrift uitgereikt door de burgemeester van de gemeente waar zij hun hoofdverblijfplaats hebben, dat bevestigt dat deze staat nog geen einde heeft genomen.

Voor de personen die in het buitenland verblijven, wordt het bedoelde getuigschrift uitgereikt door het hoofd van de diplomatieke zending of van de consulaire post. »

Art. 24. L'article 44 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44. § 1^{er}. Dans les cas prévus à l'article 39, 1^o et 2^o, le milicien est examiné au siège du conseil en la seule présence des médecins et est entendu par le conseil. Il peut produire tous documents qu'il estime utiles.

§ 2. S'il remplit les conditions de résidence prévues à l'article 46, § 1^{er}, pour subir l'examen médical à l'étranger, il est fait application de l'article 46, §§ 3 à 6.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes précédents, les personnes placées sous statut de minorité prolongée, en vertu des articles 487bis et suivants du Code civil, sont exemptées et déclarées définitivement inaptes sur production :

— D'une expédition du jugement conférant ce statut ;

— D'une attestation délivrée par le bourgmestre de la commune où elles ont leur résidence principale, certifiant que ce statut n'a pas pris fin.

Pour les personnes résidant à l'étranger, ladite attestation est délivrée par le chef de la mission diplomatique ou du poste consulaire. »

— Aangénomen.

Adopté.

Art. 25. In artikel 48, eerste lid, van dezelfde wetten wordt het woord « acht » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 25. Dans l'article 48, alinéa 1^{er}, des mêmes lois, le mot « huit » est remplacé par le mot « trente ».

— Aangénomen.

Adopté.

Art. 26. In artikel 51, § 2, van dezelfde wetten, wordt het woord « vijftien » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 26. Dans l'article 51, § 2, des mêmes lois, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente ».

— Aangénomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 27 luidt :

Art. 27. In artikel 72, § 1, van dezelfde wetten wordt het woord « gewone » geschrapt.

Art. 27. Dans l'article 72, § 1^{er}, des mêmes lois, le mot « limités » est supprimé.

M. Paque et consorts présentent l'amendement que voici :

« Ajouter à cet article la disposition suivante :

« Faire précéder le premier alinéa du § 1^{er} de l'article 72 des mêmes lois par la disposition suivante :

« Les miliciens au service actif et les militaires rappelés sous les armes bénéficient, durant leur terme de service et leurs rappels, du régime de prestation hebdomadaire applicable aux militaires des cadres actifs du grade auquel ils appartiennent. »

« Aan dit artikel een nieuw lid toe te voegen, luidende :

« In artikel 72 van dezelfde wetten wordt vóór het eerste lid van § 1 het volgende lid ingevoegd :

« De diensplichtigen in werkelijke dienst en de wederopgeroepen genieten tijdens hun dienst- en wederoproepingstermijn de regeling van de wekelijkse prestaties die van toepassing is op de militairen van het actief kader met dezelfde graad als waartoe zij behoren. »

La parole est à M. Pécriaux.

M. Pécriaux. — Nous nous référons à la justification écrite, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 27 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 27 zijn aangehouden.

Art. 28. Het opschrift van hoofdstuk IX van dezelfde wetten wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Aanwijzing voor de diensten van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang. »

Art. 28. L'intitulé du chapitre IX des mêmes lois est remplacé par l'intitulé suivant :

« De l'affectation au service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général. »

— Aangénomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 29 luidt :

Art. 29. Artikel 87 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 87. Indien het aantal dienstplichtigen van een zelfde klasse, die geschikt verklaard zijn voor de dienst, de behoeften overtreft, kunnen de dienstplichtigen in overtal, met hun toestemming, aangewezen worden voor de dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang. Zij genieten dezelfde rechten en zijn onderworpen aan dezelfde verplichtingen als de andere dienstplichtigen.

Op voorstel van de minister van Landsverdediging en van de minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden van die aanwijzing alsmede de nadere regels voor de toepassing van dit artikel. »

Art. 29. L'article 87 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 87. Si le nombre de miliciens d'une même classe, reconnus aptes au service, dépasse les nécessités, les miliciens en excédent peuvent, avec leur accord, être affectés au service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général. Ils jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les autres miliciens.

Sur la proposition du ministre de la Défense nationale et du ministre de l'Intérieur, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions de ces affectations ainsi que les modalités d'application des dispositions du présent article. »

M. Paque et consorts présentent l'amendement que voici :

« Remplacer l'article 87 proposé par cet article par la disposition suivante :

« Art. 87. Sans préjudice de l'application de l'article 13, si le nombre de miliciens d'une même classe, reconnus aptes au service, dépasse les nécessités, les miliciens en excédent peuvent, s'ils en font la demande, être affectés au service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général. Ils jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les autres miliciens.

Dans le respect des dispositions énoncées au chapitre XIII des présentes lois, et sur la proposition du ministre de la Défense nationale et du ministre de l'Intérieur, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de ces affectations et de l'application des dispositions du présent article. »

« Artikel 87, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« Art. 87. Onverminderd de toepassing van artikel 13, kunnen de dienstplichtigen in overtal, met hun toestemming, aangewezen worden voor de dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang indien het aantal dienstplichtigen van een zelfde klasse die geschikt verklaard zijn voor de dienst, de behoeften overtreft. Zij genieten dezelfde rechten en zijn onderworpen aan dezelfde verplichtingen als de andere dienstplichtigen.

Onverminderd het bepaalde in hoofdstuk XIII van deze wetten en op voorstel van de minister van Landsverdediging en van de minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de Koning, bij in Ministerraad overlegd

besluit, de voorwaarden van die aanwijzingen alsmede de toepassingsregels van de bepalingen van dit artikel.»

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Nous nous référons à la justification écrite, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 29 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 29 zijn aangehouden.

Art. 30. Artikel 87bis, ingevoegd in dezelfde wetten door de herstelwet van 31 juli 1984, wordt opgeheven.

Art. 30. L'article 87bis des mêmes lois, y inséré par la loi de redressement du 31 juillet 1984, est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 31 luidt:

Art. 31. Artikel 97 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 97. Het uitstel, de vrijlating, de vrijstelling of de voorlopige afkeuring kan worden ingetrokken indien de dienstplichtige, om ze te verkrijgen, zich aan bedrieglijke praktijken heeft schuldig gemaakt of wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt of heeft laten verstrekken.

De militieraad en de herkeuringsraad zijn, ieder op zijn gebied, bevoegd om over die intrekking uitspraak te doen.

Is de maatregel waarvan de intrekking wordt gevraagd, uitgegaan van de Hoge Militieraad, dan is deze alleen bevoegd om over die intrekking uitspraak te doen.

De zaak wordt door de minister van Binnenlandse Zaken bij het rechtscollège aanhangig gemaakt. Het doet eerst uitspraak na de belanghebbende te hebben verzocht zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voor te dragen. In alle gevallen wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

De intrekking kan niet uitgesproken worden meer dan één jaar na de dag waarop de eerste beslissing in kracht van gewijsde is gegaan. Nochtans wordt die termijn geschorst zolang over de strafvordering niet definitief is beslist, wanneer deze vordering werd ingesteld op grond van feiten die de intrekking kunnen rechtvaardigen; in geval van veroordeling wordt deze termijn verlengd tot twee jaar na de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

Wanneer de intrekking is uitgesproken wordt de belanghebbende als wederspanning beschouwd. Al de bepalingen van artikel 7 zijn op hem toepasselijk.»

Art. 31. L'article 97 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 97. Le sursis, la dispense, l'exemption ou l'ajournement peut être retiré lorsque le milicien a employé des manœuvres frauduleuses ou a sciemment donné ou laissé donner des renseignements inexacts ou incomplets dans le but de l'obtenir.

Le conseil de milice et le conseil de révision sont compétents, chacun dans les matières qui lui sont propres, pour statuer sur ces retraits.

Si la mesure dont le retrait est demandé a été décidée par le Conseil supérieur de milice, celui-ci est seul compétent pour statuer sur ce retrait.

La juridiction est saisie par le ministre de l'Intérieur. Elle ne se prononce qu'après avoir invité l'intéressé à présenter sa défense verbalement ou par écrit. Dans tous les cas, la décision est réputée contradictoire.

Le retrait ne peut intervenir plus d'un an après le jour où la première décision est passée en force de chose jugée. Toutefois, ce délai est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique si celle-ci est engagée en raison de faits qui peuvent justifier le retrait; il est prorogé, en cas de condamnation, jusque deux ans après le jour où la condamnation est passée en force de chose jugée.

Lorsque le retrait est prononcé, l'intéressé est traité comme réfractaire. Toutes les dispositions de l'article 7 lui sont applicables.»

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — M. Paque et consorts proposent l'insertion d'un article 31bis (nouveau) ainsi rédigé:

« Art. 31bis. Le premier alinéa du § 1^{er} de l'article 98 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante:

« Les miliciens après leur comparution au centre de recrutement et de sélection, les volontaires de guerre, les militaires en congé illimité et les militaires rappelés sous les armes sont, sur leur demande, sur la demande d'un fondé de pouvoir spécial, ou par défaut, sur la demande de leur chef de corps, licenciés par réforme en suite d'une décision d'inaptitude prononcée par une commission militaire d'aptitude et de réforme.»

« Art. 31bis. Het eerste lid van § 1 van artikel 98 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De dienstplichtigen na hun verschijning in het recruterings- en selectiecentrum, de oorlogsvrijwilligers, de militairen met onbepaald verlof en de onder de wapenen teruggeroepen militairen worden op hun verzoek, op verzoek van een bijzonder gemachtigde, of bij ontstentenis, op verzoek van hun korpscommandant bij reform ontslagen ingevolge een beslissing van ongeschiktheid uitgesproken door een militaire commissie inzake geschiktheid en reform.»

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Nous nous référons à la justification écrite, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement is aangehouden.

Art. 32. In artikel 106, 2^o en 3^o, van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o Het woord « of » wordt ingevoegd tussen de woorden « vrijstelling » en « voorlopige afkeuring »;

2^o De woorden « ontheffing » en « aanwijzing voor het speciaal contingent » worden geschrapt.

Art. 32. A l'article 106, 2^o et 3^o, des mêmes lois sont apportées les modifications suivantes:

1^o Le mot « ou » est inséré entre les mots « une exemption » et « un ajournement »;

2^o Les mots « la libération ou la désignation pour le contingent spécial » sont supprimés.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 33 luidt:

Art. 33. Hoofdstuk XIII van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Art. 33. Le chapitre XIII des mêmes lois est abrogé.

M. Paque et consorts présentent l'amendement que voici:

« Supprimer cet article. »

« Dit artikel te doen vervallen. »

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Nous nous référons à la justification écrite, monsieur le Président.

M. le Président. — Le vote sur l'article 33 est réservé.

De stemming over artikel 33 is aangehouden.

Art. 34. Artikel 118 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 118. § 1. De ingeschrevene die met de lichting 1987 ten minste één uitstel verkregen heeft op grond van artikel 10, § 1, 3^o of § 4, 2^o, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, zoals het artikel geformuleerd was voor de inwerkingtreding van deze wet, kan op basis hiervan zoveel uitstellen verkrijgen als nodig is om in aanmerking te komen voor de vrijlating, bepaald in artikel 12, § 1, 2^o, van de genoemde wetten, zoals het artikel geformuleerd was vóór de inwerkingtreding van deze wet.

§ 2. De ingeschrevene die met de lichting 1987 ten minste één uitstel verkregen heeft op grond van artikel 10, § 4, 5^o, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976, kan op basis hiervan zoveel uitstellen verkrijgen als nodig is om in aanmerking te komen voor de vrijlating, bepaald in artikel 12, § 1, 1^o, van de genoemde wetten, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976.

§ 3. De vrijlating die verleend is op grond van artikel 12, § 1, 8^o, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976, wordt ingetrokken indien de begunstigde ten laatste op 31 december van het jaar waarin hij de leeftijd van 23 jaar bereikt, in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente is ingeschreven.

Het militierechtscollege dat de vrijlating heeft toegestaan, is bevoegd om zich over die intrekking uit te spreken. De zaak wordt door de minister van Binnenlandse Zaken of door zijn gemachtigde bij het rechtscollege aanhangig gemaakt.

Het doet eerst uitspraak na de belanghebbende te hebben verzocht zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voor te dragen.

In alle gevallen wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

De intrekking kan niet uitgesproken worden meer dan één jaar na de inschrijving in de bevolkingsregisters.

Wanneer de intrekking is uitgesproken, wordt de belanghebbende ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichting.»

Art. 34. L'article 118 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 118. § 1^{er}. L'inscrit qui, avec la levée de 1987, a obtenu au moins un sursis sur la base de l'article 10, § 1^{er}, 3^o ou § 4, 2^o, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, dans la rédaction qu'avait cet article avant l'entrée en vigueur de la présente loi, peut obtenir sur cette base autant de sursis qu'il est nécessaire pour bénéficier de la dispense prévue à l'article 12, § 1^{er}, 2^o, desdites lois, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1^{er} décembre 1976.

§ 2. L'inscrit qui, avec la levée de 1987, a obtenu au moins un sursis sur la base de l'article 10, § 4, 5^o, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1^{er} décembre 1976, peut obtenir sur cette base autant de sursis qu'il est nécessaire pour bénéficier de la dispense prévue à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, desdites lois, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1^{er} décembre 1976.

§ 3. La dispense qui a été accordée sur la base de l'article 12, § 1^{er}, 8^o, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1^{er} décembre 1976, est retirée si le bénéficiaire fait l'objet d'une inscription aux registres de population d'une commune belge au plus tard le 31 décembre de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 23 ans.

La juridiction de milice qui a accordé la dispense est compétente pour statuer sur ce retrait. Elle est saisie par le ministre de l'Intérieur ou par son délégué.

Elle ne se prononce qu'après avoir invité l'intéressé à présenter sa défense verbalement ou par écrit.

Dans tous les cas, la décision est réputée contradictoire.

Le retrait ne peut intervenir plus d'un an après l'inscription aux registres de population.

Lorsque le retrait est prononcé, l'intéressé est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours.»

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 35 luidt:

Art. 35. Artikel 119 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 119. In afwijking van artikel 1, 12^o, van deze wetten kan de minister van Landsverdediging de ontheffing van de werkelijke dienst verlenen aan de voor de dienst geschikt bevonden dienstplichtigen van de lichting 1987 die de voorwaarden vervullen die bepaald waren bij artikel 87, § 1, b, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976.»

Art. 35. L'article 119 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 119. Par dérogation à l'article 1^{er}, 12^o, des présentes lois, le ministre de la Défense nationale peut accorder la libération du service actif aux miliciens de la levée de 1987, reconnus aptes au service et qui réunissent les conditions qui étaient prévues à l'article 87, § 1^{er}, b, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1^{er} décembre 1976.»

De heer Van Ooteghem stelt volgend amendement voor:

« In artikel 119, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « artikel 87, § 1, b » te vervangen door de woorden « artikel 87, § 1, a of b. »

« A l'article 119, tel qu'il est proposé par cet article, remplacer les mots « article 87, § 1^{er}, b » par les mots « article 87, § 1^{er}, a ou b. »

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, mijn amendement bepaalt alleen dat een tweede kind in een gezin van zes kinderen de mogelijkheid van vrijstelling krijgt wanneer het aantal dienstplichtigen de behoeften overschrijdt. Het is een liberaliteit voor de minister en geen verplichting. Het zou onzinnig zijn indien wij die bepaling lieten vallen.

Hierdoor wordt de mogelijkheid geboden, mijnheer de minister, wanneer het aantal dienstplichtigen het contingent overschrijdt, om het tweede kind in een gezin van zes kinderen te kunnen vrijstellen. De minister is daartoe niet verplicht maar indien wij die bepaling nu niet vermelden, kan de vrijstelling niet eens meer worden verleend. Het is toch de logica zelf.

Het houdt geen enkele verplichting in, het houdt alleen de mogelijkheid open om een tweede kind in een gezin van zes kinderen vrij te stellen. Ik vraag mij af waarom zelfs dat niet kan. Het verandert het contingent hoegenaamd niet. Toch blijft de regering stug op dat stuk. Dat is totaal onbegrijpelijk.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je demande le rejet de cet amendement.

En effet, compte tenu du fait qu'en 1987, on ne comptera pas beaucoup de miliciens excédentaires, il a fallu réserver la possibilité d'obtenir la libération à l'une des deux catégories visées à l'actuel article 87.

Le gouvernement a estimé que les pères de famille de moins de 24 ans étaient davantage prioritaires que les deuxièmes appelés d'une famille de six enfants. Le gouvernement a donc fait son choix et je demande à l'assemblée de bien vouloir le suivre.

M. Van Ooteghem. — Ce n'est qu'une possibilité.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 35 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 35 sont réservés.

Art. 36. Artikel 120 van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Art. 36. L'article 120 des mêmes lois est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 37. In de Nederlandse tekst van de artikelen, 8, 20, § 1, 1^o, 43, § 4, 60 en 65 van dezelfde wetten wordt de uitdrukking « vervroegde dienstneming » vervangen door de uitdrukking « vervroegde oproeping ».

Art. 37. Aux articles 8, 20, § 1^{er}, 1^o, 43, § 4, 60 et 65 des mêmes lois, l'expression « vervroegde dienstneming » dans le texte néerlandais est remplacée par l'expression « vervroegde oproeping ».

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 38. De Koning kan de wetsebepalingen betreffende de dienstplicht en de bepalingen welke deze, op het tijdstip van de coördinatie, uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd zouden hebben, coördineren.

Daartoe kan Hij :

1^o De volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2^o De verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3^o De redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn.

Art. 38. Le Roi peut coordonner les dispositions législatives relatives à la milice et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, Il peut :

1^o Modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2^o Modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3^o Modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 39. § 1. In artikel 22 van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In § 1, eerste lid, worden de woorden « de voorlopige afkeuring en de ontheffing » vervangen door de woorden « en de voorlopige afkeuring »;

2^o Paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Voor de toepassing van de gecoördineerde dienstplichtwetten op de leden van het gezin van de gewetensbezwaarde, wordt de dienst van de gewetensbezwaarde, bedoeld in de artikelen 18 en 19, en de vrijlating van die dienst gelijkgesteld met de actieve militaire dienst en met de vrijlating van die dienst. »

§ 2. Artikel 25 van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Art. 39. § 1^{er}. A l'article 22 des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « à l'ajournement et à la libération » sont remplacés par les mots « et à l'ajournement »;

2^o Le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Pour l'application des lois coordonnées sur la milice aux membres de la famille de l'objecteur de conscience, le service de l'objecteur visé aux articles 18 et 19 et la dispense de ce service sont assimilés au service militaire et à la dispense de ce service. »

§ 2. L'article 25 des mêmes lois est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Artikel 40 luidt :

Art. 40. De dienstplichtigen van de lichte 1988 kunnen een aanvraag om uitstel en om vrijstelling op morele grond indienen bij het gemeentebestuur van de militiewoonplaats tussen 1 januari 1987 en de dertigste dag die volgt op de datum waarop deze wet in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt

Art. 40. Les miliciens de la levée de 1988 peuvent introduire une demande de sursis et de dispense pour cause morale auprès de l'administration communale du domicile de milice entre le 1^{er} janvier 1987 et le trentième jour qui suit la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*

De heer Kenzeler c.s. stelt volgend amendement voor :

« Dit artikel te doen vervallen. »

« Supprimer cet article. »

Het woord is aan de heer Kenzeler.

De heer Kenzeler. — Mijnheer de Voorzitter, wij blinken niet uit door op tijd te zijn. De aanvragen die vóór 31 januari 1987 ingediend moeten zijn, kunnen alleen steunen op de oude wet, vermits de inhoud van de nieuwe wet nog niet is bekend.

Wij moeten zorgen voor een soepele overgangsregeling. Daarom vraag ik u, mijnheer de minister, de nieuwe wet niet vanaf 1 januari 1987 toe te passen maar wel vanaf 1 januari 1988 zodat ze pas op de lichte 1989 een weerslag heeft.

M. le Président. — La parole est à M. Michel, ministre.

M. Michel, ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation. — Monsieur le Président, je me suis expliqué tout à l'heure à ce propos. J'ai déjà admis certains amendements.

Selon les calculs effectués depuis, les modifications aux lois de milice permettront de récupérer trois mille miliciens. Compte tenu des besoins de la Défense nationale, l'excédent ne sera que d'au maximum 400 miliciens pour la levée de 1988.

Cela signifie que faute de mesures pour les miliciens de la levée de 1988, en d'autres termes, si la loi n'entre en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1989, il y aura un déficit d'environ 2 600 miliciens en 1988.

Je demande donc le rejet de cet amendement.

De Voorzitter. — De stemming over artikel 40 is aangehouden.

Le vote sur l'article 40 est réservé.

Artikel 41 luidt :

Art. 41. Van dienst in vredestand kan worden vrijgelaten en wordt, wat de duur van de militaire verplichtingen betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen van de lopende lichte, de dienstplichtige van de lichte 1988 van wie één broeder of één zuster een werkelijke dienst heeft volbracht of overeenkomstig artikel 12, § 1, 4^o, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, wordt geacht volbracht te hebben, op voorwaarde dat hij tot een van de hierna volgende categorieën behoort :

a) Een vader, een moeder, een broeder of een zuster hebben die voor het vaderland is gestorven als militair, agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar, rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmede gelijkgestelde feiten, voor zover het overlijden het gevolg is van de schadelijke feiten die aanleiding gaven tot toekenning van het pensioen, of ingevolge zijn vaderlandslievende houding;

b) Een vader, een moeder, een broeder of een zuster hebben die de hoedanigheid bezit van agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar of rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan ologsfeiten of daarmede gelijkgestelde feiten;

c) Een broeder of een zuster hebben die in werkelijke dienst met toepassing van de artikelen 2bis, 66, § 1, eerste lid, of 87 van dezelfde wetten, gestorven is in bevolen dienst;

d) Een broeder of een zuster hebben die heeft deelgenomen aan een veldtocht van het Belgisch leger of van de weermacht;

e) Tot een gezin behoren dat ten minste vier kinderen in leven telt, op voorwaarde dat de samengevoegde inkomsten van de vader en de moeder of van de personen die artikel 10, § 1, 1^o, tweede lid, van dezelfde wetten daarmee gelijkstelt, niet hoger liggen dan 360 000 frank, verhoogd met één vierde per persoon ten laste overeenkomstig de wettelijke bepa-

lingen inzake de personenbelasting of met het bedrag van de bij die belasting vrijgestelde kinderbijslag voor de personen ten laste voor wie dit bedrag het vierde overschrijdt.»

Art. 41. Est en droit d'être dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée en cours, le milicien de la levée de 1988 dont un frère ou une sœur a accompli un service actif ou est considéré comme ayant accompli conformément à l'article 12, § 1^{er}, 4^o, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, pour autant qu'il fasse partie de l'une des catégories suivantes:

a) Avoir un père, un frère ou une sœur qui est mort pour la patrie, en qualité de militaire, d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire, de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés, pour autant que le décès soit la conséquence des faits dommageables ayant donné lieu à l'octroi de la pension, ou en raison de son attitude patriotique;

b) Avoir un père, une mère, un frère ou une sœur qui a la qualité d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire ou de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés;

c) Avoir un frère ou une sœur qui, en activité de service en application des articles 2bis, 66, § 1^{er}, alinéa premier, ou 87 des mêmes lois, est décédé en service commandé;

d) Avoir un frère ou une sœur qui a participé à une campagne de l'armée belge ou de la force publique;

e) Appartenir à une famille qui compte au moins quatre enfants, en vie, à condition que les ressources cumulées des père et mère ou des personnes qui y sont assimilées en vertu de l'article 10, § 1^{er}, 1^o, deuxième alinéa, des mêmes lois, ne soient pas supérieures à 360 000 francs, augmentés d'un quart par personne à charge au sens des dispositions légales concernant l'impôt des personnes physiques, ou du montant des allocations familiales immunisé dudit impôt pour les personnes à charge à l'égard desquelles ce montant excède le quart.»

De heer Van Ooteghem stelt volgend amendement voor:

«In littera e van dit artikel de woorden «vier kinderen» te vervangen door de woorden «drie kinderen.»

«Au littera e de cet article, remplacer les mots «quatre enfants» par les mots «trois enfants.»

Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, het gaat hier opnieuw om een groot gezin met drie kinderen. Maar aangezien de minister alle amendementen stelselmatig verwerpt, ben ik zoals Dante en zeg ik: «Gij die hier binnentreedt, laat alle hoop varen.»

De Voorzitter. — De stemming over het amendement is aangehouden.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De heer Kenzeler c.s. stelt volgend amendement voor:

«In dit artikel de woorden «de dienstplichtige van de lichte 1988» te vervangen door de woorden «de dienstplichtige van de lichte 1989.»

«A cet article, remplacer les mots «le milicien de la levée de 1988» par les mots «le milicien de la levée de 1989.»

Mijnheer Kenzeler, mag ik aanemen dat de verantwoording voor dit amendement dezelfde is als voor het vorige amendement en dat zij ook geldt voor het amendement bij artikel 42?

De heer Kenzeler. — Inderdaad, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — De stemming over het amendement en de stemming over artikel 41 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 41 sont réservés.

Artikel 42 luidt:

Art. 42. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1987, met uitzondering van artikel 14, dat in werking treedt op 1 januari 1988.

Wat betreft het uitstel, de vrijlating en de afschaffing van de ontheffing bedoeld in artikel 39 van deze wet, zal zij evenwel voor de eerste keer van toepassing zijn op de dienstplichtigen van de lichte 1988.

Art. 42. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987, à l'exception de l'article 14, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

Toutefois, en ce qui concerne le sursis, la dispense et la suppression de la libération visée à l'article 39 de la présente loi, elle sera applicable, pour la première fois, aux miliciens de la levée de 1988.

De heer Kenzeler c.s. stelt volgend amendement voor:

«Dit artikel te vervangen als volgt:

«Art. 42. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1988.

Wat betreft het uitstel, de vrijlating en de afschaffing van de ontheffing bedoeld in artikel 39 van deze wet, zal zij evenwel voor de eerste keer van toepassing zijn op de dienstplichtigen van de lichte 1989.»

«Remplacer cet article par ce qui suit:

«Art. 42. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

Toutefois, en ce qui concerne le sursis, la dispense et la suppression de la libération visée à l'article 39 de la présente loi, elle sera applicable, pour la première fois, aux miliciens de la levée de 1989.»

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 42 zijn aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 42 sont réservés.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Hiermede zijn wij aan het einde gekomen van onze werkzaamheden voor vandaag. De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 29 januari 1987, te 15 uur.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 29 janvier 1987, à 15 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 22 u. 35 m.)

(La séance est levée à 22 h. 35 m.)

896